



Plateforme
pour la Gestion
des Risques Agricoles

Étude sur les questions de genre dans la gestion des risques agricoles

Cadre analytique
et directives opérationnelles

MAI 2019






PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Plateforme
pour la Gestion
des Risques Agricoles

**Gérer les risques
pour améliorer les conditions
de vie des petits agriculteurs**

Étude sur les questions de genre dans la gestion des risques agricoles

**Cadre analytique
et directives opérationnelles**

MAI 2019

Réalisée par:
Desiree ZWANCK
Spécialiste genre

Reference:
PARM (2019). "Étude sur les questions de genre dans la
gestion des risques agricoles. Cadre analytique et directives
opérationnelles" (par Desiree Zwanck). Rome: PARM/IFAD.

Photo de couverture: © PARM/Carlos Tomas Lora Acosta.



Remerciements

La présente étude a été élaborée en étroite collaboration avec l'équipe de la PARM dirigée par Massimo Giovanola dont les membres sont Carlos Arce, Nikita Blanes et Ilaria Tedesco, et la spécialiste genre externe, Desiree Zwanck. L'équipe est particulièrement reconnaissante aux fonctionnaires chargés de liaison dans les pays de la PARM, Jallah Kennedy (Libéria), Aboubacar Issa (Niger) et Nalishebo Meebelo (conseiller en politique agricole, Zambie), le point focal national pour la PARM, Sokhna Mbaye Diop (Ministère de l'agriculture, Sénégal), les membres du Réseau PARM Sanoussi Atta (Chef du Département de la formation et de la recherche à Aghrymet, Niger), Mateugue Diack (Professeur à la Faculté d'agronomie, d'aquaculture et de technologie alimentaire, Département de la production végétale, Université Gaston Berger, Sénégal) et Susan Kaaria (fonctionnaire qui travaille sur les questions de genre dans la Division des politiques sociales et des institutions rurales, FAO, Rome (avec Kostas Stamulis), ainsi que de plusieurs spécialistes tels que Haa Hima (sociologue, Niger), Asa Giertz (économiste principale de l'agriculture, Banque mondiale), Miranda Morgan (conseillère en autonomisation économique des femmes, équipe chargée de la stratégie et de l'impact du programme, Oxfam, Grande-Bretagne), Simon Renk (chef de l'unité d'évaluation de la vulnérabilité, Programme alimentaire mondial, Liban) et Djeneba Tapsoba (conseiller principal genre, CILSS, Burkina Faso), pour leur disponibilité à participer aux entretiens avec les informateurs clés et pour les informations précieuses apportées. L'équipe souhaite également exprimer ses remerciements aux membres du personnel de la PARM, Emily Coleman (spécialiste de l'assurance agricole) et Flavia Della Rosa (spécialiste du suivi et de l'évaluation), ainsi qu'aux membres du personnel du Département genre du FIDA, Silvia Sperandini, Steven Jonckheere, Petra Jarvinen, Nadya Beltchika et Anita Kelles-Viitanen pour leurs contributions très utiles.

À propos de la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles a été créée à la suite des discussions du G8 et du G20 sur la sécurité alimentaire et la croissance agricole. La PARM a été constituée à partir d'un partenariat multi-donateurs de quatre ans entre la Commission européenne (CE), l'Agence française de développement (AFD), la Direction générale de la coopération au développement du Ministère italien des affaires étrangères (DGCS), le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et le développement (BMZ/KfW) et le FIDA, en collaboration stratégique avec le NEPAD et d'autres partenaires au développement, afin de faire de la gestion des risques une partie intégrante de la planification et de la mise en œuvre des politiques du secteur agricole.

La PARM a pour mandat général de contribuer à la croissance agricole durable, de stimuler les investissements ruraux, de réduire l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience aux chocs climatiques et commerciaux des ménages ruraux, grâce à une meilleure gestion des risques. La PARM joue le rôle de médiateur et de facilitateur de connaissances et vise à l'intégration de la gestion des risques agricoles dans la planification des politiques et les investissements dans le secteur agricole. Elle cherche à renforcer la prise de conscience et les capacités des acteurs nationaux en matière de gestion des risques agricoles; à améliorer la création, l'accès et le partage des connaissances; à renforcer les synergies avec les partenaires dans le cadre de la GRA; et à élaborer des méthodologies pour l'analyse des risques et l'adoption de stratégies globales de gestion des risques.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	9
Liste des encadrés, figures et tableaux	10
Résumé exécutif	11

1. Introduction

1.1. Le genre et la gestion des risques agricoles	16
1.1.1. Pourquoi avons-nous besoin d'intégrer le genre dans la GRA?	17
1.1.2. Le genre dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement	19
1.1.3. Outils genrés dans le secteur agricole	20
1.2. Objectif et champ d'application de l'étude	22
1.3. Approche méthodologique	23

2. La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

2.1 Mandat et vision	24
2.2 Activités de la PARM dans le cadre de l'intégration du genre	25

3. Cadre analytique pour l'intégration du genre dans la GRA

3.1. Unité d'analyse	28
3.2 Principes directeurs	31
3.3 Intégrer le genre dans le cadre de la PARM	32
3.3.1. L'étape d'évaluation et de hiérarchisation des risques	32
3.3.2. Étape d'identification et de hiérarchisation des outils	34
3.3.3. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques.....	37
3.3.4. Suivi et évaluation	43
3.4 Résumé	43

4. Directives pour l'intégration du genre dans la GRA

4.1. Évaluation et hiérarchisation des risques qui intègrent le genre	47
Évaluation des risques	47
Atelier national des parties prenantes	50
4.2. Identification et hiérarchisation des outils	51
Étape d'identification des outils et études de faisabilité	51
Atelier de haut niveau sur la diffusion des politiques	53
4.3. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques	54
Apprentissage et gestion des connaissances	54
Renforcement des capacités	56
Partenariats stratégiques et synergies	58
4.4. Suivi et évaluation	60
Suivi et évaluation	60

Bibliographie	61
----------------------------	----

Annexes

A.1. Matrice d'analyse	68
A.2. Questionnaire pour les entretiens avec les informateurs clés	77
A.3. Outils	82
Outil A: Liste de contrôle pour un processus de GRA qui répond aux questions de genre	83
Outil B: Liste de contrôle des produits de la PARM qui intègrent le genre	86
Outil C: Modèle de termes de référence qui intègrent le genre dans l'évaluation des risques agricoles	87
Outil D: Orientations de la Banque mondiale sur les axes de recherche et l'évaluation des risques agricoles sur le terrain.....	100
Outil E: Matrice d'analyse de la capacité et de la vulnérabilité dans le cadre de la GRA	103
Outil F: Domaines et indicateurs pour une analyse de la chaîne d'approvisionnement qui intègrent le genre	106
Outil G: Questionnaires pour les entretiens avec les informateurs qui intègrent le genre pour les chaînes de valeur agricole	109
Outil H: Intégration du genre dans les outils de GRA: aperçu	142
Outil I: Liste de contrôle pour la formation à la GRA qui intègre le genre	152
Outil J: Liste de contrôle pour la cartographie des principales parties prenantes sur le genre dans le cadre de la GRA.....	153
Outil K: Liste de contrôle pour le suivi et l'évaluation de la GRA qui intègrent le genre	156

Liste des sigles et abréviations

ACI	Agriculture intelligente face au climat
AFD	Agence française de développement
ASP	Protection sociale adaptative
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
DFID	Département du développement international (du Royaume-Uni)
ENVAC	Nutrition améliorée et chaînes de valeur
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GRA	Gestion des risques agricoles
IAFA	Indice de l'autonomisation des femmes sur les marchés
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ONU	Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PARM	Plateforme pour la gestion des risques agricoles
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PDG	Président directeur général
RAS	Étude d'évaluation des risques
RC	Renforcement des capacités
RRC	Réduction des risques de catastrophes naturelles
S&E	Suivi et évaluation
SADD	Données ventilées par sexe et par âge
TOR	termes de référence
UE	Union européenne

Liste des encadrés, figures et tableaux

Liste des encadrés

Encadré 1: Un portefeuille d'outils qui intègrent le genre: l'Initiative R4 de résilience rurale	35
Encadré 2: Analyse des politiques et stratégies au niveau national qui intègrent le genre - Enseignements de l'Ouganda et du Congo	38
Encadré 3: Le genre dans les services de vulgarisation agricole	40
Encadré 4: Exemple de bonnes pratiques - Créer des liens entre les partenariats, la défense et la gestion des connaissances au Sénégal.....	44

Liste des figures

Figure 1: Les cinq étapes du cycle de GRA	24
Figure 2: Une chaîne de valeur qui utilise un cadre sensible au genre	30

Liste des tableaux

Tableau 1: Différences entre les SADD et les statistiques genrées.....	27
Tableau 2: Stratégies informelles de gestion des risques.....	29

Résumé exécutif

Objectif et champ d'application de l'étude

Une gestion efficace des risques agricoles (ARM) implique une réduction des risques par des actions au niveau individuel et des exploitations agricoles, ainsi que des chaînes d'approvisionnement, des institutions et d'un environnement favorable plus large. La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) cherche, depuis sa deuxième phase (Horizon 2), à améliorer l'efficacité, la rentabilité et la qualité de la GRA en mettant l'accent sur le genre. À ce jour, l'importance du genre pour la GRA n'a pas été suffisamment reconnue et il existe très peu d'informations disponibles sur la manière d'intégrer cette problématique dans les processus de GRA.

Cette étude cherche à contribuer à combler cette lacune en examinant les moyens d'intégrer le genre dans le processus global de la PARM. Les orientations méthodologiques sont complémentaires à la méthodologie et aux processus actuels d'évaluation des risques de l'agriculture de la PARM et ne sont pas un substitut. L'intention est donc de développer une approche sur la façon d'évaluer les risques agricoles et de concevoir des outils de gestion des risques agricoles avec une perspective genrée. Les interventions doivent intégrer le genre, car ces contraintes ont un impact et limitent la capacité des petits exploitants agricoles à gérer les risques, à participer aux processus de prise de décision et à accéder aux différents services.

Des bases méthodologiques aux applications pratiques, l'étude identifie, établit et approfondit les liens entre l'analyse de genre et la GRA. La discussion approfondie d'une unité d'analyse éventuelle a montré la nécessité de développer des solutions adaptées au contexte, qui déterminent l'origine des contraintes de genre et à quels niveaux elles se manifestent et ont le plus d'impact. Plutôt que d'encourager les acteurs à mettre en place des programmes qui répondent aux questions de genre axées sur les agricultrices, l'accent est mis sur le fait de veiller à ce que les hommes et les femmes puissent bénéficier de la même manière des opportunités d'une GRA efficace et du renforcement de leur résilience. Une telle approche peut procurer des avantages considérables aux femmes sans nécessiter d'investissements importants dans de nouveaux projets ou programmes qui leurs seraient spécifiquement destinés. L'intégration réussie du genre dans la GRA nécessite un changement dans la manière d'exécuter le processus, car les praticiens doivent modifier leur façon de penser afin qu'elle soit non seulement liée au contexte, mais également aux personnes, en remettant en question leurs propres hypothèses et en s'engageant dans un processus difficile d'analyse approfondie de la dimension sociale en agriculture.

Comment utiliser cette étude

Cette étude peut être utilisée par tous les praticiens qui cherchent à :

1. Comprendre la relation entre la GRA et le genre: en prenant connaissance du chapitre 1, en étudiant le cadre analytique du chapitre 3 (et la matrice de l'annexe B), ainsi que la liste de références bibliographiques en annexe A.
2. Obtenir un aperçu rapide des concepts de base et des bonnes pratiques minimales à appliquer (en consultant les étapes de base du chapitre 4 (Directives) et la liste de contrôle (outil a) de l'annexe D.
3. Recevoir des conseils détaillés pour chaque étape du cycle de GRA (en consultant le chapitre 4 et la liste de contrôle (outil a) de l'annexe D.
4. Utiliser la boîte à outils et les outils de l'annexe D et du chapitre 4. Ces outils sont *illustratifs* et doivent être choisis de manière pratique par l'équipe d'évaluation des risques en fonction du contexte spécifique dans lequel ils sont utilisés et adaptés aux circonstances et au champ d'application des tâches considérées.

Cadre analytique

Le cadre analytique s'appuie sur les recherches documentées et les expériences du FIDA, de la FAO, de la Banque mondiale et d'autres organisations sur la manière d'intégrer le genre dans le développement agricole, et de l'appliquer à la GRA. Pour cela, il faut établir quelle unité d'analyse est la plus appropriée pour intégrer le genre dans la GRA, une approche flexible à plusieurs niveaux, mettant l'accent sur les contraintes de genre que la GRA peut affronter, étant la plus appropriée.

L'étude considère le genre comme un thème transversal: examiner cette question de manière isolée ne tient pas compte de la manière dont les hommes et les femmes interagissent et néglige les normes et attentes qui existent et subsistent quel que soit le sujet traité.

Malgré la diversité des contextes et des approches en matière de gestion des risques, l'analyse du processus PARM repose sur quatre piliers clés. Ce sont: (i) l'évaluation et la hiérarchisation des risques; (ii) l'identification et la hiérarchisation des outils; (iii) les formations, la gestion des connaissances, les partenariats et l'intégration des politiques; (iv) le suivi et l'évaluation. L'étude souligne la nécessité d'intégrer le genre à chaque étape du cycle, en tenant compte de ces contraintes.

Directives opérationnelles et recommandations

La partie sur les directives fournit de brèves définitions pour chaque élément du processus PARM qui intègre le genre et justifie pourquoi. Elle décrit les étapes pratiques, opérationnelles et réalisables pour l'intégration du genre à chaque niveau du processus (quelle est la «norme» minimale à ce stade) et l'intégration en profondeur de ces questions (ce qui serait nécessaire pour disposer d'un processus intégrant véritablement le genre). Elle présente les bonnes pratiques et les outils pour les différentes étapes suivantes:

i. Étape d'évaluation des risques

- Évaluation des risques agricoles: prendre en compte les réalités sociales et le genre, et en particulier les contraintes des petits agriculteurs, qu'ils soient hommes ou femmes.
- Atelier national des parties prenantes: utiliser les résultats de l'évaluation pour encourager la hiérarchisation des risques agricoles en fonction du genre.

ii. Étape d'identification de l'outil

- Identification et hiérarchisation des outils: explorer les contraintes de genre en matière d'atténuation des risques, transfert de risque et risque d'adaptation. Examiner quels outils peuvent le mieux intégrer le genre et/ou quels outils doivent être spécifiquement adaptés aux groupes les plus vulnérables.
- Atelier de haut niveau sur la diffusion des politiques de GRA: chercher à influencer la conception des politiques et les investissements publics en vue d'une intégration des objectifs explicites en matière d'égalité des genres.

iii. Formations, gestion des connaissances, partenariats et intégration des politiques

- Gestion des connaissances: combiner les approches systématiques opportunes pour faciliter l'échange d'informations et de connaissances sur le genre entre les bonnes personnes et vers ces dernières pour qu'elles puissent agir de manière plus efficace au faveur de l'intégration du genre dans la GRA.
- Renforcement des capacités, dialogue et plaidoyer intégrant le genre: impliquer activement les parties prenantes et utiliser les activités de renforcement des capacités en tant qu'outil transversal pour planifier et mettre en œuvre un programme/une stratégie de GRA adapté et qui apporte des réponses spécifiques aux questions de genre.
- Partenariats et synergies: tirer parti des partenariats et des synergies facilités par l'approche holistique de la PARM pour partager les connaissances et les ressources et parvenir à une intégration efficace du genre dans la GRA. Identifier les pays qui accordent la priorité au genre dans leurs priorités de développement et préconiser des synergies gagnantes pour tous entre la GRA et le genre (synchroniser les propositions en matière de GRA avec la budgétisation et la planification gouvernementales).

iv. Suivi et évaluation

- Réaliser des enquêtes régulières sur l'incidence des outils sur le genre, en examinant les impacts immédiats et à long terme, afin de déterminer si les activités ont permis de renforcer les capacités des agriculteurs de manière stratégique et inclusive dans le cadre de la GRA.

La PARM peut **agir** directement sur les points suivants:

- *ASSURER* la diffusion des résultats de l'étude auprès des parties prenantes et des praticiens.
- *UTILISER* les outils identifiés dans cette étude pour piloter l'intégration du genre aux étapes sélectionnées du cycle de la PARM.
- *DÉVELOPPER* d'autres outils.
- *FORMER* les partenaires sur la façon d'utiliser les outils.
- *INTÉGRER* les apprentissages clés afin de CRÉER une approche unifiée d'intégration du genre.

Conclusions

Plutôt que de prescrire un modèle sur la manière d'intégrer le genre dans la GRA, ce document propose une approche pouvant être appliquée dans des contextes spécifiques. En effet, l'analyse de genre et la GRA sont des processus extrêmement complexes et contextuels, nécessitant par conséquent des solutions sur mesure qui identifient et intègrent les différences de genre dans tout le cycle de gestion des risques et les initiatives stratégiques de gestion des risques. Plutôt que d'encourager les acteurs à mettre en place des programmes axés sur les femmes, il faut veiller à ce que les petits exploitants et exploitantes puissent bénéficier des mêmes possibilités induites par une GRA efficace, renforçant leur résilience. Pour ce faire, des mesures pratiques et concrètes sont nécessaires pour intégrer le genre à chaque étape du cycle GRA. Par conséquent, l'étude présente les meilleures pratiques et outils pour chaque étape. Le dernier chapitre du document fournit des directives pratiques sous forme de tableaux adaptables en fiches, les directives étant présentées sur une page et les outils (listes de contrôle) de l'autre pour faciliter leur diffusion et utilisation.




PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Étude sur les questions de genre dans la gestion des risques agricoles

1. Introduction

1.1. Le genre et la gestion des risques agricoles

La GRA est le processus d'identification et d'atténuation des risques associés aux événements incertains, qui entraînent des pertes et d'autres impacts dommageables sur le secteur agricole. Ces risques peuvent être liés à la production (climat, ravageurs, maladies, etc.), aux marchés (volatilité des prix et des taux de change) et à un environnement favorable (instabilité ou insécurité politique, chocs économiques mondiaux, défaillance logistique, etc.). La gestion des risques en agriculture est particulièrement difficile, car de nombreux risques sont fortement corrélés, ce qui a des conséquences sur des communautés entières. Une gestion efficace des risques agricoles implique l'atténuation, le transfert et la gestion des risques par des actions au niveau individuel et de l'exploitation agricole, ainsi que des institutions, des chaînes d'approvisionnement et d'un environnement favorable plus large.

Les liens existant entre la GRA et les différences de genre ne sont toujours pas assez bien compris, de même que la manière d'intégrer le genre dans le cycle opérationnel de la GRA (de l'évaluation au suivi et à l'évaluation des risques). Cette étude vise à contribuer à combler cette lacune en examinant les moyens d'intégrer le genre dans les activités de la Plateforme pour la gestion des risques en agriculture (PARM).

L'étude adopte une perspective transversale de genre. Cela signifie que les rôles, responsabilités, besoins et contraintes spécifiques des petits exploitants et exploitantes sont pris en compte à chaque étape du processus afin de refléter correctement les besoins et les rôles distincts des hommes, des femmes, des garçons et des filles. Les agriculteurs et les agricultrices sont les principales catégories d'analyse et, compte tenu du rôle important, mais souvent méconnu, joué par les femmes dans l'agriculture à travers le monde, l'étude met souvent en évidence les différences et écarts de situation des femmes dans le secteur. Dans le même temps, l'étude adopte une approche croisée qui prend également en compte d'autres catégories sociales telles que l'âge, le handicap ou le statut de minorité. L'exclusion sociale limite l'éventail des perspectives et des expériences qui contribuent à faire face aux chocs et à renforcer la résilience (entretiens entre des informateurs clés et le point focal Genre de la FAO). Cette étude examine la manière dont l'inclusion et la participation sociales peuvent être des principes directeurs de toutes les étapes du cycle de GRA afin de bien refléter les besoins et les rôles distincts des hommes, des femmes, des garçons et des filles.

Dans de nombreux pays en développement, les femmes contribuent fortement à la production agricole (FAO, 2015). Les contributions spécifiques des femmes à la production, la transformation, la distribution et la commercialisation des produits alimentaires sont de plus en plus reconnues, de même que leur contribution aux politiques et processus législatifs relatifs à l'alimentation; leur capacité à innover dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire; et leur rôle dans la protection des écosystèmes (Banque mondiale et al., 2009; Gnisci, 2015).

1.1.1. Pourquoi avons-nous besoin d'intégrer le genre dans la GRA?

Comme les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'investir dans le bien-être de leur famille, notamment en choisissant des aliments plus nutritifs, en assumant les frais de scolarité pour les enfants et les soins de santé (FAO, 2013), elles jouent un rôle clé dans le renforcement de la résilience des moyens de subsistance en milieu rural. Cependant, elles sont souvent marginalisées et exclues socialement et sont donc confrontées à des vulnérabilités distinctes aux chocs. La discrimination fondée sur le genre influence négativement les capacités des femmes, des filles et des groupes vulnérables à se préparer, à faire face aux chocs et à s'en remettre. La vulnérabilité aux risques différenciée selon le genre découle essentiellement des principales contraintes suivantes:

- L'inégalité de genre en termes de base d'actifs, incluant la propriété foncière, et en particulier l'accès aux terres fertiles et arables, également en fonction des systèmes de propriété foncière, ainsi que des problèmes liés aux registres de garanties et aux documents d'identification. Dans de nombreux pays à faible revenu, les femmes des zones rurales sont moins susceptibles que les hommes de posséder des terres ou du bétail (CIMMYT, 2017), ce qui peut déterminer leur capacité à adopter de nouvelles technologies, à avoir accès au crédit ou à d'autres services financiers, à être proactives, innovantes et responsables et à prendre des risques.
- Les conditions d'accès au crédit et aux services financiers (en partie par limitation ou manque de capitaux mais aussi par une connaissance limitée des institutions financières sur les services appropriés en zones rurales) – créent à leur tour une inégalité dans l'accès aux intrants agricoles (protection contre les ravageurs, par ex.) – les rendements des agricultrices sont de 20 à 30% inférieurs à ceux des hommes. En effet, les femmes ont moins accès aux semences, aux engrais et aux équipements améliorés.
- L'accès à la main-d'œuvre, aux installations de stockage et au marketing, ainsi qu'aux infrastructures de transport, ont tendance à être plus limitées pour les agricultrices qui ont une mobilité plus réduite.
- Inégalités des compétences et des connaissances en agro-technologie et en termes d'accès aux services de vulgarisation, manque général ou accès limité à des informations cruciales (météo, alerte précoce, marchés, climat), éducation et formation, souvent dues à des problèmes linguistiques et culturels. Comme indiqué par Brock et al. (1997), il existe neuf groupes de facteurs susceptibles d'affecter la participation des femmes à des formations: géographique, socioculturel, sanitaire, économique, religieux, juridique, politique/administratif, niveau d'étude et autres. Plusieurs facteurs, notamment les effets de la pauvreté et de la malnutrition sur la santé, se sont avérés beaucoup plus importants pour la participation des femmes que celle des hommes aux études et à la formation. Le biais culturel quasi universel en faveur des hommes et des facteurs économiques s'est révélé être le principal obstacle à la participation des femmes aux études dans les pays en développement. Les facteurs religieux et juridiques n'ont que des effets indirects.
- Exclusion et manque de participation, en particulier pour les minorités ethniques, les jeunes générations ou les femmes pauvres et sans formation qui n'ont pas voix au chapitre ou n'ont aucune influence dans la prise de décision, par exemple au niveau de l'utilisation des ressources (KIT et al., 2014).
- Une exposition et une sensibilité différenciées aux dangers en fonction des types de cultures, des activités de subsistance et du degré de différenciation selon le genre des types d'activité.
- Le changement social incluant les transitions en termes de moyens de subsistance ou non, les changements dans la division du travail et l'érosion des filets de sécurité communautaires – les systèmes de sécurité sociaux traditionnels dans les zones rurales des pays en développement ont tendance à se désintégrer au cours du processus d'intégration dans l'économie mondiale (Garcia, 2006).
- Les agricultrices peuvent être confrontées à d'autres obstacles liés au genre, principalement en raison de la responsabilité disproportionnée des femmes au niveau du travail domestique et des soins non rémunérés. En l'absence de centres d'accueil pour personnes âgées et d'un accès universel aux services de santé, les charges et les soins incombent aux femmes. Cela augmente la pression sur les femmes pour qu'elles associent charges/soins et activités productives. Pour une femme d'une zone rurale, cela entraîne une surcharge très importante de travail pour essayer de maintenir la production agricole parallèlement aux responsabilités du ménage, mettant ainsi en danger sa capacité à renforcer sa résilience et à gérer efficacement les risques agricoles.
- Risque élevé de violence domestique et autres formes de violence sur les femmes et les filles et relations de pouvoir généralement inégales avec les hommes au sein des ménages agricoles et de la communauté.

La majorité des études sur l'agriculture consultée pour cette étude insiste sur la nécessité de disposer de données ventilées par sexe et par âge et d'une recherche et d'une analyse intégrant le genre (par ex., Larson, 2016). Alors que le corpus de recherches et la littérature mettant en relation les questions de genre, l'agriculture, la résilience et les risques se développent, il existe encore très peu d'informations disponibles sur la manière dont le genre peut être intégré à la GRA. Cette omission persiste bien que les différences de genre face aux impacts du changement climatique aient été soulignées durant plus d'une décennie (voir Nelson, 2002; Rubin, 2012; Nyasimi et Huyer, 2017; Pratiwi et al., 2016).

Une étude pionnière sur la GRA réalisée par la Banque mondiale (2017) a clairement démontré que l'argument selon lequel tous les types de risques agricoles ont des impacts différenciés sur les femmes et les hommes, et que les inégalités de genre affectent également la manière dont les agriculteurs et les agricultrices peuvent gérer les risques (voir aussi Villamor, 2014). Il est intéressant de noter que les contraintes qui limitent l'accès des femmes aux actifs et aux moyens de production limitent également leurs possibilités d'autonomisation. Par conséquent, les inégalités persistantes peuvent compromettre la durabilité et l'efficacité des stratégies de gestion des risques agricoles. Ignorer l'impact de l'inégalité de genre et de l'exclusion sociale sur la résilience rendrait tout programme ou toute politique moins efficace dans la communauté, quels que soient les chocs ou les événements rencontrés (comme l'ont montré Chanamoto et Hall, 2015; Nijbroek *et al.*, 2008; Peterman *et al.*, 2011), mais cela est encore plus évident lorsqu'on cherche à gérer les risques agricoles.

Par exemple, l'accès à un financement abordable à long terme est un obstacle majeur à la résilience des agricultrices, à la fois en ce qui concerne leur capacité à investir dans les intrants et les technologies agricoles afin d'accroître la productivité et de participer à des chaînes et marchés d'approvisionnement à plus forte valeur ajoutée. L'accès des agricultrices aux services financiers est limité par un certain nombre de facteurs, notamment le manque de sécurité du régime foncier et le manque de connaissances financières. Même lorsque leurs droits fonciers sont garantis et qu'elles disposent des connaissances financières et des informations agricoles nécessaires pour développer un projet susceptible de bénéficier d'un financement, les parcelles réservées aux femmes ont généralement une taille et une qualité insuffisantes pour donner droit à une garantie de prêt ou de crédit. En outre, une législation discriminatoire, des normes sociales et le manque de produits financiers appropriés peuvent limiter leur capacité à accéder à un financement. Peu de femmes des zones rurales des pays à faible revenu détiennent des comptes bancaires et les banques commerciales ont tendance à travailler uniquement avec de grands agriculteurs qui sont déjà bien positionnés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales (FAO, 2013 et 2016a).

Comme l'indique l'OCDE, les interventions doivent intégrer le genre dans la mesure où une plus grande égalité en matière de propriété des terres et des biens et d'accès financier, a des effets positifs sur la nutrition, l'éducation, la sécurité alimentaire, la productivité agricole et la gestion des risques, ainsi que sur le bien-être des femmes. Inversement, les faibles taux de propriété des femmes et de pouvoir décisionnel sur la terre et les actifs ont été corrélés à une vulnérabilité accrue aux chocs (Bouchama *et al.*, 2018). Lorsque les agricultrices peuvent jouir d'une sécurité foncière, il a été démontré que cela permettait une gestion durable accrue des terres. Lorsque les femmes ont la garantie que la terre qu'elles cultivent leur appartient, elles investiront le temps, l'énergie et les connaissances nécessaires pour la rendre durablement productive tout au long de leur vie (Samandari, 2017).

1.1.2. Le genre dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement

En gérant les risques au niveau de la chaîne d'approvisionnement, les menaces potentielles pour les acteurs de cette chaîne, et ses interruptions, deviennent plus apparentes. Par conséquent, se focaliser sur les chaînes d'approvisionnement agricoles offre également une perspective conceptuelle utile pour l'intégration du genre dans la GRA. Il est essentiel de comprendre quelle est la participation des hommes, des femmes, des garçons et des filles aux chaînes d'approvisionnement afin d'analyser et de prévoir l'impact de tout changement important et les possibilités de résilience qui existent – notamment les changements positifs avec de nouveaux programmes ou politiques, ainsi que les conditions météorologiques et de marché ou chocs politiques – sur les systèmes d'agriculture familiale.

Au Ghana, les femmes produisent et échangent des produits agricoles de manière encore traditionnelle, tandis que les hommes participent à des chaînes d'approvisionnement qui nécessitent plus de capital et de ressources et où les marges bénéficiaires sont plus élevées (Pepper, 2016). En ce qui concerne la production, la transformation et le commerce à petite échelle, les marchés alimentaires informels des légumineuses (soja, niébé) et des céréales (mil) sont dominés par les femmes tandis que les hommes dominent le commerce de gros¹. Même pour les produits principalement échangés par des femmes, les acteurs masculins de la chaîne d'approvisionnement ont tendance à réaliser des profits plus importants que leurs homologues féminines. Les femmes ne peuvent souvent jouer un rôle plus important sur les marchés et les chaînes d'approvisionnement formels que par le biais de la participation à des organisations basées sur des exploitations agricoles (associations d'épargne et de crédit). Cela leur permet de mutualiser les investissements, de s'assurer de conditions de marketing plus favorables, de réduire les risques, d'augmenter le capital de l'organisation et le capital social, de renforcer la participation aux processus de décision et de mieux faire accepter leur défense et leur organisation au niveau social (Zwanck et Renk, 2018).

Les petits exploitants et exploitantes agricoles sont généralement confrontés aux mêmes défis et contraintes dans les chaînes d'approvisionnement agricoles, bien que les contraintes soient davantage exacerbées pour les femmes et les jeunes que pour les hommes adultes, et qu'il existe d'autres contraintes affectant spécifiquement les femmes et les filles, en raison de l'inégalité de genre². Les recherches menées dans le cadre de l'Initiative sur le genre et les marchés du Programme alimentaire mondial ont mis en évidence les principales différences de genre et entre les groupes d'âge, montrant que ces différences sont *spécifiques au contexte et exigent des approches et des solutions sur mesure*, et non une approche unique. L'analyse de genre et la GRA sont très complexes et dépendent du contexte. Elles nécessitent donc de trouver des solutions sur mesure qui identifient et intègrent les différences de genre dans l'ensemble du cycle de gestion des risques et des initiatives stratégiques de gestion des risques.

Rendre les chaînes d'approvisionnement agricoles plus résilientes est un aspect crucial de l'application d'une perspective de genre à la GRA, en considérant l'objectif ultime de la sécurité alimentaire de manière systémique, cohérente et inclusive. En réduisant l'instabilité des produits agricoles, des prix et des revenus, la PARM contribue également directement à la résilience, à la réduction de la pauvreté et à l'égalité. En conséquence, il est utile d'examiner comment rendre les chaînes d'approvisionnement agricoles plus résilientes. Cela nécessite explicitement d'examiner les questions de genre et d'intégrer de manière proactive des solutions différenciées en fonction du genre dans les stratégies d'analyse, de gestion et de développement des risques liés à la chaîne d'approvisionnement (USAID, 2010). Lorsqu'elles sont conçues avec des principes d'égalité de genre, les interventions axées sur la chaîne d'approvisionnement peuvent favoriser la réalisation d'objectifs de compétitivité et d'égalité afin d'améliorer les impacts de la GRA (Chan, 2010)³. Les stratégies qui soutiennent la participation des femmes à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement agricole, de la production à la transformation, en passant par la commercialisation, progressent (par ex., Mehra *et al.*, 2008 et l'approche sur la chaîne d'approvisionnement menant à l'autonomisation proposée dans KIT *et al.*, 2014, pp. 28-34). Les processus de GRA aux niveaux national, régional et/ou de la chaîne d'approvisionnement offrent un cadre utile pour intégrer la capacité et la prise en charge du genre.

1 Cela ne signifie pas qu'il s'agit de cultures «d'homme» ou «de femmes», car peu de cultures peuvent être définies comme des cultures d'hommes et aucune n'est clairement une culture de femmes (Doss, 2002).

2 <https://resources.vam.wfp.org/node/103>.

3 L'étude a révélé que les petites exploitantes fournissent souvent des produits de meilleure qualité que leurs homologues masculins, ce qui indique que l'augmentation de leur nombre dans une chaîne d'approvisionnement peut aider à améliorer ou au moins à maintenir la qualité des produits. Les raisons invoquées par les représentants de l'entreprise et d'autres répondants pour justifier la qualité supérieure des récoltes des femmes sont notamment une plus grande diligence et attention majeure des femmes envers le contrôle de la qualité, et leur plus grande volonté d'investir dans les intérêts à plus long terme de leur famille et communauté.

1.1.3. Outils genrés dans le secteur agricole

L'agriculture intelligente face au climat (ACI) propose des idées concrètes pour une gestion genrée des risques. La FAO promeut l'ACI en tant que stratégie d'atténuation des risques pour aider les pays à définir les politiques nécessaires, ainsi que les conditions techniques et financières permettant d'accroître durablement la productivité et les revenus agricoles, renforcer à la fois la résilience et la capacité des systèmes agricoles et alimentaires à s'adapter au changement climatique, et rechercher des opportunités pour réduire et éliminer les gaz à effet de serre.

Les obstacles structurels existants affectent les incitations à l'investissement pour les agricultrices, posant des contraintes différenciées selon le genre dans l'agriculture intelligente face au climat⁴. L'analyse de genre des contraintes et des risques peut éclairer les initiatives visant à créer un environnement politique permettant de réduire les risques d'investissement liés aux conditions météorologiques. Dans une étude menée en Ouganda, au Ghana et au Bangladesh, des outils participatifs ont été utilisés pour une analyse socioéconomique et de genre de trois thèmes: l'ACI, les approches analogiques du climat et l'accès à l'information sur les prévisions climatiques et météorologiques. Des résultats pertinents sur le plan des politiques et des programmes ont été obtenus, montrant que les petits exploitants modifiaient leurs pratiques agricoles en raison d'observations de changements climatiques et environnementaux et que les femmes semblaient moins pouvoir s'adapter en raison de contraintes financières ou de ressources, de la domination masculine, les hommes ayant plus accès aux informations et bénéficiant d'avantage des services de vulgarisation mais aussi du fait que les stratégies d'adaptation qui existent ont tendance à créer une charge de travail plus élevée pour les femmes (Jost *et al.*, 2017).

L'augmentation des chocs complexes et covariants résultant du changement climatique nécessite de plus en plus des modèles hybrides et des dispositifs institutionnels innovants en matière de financement et d'assurance. Les systèmes d'assurance formalisés étant inexistantes ou inaccessibles aux petits exploitants, plusieurs modèles novateurs de gestion des risques, notamment une assurance indexée sur les conditions climatiques et les catastrophes, ont été développés, testés et contextualisés (Greatrex *et al.*, 2015). Ces régimes d'assurance indexés indemnisent les agriculteurs sur la base d'indicateurs prédéterminés (par exemple, le niveau de précipitations) pour la perte d'actifs et d'investissements résultant de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes (entretiens entre des informateurs clés et le point focal Genre de la FAO). Des modèles expérimentaux tentent de lier l'offre d'assurance à celle du crédit. À l'avenir, de tels modèles hybrides devraient pouvoir être adaptés pour fournir les produits de financement et d'assurance nécessaires répondant aux besoins spécifiques des petites exploitantes agricoles (FIDA, 2009).

Les mécanismes de protection sociale et la fourniture de services sont un autre domaine central de convergence entre le genre et la GRA. Il apparaît que la protection sociale peut contribuer à une réduction de l'incidence de la pauvreté chronique, réduire les inégalités, contribuer à l'accumulation d'actifs, augmenter la productivité et améliorer la résilience (Nelson, 2015). La protection sociale est une solution fondamentale pour une approche plus inclusive de la GRA. Les mesures de protection sociale permettent d'offrir des solutions qui vont au-delà des secours apportés à court terme lors d'une catastrophe. Dans ce contexte, il est particulièrement nécessaire de mettre l'accent sur la protection sociale contre les chocs soudains plutôt que sur la protection sociale en cas de pauvreté chronique. La protection sociale adaptative (ASP) s'avère être un outil crucial pour aider les ménages vulnérables à faire face aux chocs (Béné, 2016). Depuis le début des années 2000, sous l'impulsion d'un certain nombre de déclarations, de plans d'action et du cadre de politique générale de l'Union africaine, des efforts concertés ont été déployés au niveau national pour améliorer l'ASP. En général: i) ils placent la protection sociale dans un cadre de gestion des risques face aux chocs idiosyncratiques et covariants; ii) ils identifient les besoins de renforcer la collecte et l'analyse des données sur la pauvreté et la vulnérabilité, notamment par le biais de systèmes d'alerte rapide et de ciblage; iii) ils mettent l'accent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle; iv) ils identifient les transferts sociaux comme une solution pour soulager les plus pauvres et les plus vulnérables; et v) ils soulignent l'importance d'une action multisectorielle et d'une évolution vers des systèmes de protection sociale intégrés et cohérents. Ces cadres semblent donc propices au développement d'une protection sociale réactive aux chocs (Colin *et al.*, 2017). Il a été montré que de plus en plus,

4 Pour une discussion détaillée sur le risque différencié selon le genre dans l'ACI <https://www.researchgate.net/publication/312923234/download>.

les systèmes et programmes de protection sociale sont des outils efficaces pour protéger les individus et les communautés des chocs et leur permettre d'améliorer leurs moyens de subsistance (Banque mondiale, 2017). Cependant, de nombreuses communautés rurales qui dépendent de l'agriculture n'ont pas accès à l'ASP, en particulier les femmes (Doss *et al.*, 2015).

Dans la plupart des pays en développement, les systèmes de soutien sont informels et l'ASP est assurée par les membres de la famille, les groupes sociaux et la communauté dans son ensemble. L'assistance sociale aux plus démunis à la suite de chocs constitue par conséquent une forme d'assurance sociale. L'un des dispositifs informels au niveau social les plus courants est la mise en commun des ressources par le biais d'associations et d'autres groupes communautaires. Ils peuvent améliorer la protection sociale, mais ils sont également affectés par les différences de genre, les réseaux de femmes ayant généralement moins de capital à mettre en commun.

Les pays investissent de plus en plus afin d'ajuster et de développer leurs systèmes nationaux de protection sociale dans le cadre de leurs stratégies visant à faire face aux chocs et à minimiser leurs impacts négatifs (entretiens avec des informateurs clés, point focal Genre de la FAO). Nombre de ces programmes adoptent une approche centrée sur les femmes pour répondre à leurs responsabilités et vulnérabilités uniques au niveau des systèmes d'agriculture familiale.

Dès la discussion initiale, il apparaît clairement que l'analyse comparative entre genre et risques agricoles est extrêmement complexe et qu'elle dépend fortement du contexte, ce qui nécessite une approche orientée sur la manière d'intégrer la perspective genre dans les processus de GRA définis par divers contextes sociaux, économiques et environnementaux. Les différences de genre peuvent constituer un obstacle, mais également un facteur de priorité pour la compréhension et l'adoption de pratiques de gestion des droits de l'alimentation visant à renforcer la résilience des systèmes agricoles.

1.2 Objectif et champ d'application de l'étude

Il n'y a pas de cadre pratique ni de directives sur la manière d'évaluer le risque agricole dans une perspective de genre. Par conséquent, cette étude vise à proposer une approche genrée de la gestion des risques avec des stratégies et des outils pratiques et opérationnels.

Alors que la section précédente a décrit l'axe thématique de cette étude, la question principale n'est pas de savoir pourquoi, mais comment nous pouvons analyser le genre dans le cadre de la GRA de la manière la plus pratique qui soit. L'objectif de ce document est d'améliorer le cadre analytique et d'élaborer des directives pratiques pour l'intégration de la dimension genre dans la GRA. Il ne cherche pas à examiner la dimension de genre dans des contextes ou des types de risque spécifiques. Il cible plutôt l'identification d'approches pouvant être appliquées à la grande variété et complexité des processus de GRA, afin d'accroître la résilience globale et d'améliorer l'efficacité de ses pratiques, mais également de formuler des recommandations concrètes pour renforcer les approches et interventions politiques qui intègrent le genre.

L'objectif général est donc d'identifier les liens conceptuels et opérationnels permettant d'intégrer les différences de genre dans les processus de GRA existants, qui peuvent servir de base méthodologique à l'intégration d'une perspective genrée dans les activités de la PARM, à partir de directives concrètes et pratiques pour assurer cette intégration.

Il est en outre nécessaire de combler le fossé conceptuel et opérationnel qui existe actuellement entre les méthodologies et les programmes de GRA et l'intégration des différences de genre dans le secteur agricole. Cette étude développera donc un cadre de référence pour développer une feuille de route sur le sujet. Reconnaissant qu'il n'existe pas de définition acceptée ni de directives complètes pour l'intégration de la dimension genre dans les processus de GRA nationaux, cette étude cherchera donc à en élaborer une la plus satisfaisante possible.

Les principaux domaines à explorer sont:

- Comment identifier le moyen le plus efficace et transformateur pour rendre les systèmes agricoles étudiés plus résilients face à un événement négatif imprévu grâce à une GRA adoptant une approche genrée?
- Est-ce que regarder les différences de genre et la GRA dans le cycle de la GRA est le moyen le plus approprié de mieux comprendre ces impacts? Si non, quelle est l'alternative?
- En ce qui concerne les objectifs à long terme de résilience, de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, quel est le cadre conceptuel et quelle est l'approche opérationnelle que la PARM devrait adopter pour répondre aux risques agricoles à travers un prisme de genre? (En termes de plaidoyer, méthodologie, résultats, etc.?)

Les hypothèses clés qui sous-tendent l'étude sont que les processus de GRA qui n'intègrent pas la dimension de genre s'appuient sur des informations incomplètes, voire trompeuses. Cela peut affaiblir les résultats escomptés en matière de renforcement de la résilience des systèmes de petites exploitations et, par conséquent, les moyens de subsistance dans les zones rurales.

L'étude aura une portée mondiale, même si, nécessairement, elle se penchera sur un ensemble limité d'expériences au niveau national afin de tirer des enseignements communs. Le présent rapport est destiné aux praticiens et aux acteurs de la gestion des risques agricoles et des domaines connexes.

Cette étude, comme cela est observé dans les termes de référence et a été fréquemment évoqué dans les discussions initiales, a un caractère «formateur». Les liens entre la GRA et le genre n'étant pas encore bien compris, cela permet à la PARM et à la communauté de pratique mondiale et aux partenaires avec lesquels la PARM travaille à différents niveaux, de mieux appréhender la thématique.

1.3 Approche méthodologique

Une revue de la littérature existante (rapports, articles, directives, politiques, stratégies, etc.) a servi de bilan pour explorer le genre dans la GRA, mais surtout pour créer un cadre et des directives pratiques sur la manière de traiter les différenciations de genre dans les bonnes pratiques de GRA. L'annexe B de la présente étude décrit les études qui ont été utilisées.

Une matrice d'analyse a été utilisée pour guider le processus de revue en fonction des différentes étapes du processus PARM (voir annexe A). Des études de cas par pays et des exemples de bonnes pratiques axés sur le genre ou l'agriculture ont été examinés pour évaluer leur transférabilité dans la GRA. Les documents de la PARM ont été examinés pour déterminer leur niveau d'intégration du genre.

Un questionnaire semi-structuré pour les entretiens avec les informateurs clés a été élaboré pour l'étude (voir annexe C). Vingt informateurs clés parmi lesquels les points focaux nationaux de la PARM, les membres de l'équipe et des consultants de la PARM, et des acteurs gouvernementaux, universitaires, des Nations Unies et des ONG. Les résultats des entretiens ont été analysés et des idées centrales ajoutées à l'argumentation globale.

2. La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

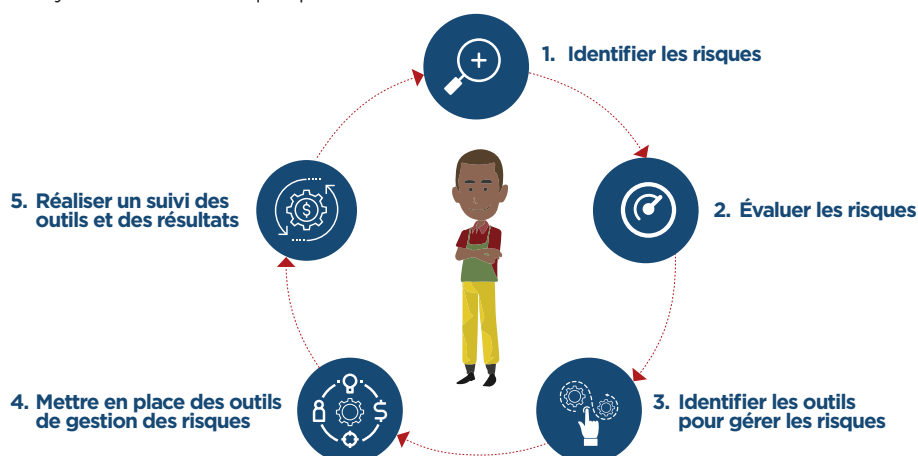
2.1 Mandat et vision

La PARM a pour mandat global de contribuer à la croissance agricole durable en améliorant la gestion des risques, ce qui stimule les investissements ruraux, réduit l'insécurité alimentaire et améliore la résilience aux chocs climatiques et commerciaux des systèmes de petites exploitations agricoles. La PARM joue un rôle clé en tant que 'courtier mondial du savoir' et facilitateur de l'engagement de la politique des pays en matière de gestion des droits de l'homme par le biais de partenariats et de processus mondiaux, régionaux et impliquant les décideurs et les différents niveaux, notamment les gouvernements, les donateurs, les organisations techniques, les entreprises privées et les organisations d'agriculteurs.

La vision de la PARM sur l'intégration de la GRA dans les pays en développement repose sur (i) la fourniture d'une assistance technique pour comprendre/mettre en œuvre une approche holistique de la GRA, (ii) appuyer la conception et la mise en œuvre de projets de GRA démonstratifs, et (iii) transférer des capacités. Ces actions combinées permettront à terme aux décideurs et aux acteurs de l'agriculture d'institutionnaliser les pratiques de gestion des droits d'accès, donc de maîtriser le processus et d'affecter le changement. Une approche holistique des risques agricoles implique de considérer un large éventail de risques et de solutions, et d'éviter qu'aucun risque ne soit considéré isolément. La PARM a identifié des éléments/piliers d'un projet de GRA qui seront examinés sous l'angle du genre plus avant dans le document.

Le processus PARM consiste essentiellement à mener une étude d'évaluation des risques agricoles (un profil de risque pour les pays) et à valider les résultats au travers d'un atelier réunissant les principales parties prenantes, suivi d'une étude de faisabilité sur les outils proposés pour gérer les risques prioritaires identifiés précédemment. Les résultats sont ensuite validés et diffusés dans le cadre d'un atelier de haut niveau qui assure l'intégration de la GRA dans les politiques et le budget nationaux. En outre, l'apprentissage, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités, ainsi que le suivi et l'évaluation continus, sont également assurés. Cette étude examine les points d'entrée appropriés tout au long de ce cycle pour intégrer le genre dans le processus (encadré 1).

Figure 1: Le cycle de GRA en cinq étapes



Depuis 2013, la PARM et ses partenaires s'emploient à entamer le processus d'évaluation des risques agricoles et des capacités de gestion de huit pays d'Afrique subsaharienne: Cameroun, Cabo Verde, Éthiopie, Libéria, Sénégal, Niger et Zambie. La future vision opérationnelle de la PARM (PARM Horizon 2 - 2019-2024) se base sur l'expérience et les enseignements tirés de la phase Horizon 1 (2014-2019). Elle est axée sur la consolidation de la position de leader dans le programme régional/mondial de renforcement de la GRA en tant qu'effet multiplicateur pour stimuler les investissements dans la GRA à travers le renforcement des capacités, des activités

de démonstration et expériences partagées. L'introduction de la dimension genre dans diverses facettes (analytique, opérationnelle, conception de projets/programmes, transfert de capacités, etc.) est l'un des principaux ajouts à l'Horizon 2 et justifie cette recherche.

Les actions de la PARM s'inscrivent dans le programme mondial de mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) mis en œuvre par les politiques gouvernementales dans les économies de développement et soutenus par les Nations Unies. À plus long terme, la PARM cherche à contribuer aux ODD 1, 2, 5 et 13 dans leur ensemble, notamment en contribuant à la mise en place de systèmes de production alimentaire durables, en stimulant les investissements ruraux, par le développement de l'égalité de genre, l'utilisation de pratiques agricoles résilientes et de stratégies de résilience pour les systèmes entier.

2.2 Activités de la PARM dans le cadre de l'intégration du genre

Comme le chapitre 1 l'a souligné, le genre n'est pas encore intégré dans les recherches ni les pratiques sur la GRA. Par exemple, l'ensemble des présentations et des documents de discussion d'un atelier de l'OCDE⁵ sur la GRA organisé en 2010, ne reflète aucune donnée ventilée par sexe et ne fait aucune référence au genre. Un chapitre de la publication «*Producer incentives in livestock disease management*»⁶ de 2017 utilise des informations tirées de l'économie comportementale pour analyser la gestion des maladies du bétail chez les agriculteurs tout en adoptant une approche profondément sociologique, ce qui constituerait un point de départ direct pour l'analyse genrée. Néanmoins, la publication ne mentionne pas d'éventuelles différences de genre dans les valeurs et normes qui régissent le comportement des agriculteurs.

La série de critères présentée ci-dessous a été utilisée pour examiner si les matériaux et les produits de la PARM intègrent le genre, et à quel degré. Les ressources examinées sont les suivantes: évaluations des risques au niveau des pays, rapports d'évaluation des risques, documents de stratégie, conseils sur les outils et matériel de renforcement des capacités. Les critères sont:

1. L'équipe de rédaction du matériel ressource (étude, rapport, etc.) est équilibrée en termes de genre et origine géographique.
2. La ressource utilise un vocabulaire qui intègre le genre, notamment des formes masculines et féminines pour les termes décrivant les acteurs clés; la terminologie qui ignore les spécificités de genre n'est pas utilisée («les agriculteurs» par exemple).
3. L'expertise de l'équipe de rédaction sur les questions de genre peut être attestée.
4. Les outils de collecte de données intègrent le genre et la ressource souligne les lacunes dans les données ventilées par sexe et genrées (indicateurs et statistiques de genre).
5. La ressource intègre les informations et études sur le genre, ainsi que les instruments ou politiques pertinents sur ce thème, en les énumérant dans la partie des ressources.
6. Les attentes concernant l'intégration du genre dans la conception et la mise en œuvre sont énoncées explicitement.
7. Une partie spécifique du document est consacrée aux différences de genre qui résume ou met en évidence l'analyse, les conclusions, les résultats, les facteurs, les conclusions et les recommandations genrés.
8. Les différences de genre se reflètent dans chaque partie (analyse du contexte, conception, plan opérationnel, recommandations, etc.) produit.
9. L'analyse des parties prenantes prend en compte les vulnérabilités liées au genre.
10. Le processus de collecte de données et d'établissement des faits a été mené de manière inclusive et participative, tout en tenant compte des spécificités de genre.

5 <http://www.oecd.org/tad/agricultural-policies/workshoponriskmanagementinagriculture22-23november2010.htm>
6 <http://www.oecd.org/tad/producer-incentives-in-livestock-disease-management-9789264279483-en.htm>

11. La ressource réfléchit à la manière dont les conclusions proposées peuvent à la fois être présentées aux hommes et aux femmes.
12. La ressource ne renforce ni ne reproduit les stéréotypes de genre, par exemple en décrivant des hommes ou des femmes dans des rôles genrés normatifs ou en énonçant des hypothèses sans refléter les spécificités de genre.
13. Les rapports concernant les outils et les activités de formation traitent de manière équilibrée les genres, les résultats et les réalisations des activités étant regardés sous le prisme du genre.

Les ressources examinées au regard de ces critères montrent que le processus PARM n'a pas encore intégré les questions de genre de manière cohérente. Pour de nombreux critères, il est difficile de déterminer s'ils s'appliquent réellement car il n'est pas explicitement indiqué si les analyses des parties prenantes effectuées au début des évaluations recherchaient un équilibre entre les genres. Les références bibliographiques sur le genre sont présentées dans la partie finale des sources, mais ne sont pas évoquées de manière plus détaillée dans le texte. Les données ventilées par sexe et par âge (SADD) sont pratiquement absentes des ressources, et il n'y a pas de sections explicites sur le genre, ni d'efforts cherchant à obtenir une intégration transversale.

À ce jour, le produit de la PARM le plus complet sur le genre est une présentation sur la gestion des risques agricoles (PARM, 2018). Elle explique pourquoi et comment intégrer le genre dans le travail de la PARM. Elle montre comment la GRA n'est pas neutre en termes de genre, les agriculteurs ne constituant pas un groupe homogène. Les femmes sont confrontées à davantage de contraintes et souvent plus sévèrement que les hommes. Elle explique également que ces contraintes de genre ont un impact et limitent la capacité des femmes à gérer, participer et accéder aux services de la même manière que les hommes. La présentation conclut que les besoins particuliers liés au genre doivent être intégrés à chaque étape du cycle de GRA: lors de l'identification du risque, de l'évaluation des risques, de l'identification des outils de gestion des risques, de la mise en place des outils de gestion des risques et des outils de suivi et des résultats. Il peut être utile de planifier des présentations similaires au début de chaque processus national pour assurer une meilleure intégration du genre.

Les ressources suivantes ont également une composante genre qui peut être développée:

Renforcement des capacités (RC)

- Certains matériels de formation (module 1, RC2, par ex.) comportent une partie sur la position unique des femmes dans la GRA et exposent le statut ou les contraintes spécifiques auxquelles elles sont confrontées, ainsi que certaines considérations essentielles à garder à l'esprit.
- Le cours de formation pilote sur la GRA (RC2) élaboré et proposé par l'Université de Makerere/CAES en mars 2017 à Kampala, ainsi que celui organisé à Hawassa en 2018, a fait une présentation sur le genre et l'agriculture et la gestion des risques agricoles.
- Lors d'un atelier de RC au Libéria, des femmes membres d'organisations de femmes étaient présentes.
- Vingt-et-un pour cent des femmes ont suivi une formation (RC1 Zambie)⁷.

Études de faisabilité

- Une étude de faisabilité pour le Sénégal sur les envois de fonds qui constitue un outil de GRA regroupe des SADD et des références sur plusieurs politiques spécifiques en matière de genre. Elle énumère en outre les associations communautaires de femmes parmi les partenariats à développer. Elle ne contient pas d'analyse ni d'autres recommandations sur la manière de rendre l'outil d'envoi de fonds plus informatif sur le genre, mais offre un exemple de bonne pratique pour introduire concrètement les questions de genre.
- Les termes de référence de l'étude de faisabilité sur les systèmes d'information au Niger proposent d'intégrer le genre au niveau de l'identification des outils, mais aucune autre analyse n'a été proposée.

⁷ <http://p4arm.org/document/zambia-capacity-development-cd-1-seminar/>

Un document de travail de la PARM (2017)⁸ sur son approche holistique, met en évidence quelques bonnes pratiques essentielles en matière de genre.

Un défi majeur à l'intégration du genre peut être que les SADD ainsi que les statistiques genrées (les différences sont expliquées dans le tableau ci-dessous) ne sont souvent pas disponibles au niveau des pays. Une étude de faisabilité réalisée en Ouganda (PARM, 2015), qui portait sur un large éventail de données fournies par le gouvernement concernant les systèmes d'information, ne contenait pas de SADD ni de statistiques genrées. Il en va de même pour un document de travail qui consolide les données sur les systèmes de gestion de l'information de différents pays (PARM, 2016a). C'est sans doute dû au manque général de SADD disponibles dans les pays. Les informateurs clés de l'étude ont souligné le manque de SADD dans les évaluations, les politiques et les stratégies gouvernementales. Des études menées en Ouganda (Acosta *et al.* 2016) et à Brazzaville (Mouandza, 2012), qui ont examiné la documentation relative au secteur agricole, ont révélé qu'un très faible pourcentage présente des SADD. Toutefois, si aucune SADD ne peut être produite ou trouvée dans un contexte donné, l'évaluation des risques dans une perspective de genre peut toujours être effectuée à l'aide de méthodes qualitatives (discussions de groupes focaux, entretiens avec des praticiens, etc.) et la ressource peut encore davantage intégrer le genre en soulignant explicitement ces lacunes et en formulant des recommandations en conséquence.

La question est donc de savoir comment la PARM, sans mener d'enquêtes, peut obtenir les données nécessaires pour identifier les contraintes de genre de gestion des risques et trouver des solutions adaptées. Ce document cherche à fournir une orientation pratique sur la manière de renforcer l'intégration des spécificités dans le processus PARM, à partir de la phase d'analyse des données. Ces orientations seront discutées plus en détail dans les chapitres 3 et 4 de cette étude.

Bien que ces exemples montrent qu'à ce jour, il n'existe pas d'intégration transversale ni d'analyse genrée rigoureuse réalisée au sein de la PARM, ils constituent de précieuses expériences initiales sur lesquelles on peut s'appuyer. Il est donc nécessaire de souligner les différences entre les SADD, à considérer comme un premier pas vers une approche genrée, et les statistiques genrées, qui permettent effectivement d'appliquer une perspective de genre à la GRA. Le document invite à rassembler d'autres statistiques en plus des SADD, qui cherchent premièrement à analyser et à souligner le rôle des préjugés de genre dans la GRA, et deuxièmement, à élaborer un ensemble de directives pratiques pour les réduire, afin de permettre une réduction globale de la fluctuation des produits, des prix et des revenus agricoles.

Une fois que la différence entre les SADD et les statistiques genrées est claire, une question supplémentaire se pose sur «les données» et «les méthodes de recherche» qui doivent être respectivement collectées et appliquées, afin de préciser les différences sur la manière dont le risque affecte les hommes et les femmes (utile pour l'évaluation du risque) et la façon dont les hommes et les femmes réagissent différemment au risque (utile pour identifier les contraintes de genre pour gérer le risque).

Tableau 1: Différences entre les SADD et les statistiques sur le genre

SADD	STATISTIQUES GENRÉES
Utilise des outils standards pour enregistrer et compiler des données sur les hommes et les femmes et pour différents groupes d'âge.	Utilise des méthodes de collecte de données intégrant les stéréotypes et facteurs sociaux et culturels pouvant induire des préjugés de genre.
Reflète les caractéristiques démographiques, sociales ou économiques globales, ventilées par sexe et par âge.	Reflète la problématique de genre (concepts et définitions reflétant de manière adéquate les aspects pertinents de la vie des femmes et des hommes).
Les données sont collectées et présentées en tant que classification de base.	Les statistiques sont collectées et présentées par sexe en tant que classification de base et globale .

⁸ Proceedings of 2nd International Workshop on Modelling of Physical, Economic and Social Systems for Resilience Assessment" (Vol. II), 14-16 déc. 2017, Centre commun de recherche de la Commission européenne, Ispra. <http://p4arm.org/document/the-2nd-international-workshop-on-modelling-of-physical-economic-and-social-systems-for-resilience-assessment/>.

3. Cadre analytique pour une GRA qui intègre le genre

Une approche genrée garantit que les politiques et les interventions sont fondées sur des éléments probants plutôt que sur des stéréotypes de genre sur les rôles des hommes et des femmes, ou sur l'hypothèse selon laquelle les expériences des hommes et des femmes seraient homogènes dans le temps et l'espace. Pour avoir une meilleure compréhension de la dynamique de genre, spécifique au contexte, et de la manière dont les rôles de chacun améliorent ou réduisent la vulnérabilité des hommes et des femmes face aux risques agricoles, il est nécessaire de faire une cartographie des risques et de la vulnérabilité qui intègre le genre et les sources de variables sociales et économiques à l'origine des différences de genre (détention ou accès aux actifs, rôles et responsabilités sociales et familiales, éducation et information, etc.).

Ce cadre analytique sur le genre et la GRA décrit les liens entre les différences de genre et la GRA qui peuvent aider à avoir une compréhension systématique de la dimension de genre dans la GRA, et qui sert à identifier la base technique des activités opérationnelles. Le sujet étant relativement nouveau et peu souvent traité directement, il est important de déterminer comment analyser et comprendre la dynamique des relations de genre dans les systèmes et les chaînes d'approvisionnement agricoles, ainsi que d'en déduire l'importance et le rôle en tant que partie intégrante du cadre général de la GRA, tout en réfléchissant à la manière de les traduire en directives et en termes opérationnels.

Ce cadre s'inspire des travaux menés par le FIDA, la FAO, la Banque mondiale et d'autres organisations sur la manière d'intégrer le genre dans le développement agricole à toutes les étapes des processus de GRA.

3.1. Unité d'analyse

Cette partie aborde les pièges liés à l'utilisation du ménage en tant qu'unité d'analyse genrée avant de déterminer quelle unité d'analyse serait la plus appropriée pour intégrer les questions de genre dans la GRA.

La plupart des publications sur les moyens de subsistance en milieu rural, la résilience, les chocs qui s'intéressent au genre, etc., utilisent le *ménage* comme unité d'analyse, tandis que l'analyse agricole utilise généralement les *exploitations agricoles*, les *systèmes agricoles* ou les *chaînes d'approvisionnement agricoles*, généralement obtenus à partir d'un nombre de recherches limitées disponibles sur le genre dans la GRA. La ventilation des données est généralement limitée au genre du chef de ménage (par ex., Holzmann *et al.*, 2008). Cette approche pose plusieurs problèmes, car elle ne permet pas de réfléchir à la dynamique intra-ménage et n'éclaire pas les différents niveaux de vulnérabilité qui existent au sein du ménage (Le Masson *et al.*, 2015).

L'identification du chef de ménage pose en soi un défi dans la plupart des contextes, les critères économiques définissant le chef de ménage comme la personne ayant le revenu le plus élevé ne sont pas toujours en corrélation avec les normes sociales et culturelles attribuant cette position au genre, à l'âge et/ou situation matrimoniale (Twyman *et al.*, 2015). Très souvent dans les ménages où il y a un mari et une femme, l'homme est désigné comme chef de ménage et les questions concernant les actifs du ménage, la répartition du travail et des revenus, les habitudes de dépense, la production alimentaire, la consommation alimentaire, etc., sont des domaines dans lesquels la femme est plus active et mieux informée. Cela peut conduire à des données incorrectes et biaisées.

En outre, la propriété des actifs et l'accès aux actifs ne peuvent être correctement pris en compte s'ils sont simplement ventilés par sexe au sein du ménage, les régimes de propriété et l'accès des femmes pouvant être très différents de ceux des hommes. Par exemple, Kumar et Quisumbing (2012) ont constaté qu'en Éthiopie, les ménages dirigés par une femme sont plus vulnérables aux crises des prix alimentaires que ceux dirigés par un homme, en partie parce qu'ils sont plus pauvres en ressources. Comme le suggère Cheryl (2002), il peut être plus utile de corrélérer différentes variables, telles que le genre du chef de ménage, le genre du détenteur de la parcelle et la personne qui conserve les revenus de la parcelle.

Même si certaines crises peuvent être ressenties par tous les membres du ménage, elles peuvent l'être de manière différente selon la personne qui est considérée (El Rhomri, 2015). De plus, les personnes peuvent avoir différentes stratégies d'adaptation, y compris différents réseaux sociaux et mécanismes d'assurance. Le fait de les considérer uniquement au niveau du ménage, tel que rapporté par le chef de ménage, peut occulter des dimensions individuelles cruciales (Doss *et al.*, 2015). L'hypothèse selon laquelle les membres du ménage mettent en commun leurs risques est tout aussi fautive, car il est difficile de comprendre la complexité des processus de prise de décision au sein du ménage (comme indiqué dans CIAT, 2018a).



Ces problèmes méthodologiques liés à l'analyse des ménages sont également pertinents pour l'unité d'analyse de l'«exploitation agricole» ou des «systèmes agricoles» plutôt que des «ménages ruraux», une approche qui a ses propres limites en raison de la confusion entre les systèmes de petites exploitations et le ménage agricole. La FAO a défini une approche des systèmes agricoles-ménage qui semble appropriée dans de nombreux contextes ruraux, mais elle est extrêmement complexe et prend en compte 10 critères de définition⁹, qui peuvent être utiles pour comprendre les interactions techniques et sociales, l'allocation des ressources, etc. entre les systèmes – qui intègrent le genre.

Toute approche analytique qui cherche à examiner les systèmes de production familiale doit également adopter une vision plus large à une échelle qui replace l'exploitation agricole dans le contexte, reliant l'exploitation aux marchés, aux agriculteurs et aux autres parties prenantes, moyens de subsistance et territoires ruraux.

La FAO¹⁰ souligne que dans de nombreux contextes, l'unité agricole peut être remplacée par des systèmes d'exploitation au niveau du village, le village remplaçant le ménage agricole, totalement ou en partie, en tant qu'entité centrale pour la production agricole. De plus, le fait de se concentrer uniquement sur les unités agricoles ne tient pas compte du fait que de nombreux agriculteurs s'organisent, mettent en commun leurs ressources et prennent des risques au sein d'associations villageoises. Ces types d'organisations à base communautaire sont également fréquemment impliqués dans les processus de GRA, auxquels les agriculteurs ont recours pour leurs contributions et leur expertise dans les processus d'évaluation et de planification (et ce cadre propose que ce soit plus fréquemment le cas) et agissent en tant que destinataires de programmes de formation et de microcrédit, assurance, etc. En fait, une approche relationnelle telle que l'analyse de réseau social peut être plus utile car elle cartographie les interactions entre les personnes et les entités et fait apparaître la dynamique interne (les innovations récentes dans le développement de cet outil sont résumées dans Walther, 2015 et OCDE, 2017).

L'analyse devient encore plus complexe, comme Jaffee *et al.* (2008) le montrent, du fait que le comportement en matière de gestion des risques ne peut pas être le même au niveau de l'exploitation (où l'atténuation et/ou le transfert des risques ainsi que l'adaptation sont une priorité) et au niveau de la communauté (où les risques sont gérés par des pratiques de mutualisation). Dans le matériel de renforcement des capacités développé par la PARM, les outils de GRA à utiliser en fonction de la phase dans laquelle on se trouve (ex ante et post) et des niveaux de responsabilité assumés, sont développés en détail.

Tableau 2: Stratégies informelles de gestion des risques

	 Au niveau du ménage agricole (atténuation du risque)	 Niveau communautaire (risque partagé)
Ex-ante	<ul style="list-style-type: none"> - Économies - Stocks de sécurité - Diversification des entreprises - Modes de culture peu risqués et peu rentables - Techniques de production 	<ul style="list-style-type: none"> - Répartition des cultures vivrières - Gestion commune des ressources - Réciprocité sociale - Rotation épargne/crédit
Ex-post	<ul style="list-style-type: none"> - Vente d'actifs - Réallocation du travail - Consommation réduite - Emprunts contractés auprès de membres de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> - Vente d'actifs - Transferts de réseaux d'entraide

Source: Jaffee *et al.*, 2008

9 <http://www.fao.org/docrep/w7365e/w7365e04.htm#1.4%20structural%20elements%20of%20the%20farm%20household%20system>
 10 <http://www.fao.org/docrep/w7365e/w7365e04.htm#1.3.2%20village%20level%20farming%20systems>

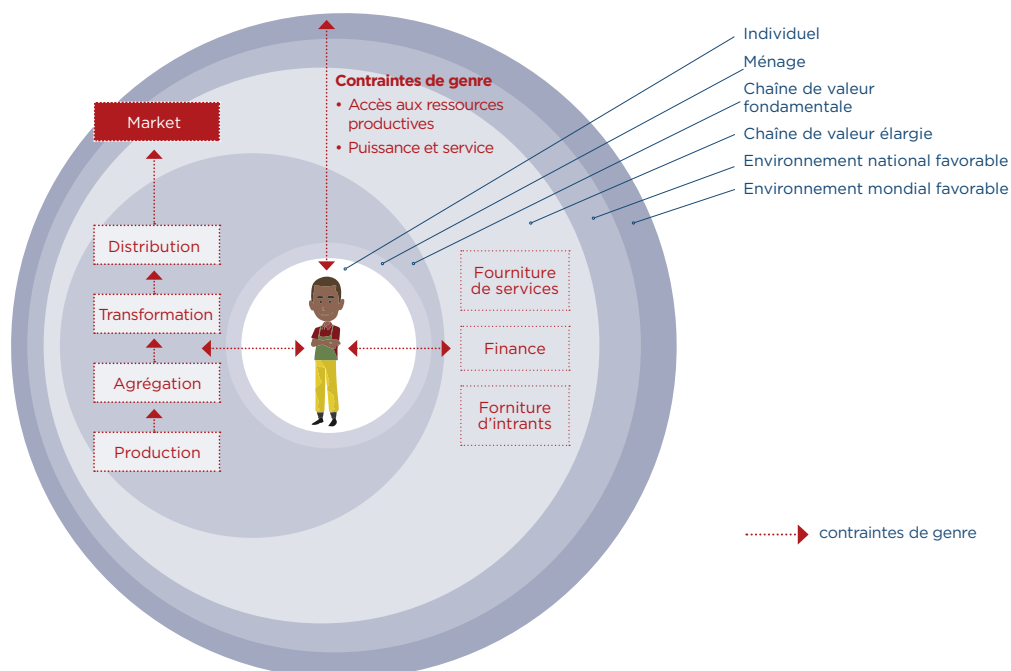
Cette étude ne peut pas analyser suffisamment la complexité des différentes couches d'analyse. Elle s'attache avant tout à comprendre l'intégration pratique du genre et fournit aux praticiens des orientations faciles à suivre. La question à se poser est la suivante: à quel niveau les stratégies et les outils de GRA peuvent-ils servir? Cela dépend évidemment du contexte: dans certains cas, l'association communautaire de petits exploitants peut constituer une meilleure unité d'analyse que le système agricole, et dans d'autres contextes, il peut être plus utile de considérer l'individu.

Les praticiens peuvent envisager de ne pas utiliser l'unité d'analyse et plutôt considérer *l'unité d'action* – vers quoi l'action tend? Comment les acteurs qui utilisent la GRA se répartissent-ils au niveau du village? Comme indiqué ci-dessus, l'objectif devrait être de supprimer les contraintes de genre en matière de GRA. Celles-ci agissent clairement sur l'individu, mais également à divers niveaux qui dépassent le village, et peuvent plutôt se situer au niveau de l'environnement structurel (national et mondial). Par exemple, si la raison pour laquelle le système agricole est choisi comme unité c'est que, à ce niveau, les capacités et les connaissances sont transmises et nous devons examiner les contraintes de genre pour bénéficier des services fournis, particulièrement à ce niveau – tout en gardant à l'esprit que d'autres contraintes (législation et réglementations), peuvent également avoir un impact.

Dans ce contexte, le cadre de la chaîne de valeur qui intègre le genre (2016a) de la FAO permet une conceptualisation utile de l'analyse, susceptible d'être adaptée à la GRA. Le graphique ci-dessous présente une approche à plusieurs niveaux qui identifie les contraintes de genre à plusieurs niveaux pertinents (dans la GRA, cela peut être au niveau individuel, du système de gestion des ménages, de la communauté – et éventuellement de la chaîne d'approvisionnement – en tenant compte également de l'environnement favorable aux niveaux national et mondial). Dans le cas de la PARM, les données peuvent provenir de rapports d'analyse, d'évaluations et de recherches, d'indices, de stratégies nationales et des documents sur les politiques, etc.

Une fois que cette cartographie des contraintes de genre est finalisée, il convient d'examiner leur pertinence pour les besoins de la GRA, puis de déterminer quelles mesures de GRA, telles que l'accès aux actifs, l'accès à l'information et à la technologie, l'assurance multi-indice ou l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement, peuvent les impacter et affecter différents domaines d'atténuation et/ou de transfert des risques agricoles ainsi que les mesures d'adaptation. Les domaines prioritaires peuvent être définis comme ceux qui rassemblent clairement les principales contraintes de genre, de risques agricoles à fort impact et du plus fort impact probable des mesures de GRA. Cela signifie qu'aucun schéma préconçu ne peut être proposé pour définir une unité d'analyse, exigeant une réflexion à plusieurs niveaux et orientée vers l'action.

Figure 2: Une chaîne de valeur qui utilise un cadre sensible au genre



Source: FAO, 2016

3.2 Principes directeurs

La GRA considère avant tout les risques définis par des incidents et des développements incertains qui sont de nature temporaire. Leur apparition ne peut être prévue avec certitude. La GRA ne traite pas des contraintes ou des tendances qui peuvent également avoir un impact négatif sur la production agricole, mais qui sont connues pour faire partie du contexte, de façon continue ou récurrente et prévisible, comme les tendances.

La note d'orientation de la FAO de 2018 sur les **évaluations de la vulnérabilité dans l'agriculture qui intègrent le genre** vise à aider les praticiens du développement et de l'aide humanitaire à étudier les principales contraintes auxquelles les agriculteurs et les agricultrices sont confrontés dans le secteur agricole (en particulier au niveau du changement climatique). Elle donne également un aperçu des sources existantes et des méthodes quantitatives et qualitatives de collecte et d'analyse des données ventilées par sexe. Ce type d'orientation est utile pour aider les praticiens à comprendre *comment réduire au mieux les contraintes de genre et, par conséquent, éliminer les obstacles et les blocages pour une GRA efficace*.

Par exemple, comme le soulignent en 2013 l'*International food policy research Institute (IFPRI)* et l'*International livestock research Institute (ILR)*, l'accès accru des femmes aux actifs ne renforce pas automatiquement leur contrôle ou leur propriété sur ces actifs; le transfert des actifs au ménage ne confère pas automatiquement des droits de propriété égaux aux hommes et aux femmes; tout comme l'augmentation du revenu des femmes ne renforce ni n'accroît automatiquement leur capacité à accumuler des actifs. Cela signifie que les stratégies de GRA doivent non seulement protéger contre les risques, mais aussi protéger les actifs et les gains d'actifs et, en outre, intégrer les contraintes de genre par rapport à ces gains. Il existe déjà de nombreuses directives générées dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe (RRC) et de la gestion des risques de catastrophe (PNUE, 2005; SIPC *et al.*, 2009; ONU Femmes, 2012; SIPC, 2015; FAO, 2016b) qui aident à concentrer l'attention sur les capacités et vulnérabilités propres aux femmes pour préparer, affronter et surmonter les catastrophes. Cependant, **cette étude a révélé que, bien qu'il existe des points communs entre la RRC et la GRA**, comme la nécessité d'une coordination multipartite, d'une recherche intensive et de la conception d'outils d'atténuation et de transfert des risques (et mécanismes d'adaptation), il existe également des différences importantes. La RRC dépasse largement le cadre du secteur agricole et des catastrophes naturelles, tandis que la GRA cible un secteur plus étroit, mais adopte une approche holistique et systémique qui couvre tous les types de risques.

Il semble donc plus approprié d'adopter la **résilience comme principe** à partir duquel on peut tirer des orientations conceptuelles sur l'intégration du genre. La résilience fait contrepoids à la vulnérabilité et met en avant// promeut des approches et des interventions concertées en matière d'urgence, de développement et d'investissement, qui soulignent la complémentarité entre les actions à court terme répondant aux besoins immédiats et les programmes à long terme qui ciblent les causes structurelles et renforcent les capacités (pour une discussion approfondie et des exemples de bonnes pratiques sur le lien résilience-autonomisation, voir Action Aid et DFID, 2012).

La résilience intègre tout l'éventail des facteurs environnementaux, socioéconomiques et politiques qui affectent la capacité des acteurs et des institutions à répondre aux adversités de manière dynamique et proactive. Renforcer la résilience signifie réduire la vulnérabilité aux chocs, cibler les stratégies de subsistance et les bases d'actifs des populations d'une part, et cibler les capacités des structures et des institutions à fournir les cadres de gouvernance, les services et le soutien nécessaires, d'autre part (Gnisci, 2015).

Selon la PARM (2018c) "il existe une relation bilatérale claire entre la GRA et la résilience: les pratiques de GRA visent à atténuer les chocs négatifs et à renforcer la résilience. En même temps, la compréhension d'une seule composante de la résilience peut aider à mieux cibler les stratégies de GRA dans un cercle vertueux (...) La GRA peut être considérée comme l'une des principales composantes de la résilience, en examinant spécifiquement les risques liés à l'agriculture et en identifiant et en mettant en œuvre des stratégies de gestion des risques permettant aux intervenants agricoles et au gouvernement de mieux planifier et affronter une variété de chocs".

Les politiques et les interventions peuvent renforcer la résilience des petits exploitants agricoles et de leurs systèmes agricoles face aux chocs et stress environnementaux et économiques. Ce qu'il faut, ce sont des approches inclusives qui intègrent l'engagement continu des agriculteurs et de la communauté locale et les placent au centre du processus d'apprentissage – par exemple, par des boucles de rétroaction continues (Mottram *et al.*, 2017).

La question qui sera abordée dans les chapitres suivants est de savoir comment traduire ces approches en politiques, mesures, investissements et interventions spécifiques et pratiques à l'intention des petits exploitants agricoles, qui intègrent le genre. La richesse des études de cas et des rapports sur le sujet, dont beaucoup sont cités dans cette étude, peut être utile pour exploiter les bonnes pratiques et comprendre les subtilités d'une approche genre (par ex. La Masson, 2015). Comme la PARM l'a souligné, l'analyse des données peut aider à identifier les interventions contextuelles pour améliorer les impacts de la GRA sur la résilience, mais comme c'est le cas pour les orientations genrées, il n'existe pas de solutions toutes faites pour une même situation.

3.3 Intégrer le genre dans le cadre de la PARM

Malgré la diversité des contextes et des approches en matière de gestion des risques, une approche holistique de GRA s'appuie généralement sur quatre piliers lors de la conception ou de la mise en œuvre d'une initiative intégrant une composante de GRA, afin de garantir une gestion durable des risques agricoles. Ce sont:

- I. Évaluation des risques et hiérarchisation.
- II. Identification et hiérarchisation des outils.
- III. Formations, gestion des connaissances, partenariats et intégration des politiques.
- IV. Suivi et évaluation.

Le prisme genre doit être utilisé tout au long du cycle de la GRA en 5 étapes (voir page 13), afin de garantir son efficacité.

3.3.1. L'étape d'évaluation et de hiérarchisation des risques

L'évaluation des risques

Comme le souligne l'étude, les chocs agricoles systémiques n'ont pas des effets homogènes sur les agriculteurs et les agricultrices. Les questions de genre sont importantes pour expliquer les effets différentiels et la manière dont ils varient selon les pays et les niveaux de développement. L'intégration de l'analyse genrée dans l'évaluation des risques agricoles et la hiérarchisation des priorités mènera donc à des *stratégies de GRA qui répondent aux problèmes de genre* (étant donné que le genre est également intégré à d'autres étapes du cycle).

Pour que l'évaluation des risques agricoles soit inclusive, participative et respectueuse de toutes les parties prenantes, il est essentiel d'intégrer, dès le début, une cartographie contextuelle des contraintes de genre et des impacts des risques liés aux besoins spécifiques, en diversifiant et en utilisant les données, rapports, modèles, cadres, directives disponibles, etc. Cette étude vise à aider les praticiens à analyser ces informations, puis à tirer des conclusions et à formuler des recommandations pour la conception de programmes et de politiques, ainsi que pour toute autre action basée sur l'analyse. Lors de l'identification et de l'évaluation des risques, aux étapes 1 et 2 du cycle de la GRA, il convient donc de garder à l'esprit certaines considérations de genre au moment d'appliquer les méthodes d'évaluation des risques agricoles.

La majorité des informateurs clés du réseau de la PARM élargi interrogés dans le cadre de cette étude ont indiqué que la disponibilité de données ventilées par sexe et par âge était un défi majeur dans le cadre d'une la GRA qui cherche à intégrer le genre. *Le manque de données intégrant par exemple le genre conduit à la conception de politiques qui ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des femmes et qui sont donc moins efficaces.* **Les évaluations des risques agricoles permettent de collecter, d'analyser et d'utiliser des données ventilées par sexe et par âge afin d'identifier les contraintes contextuelles et les solutions liées à l'inclusion des petits exploitants dans la gestion des risques et le genre dans l'accès et l'utilisation des ressources et des outils de GRA.**

Au-delà de la conception d'outils de collecte de données et de la collecte réelle de données quantitatives ou qualitatives, l'évaluation des risques agricoles peut utiliser les études et les bases de données¹¹ existantes sur le genre. Un exemple de bonne pratique au Malawi (Giertz *et al.*, 2015) se réfère au rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement du Malawi, au rapport du recensement de la population et du logement et au rapport d'évaluation de la pauvreté et de la vulnérabilité pour fournir des informations genrées et justifier la proposition centrale selon laquelle «de préférence, tout travail fournira des évaluations et propositions ventilées par sexe».

Une participation significative de toutes les parties prenantes est essentielle pour assurer l'appropriation et la convivialité de tous les acteurs. Pour ce faire, le principe d'inclusion peut être utilisé pour façonner les processus de GRA existants. L'évaluation des risques agricoles dispose d'éléments et d'informations sur les capacités à gérer et s'adapter aux vulnérabilités et changements. Une évaluation sur la «capacité de gestion des risques» des parties prenantes peut être adaptée pour offrir des informations sur les différentes capacités des hommes et des femmes¹². Le chapitre 4 présente des conseils sur la conception d'une évaluation des risques agricoles pouvant aider à identifier les principaux moteurs, opportunités et points d'entrée clés communs pour hiérarchiser les risques liés au genre et aux solutions intelligentes face aux risques (outils).

Une évaluation des risques agricoles intégrant le genre permettrait donc d'identifier et de hiérarchiser les principaux risques à l'origine de la volatilité agricole et de l'insécurité alimentaire, tout en examinant simultanément comment les contraintes de genre affectent la capacité de gestion de ces risques et quels sont les groupes les plus touchés. Une évaluation des risques sensible au genre et adaptée aux besoins permet de collecter des données genrées et d'obtenir des matrices de hiérarchisation qui reflètent avec précision les besoins et l'impact des risques sur différentes populations (hommes, femmes, populations vulnérables, etc.), les hommes et les femmes ayant des priorités différentes. Les priorités reflètent la gravité de l'impact et la fréquence des risques, qui varient en fonction de la personne concernée et de sa capacité à gérer les risques. Cela influera donc sur les exercices d'évaluation des risques, de hiérarchisation des priorités et les résultats.

Un rapport de ONE Campaign et de la Banque mondiale (2014) fournit une évaluation très fiable des écarts de productivité agricole entre les genres dans six pays africains, en utilisant les données collectées par les bureaux de statistiques nationaux avec l'aide des Études sur la mesure des niveaux de vie. Bien que cette étude ne soit pas spécifique à la GRA, elle peut offrir une approche utile pour identifier les facteurs genrés de risque. Dans les profils de pays et la synthèse des principaux facteurs, le rapport identifie les facteurs précis responsables de l'écart de genre dans chacun de ces six pays grâce à l'utilisation de l'analyse de décomposition, méthode statistique habituellement utilisée en économie du travail. Le document présente plusieurs propositions de politiques concrètes visant à remédier aux principales contraintes auxquelles sont confrontées les agricultrices, identifiées dans les profils de pays.

Pour résumer, une évaluation des risques intégrant le genre identifiera les différences de genre susceptibles d'exacerber l'impact des risques et leur fréquence, ainsi que d'entraver la bonne gestion des risques par les agriculteurs dans un contexte donné. Une évaluation genrée de l'impact ou de la gravité des risques, en utilisant une approche holistique, aidera donc non seulement à identifier les risques prioritaires pour un pays ou des agriculteurs, mais également leurs capacités différenciées à gérer ces risques. Elle éclairera aussi la conception d'outils genrés intelligents, dans le cadre de l'agriculture, tels que l'égalité d'accès aux technologies optimales qui réduisent les fluctuations de la production et accroissent la productivité du travail des femmes et des hommes ruraux, notamment la prestation de services de vulgarisation qui intègrent le genre.

11 Par ex. FAOSTAT: <http://faostat3.fao.org/home/E>; Système d'information sur les moyens de subsistance en milieu rural; Base de données genre et droits fonciers: <http://www.fao.org/gender-landrights-database/fr/>; AQUASTAT: <http://www.fao.org/nr/water/aquastat/data/query/index.html?lang=en>

12 Guide de la FAO sur les évaluations de la vulnérabilité <http://www.fao.org/3/I7654EN/i7654en.pdf>.

Atelier national des parties prenantes

Dans la mesure où les informations et les perspectives de genre dans la GRA peuvent être très limitées, l'atelier de diffusion et de validation des résultats de l'évaluation des risques agricoles peut être l'occasion de créer un précédent dans un contexte particulier où des acteurs disposent d'informations et/ou de perspectives genrées en relation à l'agriculture. L'atelier offre la possibilité d'inclure dans le processus un large éventail d'acteurs capables de fournir des données, des informations et une perspective précieuses pour le processus d'évaluation et de hiérarchiser les risques en fonction du contexte local. Cela peut être réalisé en réunissant les petits agriculteurs (hommes, femmes et jeunes) autour de la table et en utilisant des techniques de facilitation appropriées pour assurer leur pleine participation; de même qu'en incluant les ministères responsables de la jeunesse, de l'égalité de genre et de sujets connexes, mais aussi les chercheurs qui travaillent sur le lien entre agriculture et genre.

3.3.2. Étape d'identification et de hiérarchisation des outils

Une fois que les risques ont été identifiés, évalués et hiérarchisés (étapes 1 et 2 du cycle de GRA) d'une manière qui intègre davantage le genre, il est possible d'identifier les outils de GRA en tant qu'étape 3 du cycle de GRA. *Les outils de GRA, comme ils doivent correspondre au contexte, doivent également satisfaire les questions de genre en prenant en compte les problèmes d'exclusion sociale pour comprendre comment les personnes gèrent le risque de différentes manières – ayant différentes capacités de gestion du risque, par exemple, ou étant plus ou moins actif au niveau économique.* La hiérarchisation des outils et de leur conception, outre les filtres de hiérarchisation déjà appliqués (réplicabilité, rentabilité, évolutivité accrue, accessibilité économique, etc.) généralement appliqués dans une évaluation des risques agricoles, peut également prendre en compte: (a) les vulnérabilités et les besoins des populations pauvres et des groupes marginalisés, et b) des mesures visant à réduire les inégalités, à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité aux chocs (ainsi qu'à réduire les impacts résultant d'une pauvreté induite par le risque). L'analyse genrée réalisée au stade de l'évaluation des risques peut également servir à identifier des outils pour les stratégies de gestion des accès qui sont inclusifs, différenciés par sexe, pertinents et efficaces.

À titre d'exemple, la FAO a identifié, dans le cadre de ses travaux sur le terrain et de ses relations avec les partenaires, une gestion efficace des risques et des investissements dans les processus de réduction des risques basés sur les communautés comme moyens de mobiliser les capacités et les actifs les plus à même d'absorber les chocs et le stress. Il a été observé que l'amélioration du capital social collectif amène les femmes à prendre des décisions sûres et durables (entretiens entre des informateurs clés et le point focal Genre de la FAO).

Les informateurs clés interrogés dans le cadre de cette étude ont donné plusieurs exemples d'outils et de méthodes qui facilitent l'adaptation tel que le fait de donner des subventions en espèces aux femmes pour les aider à acheter du bétail peut les aider à faire face aux chocs en vendant du bétail. Les outils de transfert de risque, tels que l'assurance indexée sur les conditions météorologiques, peuvent être mieux renseignés en fonction des besoins genrés spécifiques, et des outils de protection sociale adaptatifs peuvent être utilisés pour améliorer les mécanismes d'adaptation des agriculteurs (souvent de nature genrée). Un système de gestion de l'information genrée peut servir à amplifier la voix des femmes des zones rurales et à surmonter leur exclusion du processus de planification de la préparation aux risques et des réponses à apporter face à ces risques.

Voici quelques exemples d'outils de gestion des risques genrés liés à l'agriculture:

- Technologies agricoles modernes: comme le soulignent Hart et Aliber (2010), il est nécessaire de reconceptualiser le «transfert et le développement de technologies» afin que des technologies et un soutien appropriés soient développés, adaptés aux différents types d'agriculture, aux possibilités des femmes et des hommes d'accéder aux ressources et aux différentes capacités des femmes à utiliser la technologie. La recherche a également révélé que les femmes sont confrontées à des différences dans leur capacité à utiliser les technologies. Ce soutien devrait permettre aux femmes qui le souhaitent d'intensifier leurs activités agricoles et de le faire à leur rythme. Par conséquent, le soutien devrait commencer par améliorer les pratiques existantes.
- Politiques et pratiques concernant l'eau: (irrigation, gouvernance de l'eau). Cap-Net (2014) montre qu'il existe de nombreux avantages à intégrer les questions de genre de la conception à la mise en œuvre, notamment l'amélioration de la durabilité et l'efficacité économique, l'équité sociale et une meilleure gouvernance de l'eau.
- Développement des infrastructures: transport, irrigation, stockage, etc. (Martinez Sola *et al.*, 2018).

Bien que ces exemples soient encourageants, les éléments probants et les exemples pratiques d'intégration du genre dans certains outils plus généralement utilisés ou suggérés au niveau national et par les processus PARM actuels (systèmes de stockage et d'information) manquent énormément. *La nature participative du processus d'identification des outils, les études de faisabilité, les évaluations et la discussion/diffusion finale constituent un point de départ pour la planification des actions.* Un exemple de bonne pratique en Zambie (Braimoh, 2018 et PDDAA, 2016) montre comment une planification fondée sur des éléments probants et des processus inclusifs a été mise en place pour stimuler une croissance agricole impulsée par le secteur privé de manière équitable. Même si les spécificités ne sont pas encore explicitement abordées dans le rapport, elles peuvent être utiles pour renforcer l'inclusion sociale et, par conséquent, la durabilité des efforts de planification.

L'analyse genrée à ce stade du processus peut être axée sur l'identification et la hiérarchisation des outils genrés en général.¹³ Par exemple, en cartographiant les informateurs clés (acteurs pouvant offrir des informations et/ou une perspective genre liées aux outils proposés) et organiser des entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion, en encourageant la recherche en la réalisation d'études contextuelles et genrées sur certains outils et en définissant les investissements nécessaires pour développer des outils de gestion des risques différenciés par sexe. Cela peut être opérationnalisé à l'aide d'un modèle sur les considérations de genre pouvant contribuer à une intégration genrée transversale, tel qu'une liste d'éléments à inclure dans chaque mandat.

Sexsmith *et al.* (2017) offrent un exemple de bonnes pratiques sur la manière de structurer ces conseils. Ils passent en revue les directives qui contrôlent la manière dont les projets d'investissement répondent aux inégalités de genre à l'aide de normes de durabilité volontaires et de cadres d'investissement responsable. Ils examinent cinq domaines différents dans l'agriculture qui intègrent le genre: les droits fonciers, les ressources productives, le travail des ménages, l'emploi et la prise de décision. Pour chaque domaine, ils déterminent dans quelle mesure le genre a été pris en compte et l'élément est pertinent pour atténuer les contraintes de genre. Bien que cette ressource soit axée sur les moyens de mieux tirer parti de la commercialisation des produits agricoles et des investissements étrangers pour les femmes, le concept peut facilement être traduit en outils d'identification, d'analyse et de hiérarchisation des priorités. Encore une fois, revenons à la question centrale: **comment peut-on s'assurer que les petits exploitants les plus vulnérables sont activement engagés dans la GRA et en bénéficient?**

Enfin, le FIDA (2009) fournit des informations détaillées sur la manière d'analyser et d'intégrer le genre dans les outils de microfinance axés sur la pauvreté, notamment en examinant les envois de fonds. La présente étude utilisera cette ressource pour concevoir des orientations plus générales sur la conception d'outils (au-delà de la microfinance), car elle est complète et permet une adaptation aux besoins contextuels. (Voir chapitre 4; ii; Étape d'identification des outils et hiérarchisation des études de faisabilité; Exemples de bonnes pratiques p. 32).

Encadré 1: Un portefeuille d'outils qui intègre le genre: l'Initiative R4 de résilience rurale

L'initiative R4 pour la résilience rurale en Éthiopie et au Sénégal a montré qu'il est possible d'appliquer une approche genrée dans un portefeuille complet de gestion des risques (Madajewicz, 2017; PAM et Oxfam 2016). R4 s'est étendu pour atteindre plus de 28 000 petits exploitants agricoles en Éthiopie et au Sénégal. Les femmes sont proportionnellement représentées avec les hommes dans l'ensemble du projet R4. Le programme intègre quatre stratégies de gestion des risques: gestion améliorée des ressources naturelles et diversification des moyens de subsistance (réduction des risques), assurance contre les intempéries (transfert des risques), microcrédit (prise de risque prudente) et épargne (réserve de risque). Les quatre composantes de la R4 travaillent ensemble pour améliorer la productivité agricole. Les activités de réduction des risques réhabilitent les sols dégradés et favorisent la gestion de la rétention d'eau. (...)

¹³ Une note sur la prise en compte du genre et le principe de «ne pas nuire» au niveau de la conception de l'outil: certains projets aux objectifs d'autonomisation ont montré que l'introduction d'actifs tels que le bétail peut augmenter l'incidence de la concurrence intra-ménage et les discordes et même la violence entre personnes de genre différent. Il est également reconnu que la mise en place de programmes agricoles et environnementaux formels peut renforcer les structures de pouvoir existantes et créer de nouveaux groupes d'intérêts grâce aux nouvelles ressources disponibles (Chanamoto et Stephen, 2015). Une bonne évaluation du contexte local est importante pour que la dynamique du pouvoir puisse être comprise et que les outils qui cherchent à intégrer le genre ne créent pas d'effets secondaires non voulus ni d'inégalités.

(...) L'innovation essentielle qui a eu lieu en Éthiopie est un partenariat entre l'assurance indexée sur les conditions météorologiques et les filets de sécurité nationaux, le Programme de protection sociale (PSNP). Il permet aux agriculteurs de payer la prime d'assurance avec la main-d'œuvre dans le cadre de projets villageois faisant partie de la composante de réduction des risques de R4. Cette innovation permet aux paysans disposant d'une faible revenu d'argent pour souscrire une assurance, ce qui est particulièrement intéressant pour les femmes car elles ont généralement un capital inférieur à celui des hommes. L'assurance indicielle donne aux agriculteurs une certaine tranquillité d'esprit du fait qu'ils pourront bénéficier d'une indemnité d'assurance en cas de sécheresse; ce qui leur donne la confiance nécessaire pour investir dans la production durant les bonnes saisons. Les versements peuvent également éliminer la nécessité de vendre des actifs productifs pour faire face à la sécheresse et faciliter l'accès au crédit en fournissant des liquidités pour le remboursement durant la mauvaise saison. L'épargne et le crédit fournissent des ressources supplémentaires pouvant être investies dans la production.

Toutefois, les évaluations ont montré qu'il était difficile de rendre l'assurance indicielle non subventionnée et dégroupée durable, les paiements des agriculteurs ayant tendance à diminuer avec le temps. Des recherches plus approfondies sont nécessaires pour adapter les besoins de trésorerie, mais à ce jour, l'expérience montre que les investissements dans la formation à la littératie financière, en particulier pour les femmes, doivent être renforcés afin d'accroître la maîtrise du système d'assurance par les agriculteurs.

L'une des plus grandes forces du programme, du point de vue du genre et de l'inclusion sociale, est l'évaluation participative de la vulnérabilité et des capacités. L'équipe R4, composée d'experts de l'agriculture de district, d'agents de vulgarisation et de représentants de la communauté, dans chaque communauté, est chargée d'identifier les activités qui peuvent réduire les risques au moment de la conception initiale du projet et de manière consécutive une fois par an. Les équipes responsables de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des activités de réduction des risques, comptent des femmes chef de ménage. C'est un excellent exemple de suivi et d'évaluation qui intègre le genre.

Ateliers de haut niveau sur la diffusion et la validation des politiques

L'atelier de validation et l'atelier de diffusion des politiques de haut niveau ont pour objectif d'assurer un processus participatif avec les parties prenantes nationales et les agences gouvernementales des outils proposés et développés en coordination avec eux, et de partager les résultats et les suggestions des études de faisabilité afin d'entraîner une appropriation et une adhésion des pays pour leur éventuelle mise en œuvre.

L'intégration du genre nécessite un élément qui va du haut vers le bas: le leadership institutionnel assumant la première place en termes d'action. L'influence des politiques est le principal impact de la GRA. Cependant, les acteurs de haut niveau manquent souvent de prise de conscience, de connaissance et de responsabilisation face aux contraintes de genre, sur les approches non centrées sur les femmes qui favorisent l'inclusion sociale plus large, la pertinence du genre dans l'agriculture, et en particulier dans la gestion des risques et solutions concrètes. Entre autres problèmes, cela conduit à un manque de fonds dédiés, à des fluctuations de financement qui augmentent ces contraintes de genre au niveau de la résilience et de la gestion des risques.

La PARM ayant une influence relativement forte sur les politiques, elle pourrait profiter des ateliers pour sensibiliser et susciter un intérêt sur le genre. Cela peut être le lieu idéal pour présenter des faits, des statistiques importantes sur les défis et les solutions, mais également des arguments convaincants pour obtenir l'adhésion des autorités. En raison de l'aspect opérationnel de l'atelier de validation, cela peut donner des résultats concrets.

3.3.3. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques

La troisième étape clé, pilier de la GRA, est davantage axée sur les activités transversales mises en œuvre aux niveaux mondial, national et intermédiaire pour renforcer le processus PARM, ainsi que sur toutes les activités liées à la GRA, à chaque étape du cycle de GRA.

Apprentissage et gestion des connaissances

Grâce à l'apprentissage et à la gestion des connaissances, la GRA peut être continuellement améliorée. L'intégration de thèmes transversaux tels que le genre dépend des efforts consacrés à ce niveau pour identifier et exploiter les connaissances existantes (telles que les enseignements tirés des projets pilotes). Comme cette étude l'a déjà évoqué, la base de connaissances sur la GRA qui fait référence au genre n'existe toujours pas, ou n'est pas visible, aucune étude de cas ni directives traitant explicitement de ce sujet. Par conséquent, les efforts globaux d'apprentissage et de gestion des connaissances d'Horizon 2 devraient mettre l'accent sur la création de connaissances et sur un processus d'apprentissage continu, dans le but de rassembler des éléments probants et de favoriser la traduction, au niveau opérationnel, de ces éléments sur le genre en une action différenciée concertée et bien ciblée.

Au-delà de cette étude, la PARM peut contribuer à accroître les connaissances sur les actions et les meilleures pratiques concernant les liens entre genre et GRA. En premier lieu, elle peut aider les instituts de recherche à étudier les coûts, les avantages et l'efficacité d'un système de GRA qui intègre les questions de genre. Elle peut également défendre la valeur des connaissances des femmes et, en général, des connaissances locales de ces femmes souvent sous-estimées et négligées par les agriculteurs dans le cadre de la GRA. Il serait utile que l'apprentissage et la gestion des connaissances de la PARM s'appuient davantage sur les plateformes politiques et scientifiques existantes pour diffuser en continu les meilleures pratiques, soutenir le dialogue et le plaidoyer en faveur de l'intégration de la gestion des risques, de la résilience et des approches genrées dans le secteur agricole, ainsi que pour promouvoir l'innovation. Une recherche continue sur la question aboutira à de meilleures directives opérationnelles qui répondent efficacement à la nécessité de traiter les contraintes de genre dans le cadre de la GRA, et pourra réduire la fluctuation des produits, des prix et des revenus agricoles.

S'il est utile de prendre en compte la vaste littérature et les recherches sur l'agriculture et la résilience, il peut être difficile de sélectionner, parmi l'ensemble des apprentissages, lesquels sont pertinents pour la GRA et de les transposer à différents contextes. Les normes, les stratégies et les principes ne déterminent pas en eux-mêmes les résultats en matière de genre sur le terrain. Compte tenu de la forte influence des normes sociales sur les inégalités entre les sexes, c'est plutôt la manière dont les outils de GRA sont mis en œuvre et les contextes sociaux dans lesquels ils sont utilisés qui déterminent s'ils peuvent faire une différence dans la lutte contre l'inégalité de genre et l'exclusion sociale (Sexsmith *et al.*, 2017).

La PARM peut choisir de répondre à ces défis conceptuels en adoptant une **approche d'apprentissage continu à travers ses partenariats**. Cela peut inclure le partage d'expériences sur les risques liés au genre et à l'agriculture au niveau mondial, avec son réseau de partenaires par l'intermédiaire de FARM D, désormais géré par la PARM, afin de développer des approches plus efficaces et de générer des informations permettant de renforcer les évaluations des risques, le plaidoyer, et le dialogue au niveau politique fondés sur des éléments probants. Les généralisations sur le genre et l'agriculture sont trompeuses. Des études comparatives détaillées sont nécessaires pour comprendre les différences contextuelles importantes non seulement entre les régions du monde, mais aussi, comme l'a montré Larson (2016), au sein de pays et de cultures différentes. Au niveau macro/national, cela peut également impliquer d'aider les autorités à capitaliser sur leurs expériences en matière d'investissement responsable dans l'agriculture, la GRA, etc., et de poursuivre leurs efforts pour les aider à déterminer les modèles qui leur sont les plus utiles. En outre, au niveau intermédiaire (mésos), cette approche synergique peut être axée sur la valorisation et la transmission des connaissances par l'intermédiaire d'associations de base et d'ONG (des informations plus détaillées sur les formes que cela peut prendre sont présentées au chapitre 4). Cette approche, qui doit cibler tous les niveaux, devrait s'étendre au niveau micro-économique pour atteindre éventuellement les agriculteurs et les petits exploitants, qui pourront tirer profit de méthodologies de GRA plus genrées.

Par exemple, dans un contexte où la priorité est donnée à l'assurance indexée sur le climat, la PARM et d'autres acteurs peuvent mettre l'accent sur la coopération avec ces partenaires pour améliorer les connaissances en matière de finance. Il peut s'agir d'aider les femmes et les groupes vulnérables à comprendre si l'assurance est le bon outil pour gérer les risques auxquels ils sont confrontés, en intégrant le genre dans le développement des connaissances financières et l'accès à l'information: les taux d'analphabétisme des femmes sont généralement plus élevés, elles abandonnent leurs études plus tôt et ont donc, au départ, plus de difficulté à se former et assimiler les aspects financiers, elles ont également moins accès à l'information car leur vie est souvent limitée à la sphère privée/villageoise, elles possèdent moins de téléphones portables, comprennent uniquement les langues locales, etc. Par conséquent, les produits et services éducatifs doivent être adaptés à leurs besoins, il peut être utile de leur fournir des smartphones sur lesquels elles peuvent recevoir et partager des informations, associés à des formations dont les horaires sont aménagés selon leurs besoins (garde des enfants assurée sur place, appel à des formateurs «aux pieds nus» ou femmes qui proviennent du village, etc.). Ces formations délivreront ensuite des conseils sur la gestion des dépenses et des dettes ou sur le choix des outils.

Dans le même ordre d'idées, les acteurs de base peuvent être impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le report des évaluations de la PARM des outils tels que le système d'information, pour s'assurer que les questions de genre spécifiques sont également intégrées à ce niveau et dans les plans d'investissement élaborés dans les études de faisabilité sur ces outils. Des considérations spéciales peuvent être ajoutées lors de l'étude des outils, de leur accessibilité et applicabilité par différents groupes, ainsi que dans les plans d'investissement proposés pour leur mise en œuvre au niveau national. Ces outils et ces études sont ensuite validés par les gouvernements nationaux et présentés lors d'ateliers de haut niveau offrant un potentiel de visibilité élevé.

Enfin, il existe des mesures simples et concrètes que la PARM peut prendre dès aujourd'hui pour une meilleure intégration du genre dans la gestion des connaissances. Elle devrait tout d'abord intégrer les données et statistiques genrées dans les supports de communication de la PARM (aperçus, mises à jour, briefings). Puis, elle devrait mettre à disposition ces ressources centrales en plusieurs langues pour toucher le maximum d'acteurs dans le monde. Et cela, en veillant expressément à ce que le genre soit intégré de manière transversale dans tous les termes de référence, rapports, études, etc.

Encadré 2: Analyse genrée des politiques et des stratégies au niveau des pays – Enseignements tirés en Ouganda et au Congo

Une étude de d'Acosta *et al.* ("Towards gender responsive policy formulation and budgeting in the agricultural sector: Opportunities and challenges in Uganda") de 2016 décrit un processus d'analyse de genre au niveau politique. Un exercice similaire a été réalisé concernant l'adaptation multisectorielle au climat en République du Congo (Mouandza, 2012). Les deux documents fournissent des informations importantes sur le degré d'intégration du genre dans les politiques et stratégies gouvernementales de GRA. Ce type d'analyse de données secondaires peut fournir des informations importantes sur les lacunes en matière de genre, en particulier en ce qui concerne les domaines prioritaires.

L'exemple de l'Ouganda évalue, par le biais d'un système de classement, le degré d'intégration du genre de 83 politiques et stratégies agroalimentaires aux niveaux national, des districts et des sous-comtés. Parmi les 83 documents examinés, 30% ne présentent aucune intégration du genre (7% ne mentionnent que le genre dans les objectifs ou seulement parmi les questions transversales, 17% font une référence au genre dans tout le document mais sans plan de mise en œuvre clair et 23% y font allusion tout au long du document, avec une stratégie d'action, mais sans allocation de ressources et 23% l'évoquent tout au long du document, mais avec une stratégie de mise en œuvre et une allocation de ressources).

Les deux études attirent l'attention sur la manière dont les hommes et les femmes sont distingués dans les documents sur les politiques. Les résultats montrent que l'analyse genrée dans les politiques est largement assimilée à des «problèmes de femmes», ces dernières étant généralement décrites comme vulnérables et marginalisées par la société. (...)

(...) L'étude ougandaise examine plus avant les efforts de budgétisation, en montrant que l'allocation des budgets des sous-comtés et des districts regardant le genre sont faibles, fluctuent d'une année à l'autre et qu'il existe de grandes différences entre les budgets estimés et réels, rendant difficile la planification et la mise en œuvre des activités d'intégration.

Nous recommandons la lecture du document *The Gender and Rural Advisory Services Assessment Tool* (Petrics *et al.*, 2016), qui a été conçu pour les praticiennes qui cherchent à concevoir et mettre en œuvre des services pertinents pour les femmes des zones rurales et à combler l'écart entre les connaissances sur les bonnes pratiques de services de conseil rural sensibles au genre.

Capacity development

Au niveau du renforcement des capacités (RC), l'apprentissage et la connaissance en matière de genre dans le cadre de la GRA devraient être transversaux et intégrés, en veillant à ce que le matériel de formation sur les outils, etc., intègrent cette question. Le matériel de formation proposé dans le cadre de la GRA qui intègre le genre doit être adapté au public cible du projet PARM, sur la base de discussions avec des informateurs clés et les communautés et en fonction des meilleures pratiques, des études de cas et enseignements tirés au niveau mondial. Chaque formation spécifique devrait traiter de l'impact du genre sur la GRA, en fonction du contexte géographique et culturel spécifique de la région. Par conséquent, des recherches préliminaires ou discussions sur les contraintes de genre affectant la GRA dans la région doivent être effectuées avant de développer le matériel de formation (diapositives de présentation, contenu déjà adapté au contexte et au type de formation dispensée, etc.) en collaboration avec les universités et les institutions locales, qui sont les principaux responsables de la formation en RC au sein de la PARM, et devraient refléter les résultats de la recherche.

Le renforcement des capacités doit également viser les fonctionnaires des projets, mais aussi et de plus en plus, les dirigeants et directeurs impliqués dans la facilitation et la mise en œuvre des plans d'action (en particulier au sein du gouvernement). C'est ici que le travail en amont/en aval est le plus efficace et qu'il peut avoir le plus d'impact.

Pour cette raison, une sensibilisation peut avoir lieu durant les formations. Les formations, qui incluent une composante genre peuvent offrir des possibilités de transformation des femmes, en particulier si les décideurs y participent ou les approuvent et qu'un suivi est assuré (Platenga, 2004).

Un problème central, en particulier en Afrique subsaharienne, est que la plupart des participants aux formations sont des hommes (universitaires et agents de vulgarisation) et qu'il peut y avoir un problème d'identité culturelle si le formateur est une personne d'un autre pays (blanc) et/ou une femme.

Par conséquent, il est préférable que les formateurs travaillent en tandems ou en équipes équilibrées sur le plan géographique et du genre. De manière générale, la PARM peut viser à renforcer l'intégration du genre au niveau de la formation opérationnelle – les femmes et les groupes vulnérables (selon le contexte) doivent être bien intégrés en tant que contributeurs, formateurs, participants, etc.

Il en va de même pour les formations d'agriculteurs, bien que le défi réside dans le fait que les formations proprement dites seront développées par des partenaires locaux qui, eux-mêmes, ont besoin de recevoir un appui qui renforce leurs capacités en matière de genre. Lors de la planification et de la réalisation de formations au niveau villageois, les rôles, les responsabilités et le pouvoir de décision des hommes et des femmes doivent être pris en compte afin que les femmes puissent concilier leurs nombreuses obligations et responsabilités (travail productif, soins à leur charge, etc.) tout en suivant une formation. Les directives de la FAO concernant les programmes de réduction des risques de catastrophe qui intègrent le genre (2016b)¹⁴ fournissent des outils utiles pour la formation des formateurs sur la prise en compte des besoins genrés spécifiques dans la réduction des risques de catastrophe qui peuvent être adaptés à la GRA.

14 <http://www.fao.org/3/b-i6096e.pdf>

Encadré 3: Le genre dans les services de vulgarisation agricole

Buehren *et al.* (2017) ont analysé les effets du projet de renforcement des capacités rurales en Éthiopie de la Banque mondiale, qui visait à promouvoir la croissance en développant les systèmes de services agricoles en Éthiopie afin qu'ils prennent davantage en compte les besoins des petits exploitants et exploitantes. Le projet visait à étendre la portée des services de vulgarisation agricole pour que les agriculteurs connaissent mieux et adoptent des technologies, méthodes et pratiques économiquement viables et durables sur le plan environnemental.

L'étude décrit plusieurs contextes en Inde et différents pays d'Afrique subsaharienne qui mettent en évidence la différence notable qui existe entre les genres en matière d'accès à la vulgarisation: les agents de vulgarisation travaillent principalement avec la personne qui prend davantage les décisions au sein du ménage, l'homme généralement; la contribution des femmes à l'agriculture dans le ménage semble être mineure; les responsabilités au niveau du ménage et les limitations en termes de mobilité empêchent les femmes de participer aux activités de formation; les facteurs culturels rendent difficile l'interaction des agricultrices avec les agents de vulgarisation masculins, etc. Les agricultrices recevraient donc avant tout des informations de seconde main de leurs maris, et ces informations pourraient ne pas être les plus adaptées à leurs besoins si leurs pratiques agricoles et leurs choix de cultures diffèrent de ceux des agriculteurs. De plus, les femmes manquent souvent de ressources financières et matérielles pour mettre en pratique leurs connaissances théoriques.

Ce projet a cherché à améliorer l'efficacité du programme de vulgarisation agricole au fur et à mesure de son développement, en particulier grâce à sa capacité à répondre aux besoins exprimés par les agriculteurs (en particulier les besoins axés sur le marché), pour renforcer la participation des femmes et l'intégration des besoins spécifiques des femmes au niveau de tous les aspects du système de vulgarisation. Il est évident que si elles avaient un meilleur accès aux connaissances et à l'information sur les technologies agricoles cela pourrait réduire l'obstacle à leur productivité posé par leur genre, étant donné la forte participation des femmes dans l'agriculture et leur faible accès à la vulgarisation.

Le projet a montré que le renforcement des services de vulgarisation avait un impact positif sur la participation économique des ménages, la superficie des terres cultivées et l'adoption de cultures commercialisables, ce qui suggère que les activités de vulgarisation aident les agriculteurs à adopter une agriculture plus commerciale et davantage axée sur le marché. En outre, et contrairement à ce que d'autres études sur d'autres pays avaient déjà montré, les ménages dirigés par une femme semblent avoir également bénéficié du projet. Cependant, le projet n'a pas été en mesure de réduire l'écart qui existe entre les genres en matière de production agricole.

Des informations plus complètes sont nécessaires sur les interventions spécifiques visant à améliorer l'accès et l'impact de la vulgarisation pour les agricultrices. Un essai contrôlé aléatoire au Mozambique (Kondylis *et al.*, 2014) suggère que les agricultrices sont plus susceptibles d'améliorer leurs connaissances sur les techniques agricoles dans les communautés dans lesquelles il y a une seconde femme agricultrice qui sert de contact, en plus d'un agriculteur qui assume également ce rôle. Ces femmes qui permettent un dialogue sur le terrain peuvent améliorer la communication avec les femmes et mieux répondre à leurs besoins en information.

Le document «Challenging Chains for Change» (KIT *et al.*, 2014), propose ainsi de «réorganiser les services de vulgarisation pour qu'ils intègrent le genre, par exemple en augmentant le nombre d'agents de vulgarisation femmes, en créant des parcelles de démonstration accessibles dans les villages, en développant les écoles de terrain et des échanges entre agricultrices favorables aux femmes et en mettant en place des mécanismes d'apprentissage et d'évaluation sensibles aux besoins spécifiques des femmes pour améliorer les services de vulgarisation.» Bien que la PARM n'ait pas pour mandat de l'appliquer, elle peut malgré tout formuler des recommandations à l'intention des gouvernements et des partenaires au développement à cet égard.

Les outils et les perspectives proposés par ces études de cas au niveau national, dans le secteur agricole, sont utilisés dans cette étude pour identifier et hiérarchiser les outils avec une perspective de genre. Une fois que les outils ont été présentés à l'Atelier de haut niveau sur la diffusion des politiques, il est possible de saisir les opportunités de partenariat, de dialogue et de plaidoyer pour renforcer la sensibilisation et l'engagement genré.

La PARM peut chercher les moyens d'adapter et de développer du matériel de formation sur la GRA et le genre à différents niveaux, en favorisant les discussions/échanges au niveau international avec les communautés de pratiques/les nombreux praticiens, ainsi que par la réalisation d'études de cas, de même qu'elle cherche à tirer des enseignements des projets déjà réalisés dans ce domaine. Au niveau des villages, tous les efforts de formation peuvent mettre l'accent sur les connaissances locales des femmes (et des hommes) des zones rurales (entretiens entre des informateurs clés et l'Université Gaston Berger). Les normes informelles en matière de genre sont des obstacles institutionnels à la reconnaissance de la contribution des femmes à l'agriculture (Twyman *et al.*, 2015) et les activités de formation peuvent contribuer à mieux faire connaître ces contributions.

Les efforts de suivi peuvent permettre d'évaluer si les stratégies de GRA répondent à la fois aux priorités des femmes et des hommes et si elles ont un impact positif pour les deux.

Partenariats stratégiques et synergies

Des partenariats stratégiques existent avec toutes les entités avec lesquelles la PARM coopère et met en commun des ressources physiques et/ou intellectuelles. *La facilitation d'une approche holistique de la GRA concrétise les synergies et les partenariats entre différents niveaux de parties prenantes, des coopératives d'agriculteurs aux institutions internationales* (PARM, 2018c). De même que la résilience repose sur l'adoption d'approches multipartites et multisectorielles intégrant des individus, des groupes, des nations entières et des systèmes internationaux (Alliance globale pour la résilience, 2013).

La GRA a besoin de coalitions de soutien. Les partenaires actuels et potentiels de la PARM sont notamment les gouvernements, les donateurs, les agences des Nations Unies, les ONG, les groupes de réflexion et les universités, le secteur privé, la société civile, les organisations locales et les fondations. Le rôle des gouvernements, en particulier en ce qui concerne l'intégration de la GRA dans les politiques et interventions, est essentiel pour consolider les partenariats et créer un cadre garantissant la durabilité des stratégies de GRA et la création d'un environnement favorable aux investissements. La FAO se distingue par son travail considérable sur l'agriculture et la résilience. Pour toutes les activités liées aux partenariats, il reste évidemment à se demander comment façonner ce partenariat afin qu'il contribue à réduire les contraintes liées aux inégalités de genre?

Les gouvernements cherchent de plus en plus à concevoir et mettre en œuvre de nouvelles politiques différenciées pour les segments de producteurs afin de répondre aux besoins des agriculteurs marginalisés, et en particulier des agricultrices, et d'accroître la productivité agricole et la résilience (Banque mondiale et ONE Campaign, 2014). Si les lois et les politiques sous-jacentes régissant les pratiques d'égalité de genre, les droits fonciers et la représentation des femmes sont essentiels pour déterminer les résultats du processus de GRA en matière de genre, le cadre réglementaire spécifique régissant les investissements agricoles peut également influencer sur ces résultats (Chan et Mbogoh, 2010). La PARM peut tirer parti de partenariats avec les gouvernements pour encourager ces investissements. Un défi central identifié par les informateurs clés est de savoir comment impliquer au mieux les ministères qui ne sont pas "traditionnellement" associés à l'agriculture (responsables genre et jeunesse, finances, santé, etc.) dans le processus PARM, car ils ne fonctionnent pas toujours étroitement avec les autres ministères. La création de comités ou de plateformes peut être utile à cet égard.

Les synergies entre les secteurs sont essentielles pour traiter certaines des questions centrales de l'agriculture, telles que l'accès légal à la terre. Par exemple, au Libéria, l'absence de cadre législatif pour la gouvernance des terres communautaires et de mesures spécifiques pour assurer la représentation des femmes dans la gouvernance constituent la lacune juridique/politique la plus critique pour représenter les femmes. Ce vide législatif laisse effectivement largement le champ libre aux institutions de gouvernance foncière coutumières discriminatoires (entretiens avec des informateurs clés, point focal PARM au Libéria).

Ces types de problèmes nécessitent une réflexion originale associant un large éventail de parties prenantes autour de la table, au-delà des acteurs travaillant dans et sur l'agriculture. Cela peut encore être hors de portée de la PARM dans l'Horizon 2, étant donné que l'accent mis sur le risque agricole signifie qu'un éventail de problèmes liés à l'égalité de genre ne peut être pris en compte. Cependant, l'approche de la PARM de la coordination multipartite pourrait potentiellement créer des partenariats sur l'égalité de genre, axés GRA, en synergie avec d'autres partenaires qui traitent de propriété foncière ou d'accès financier. Dans les pays où l'égalité de genre est une priorité de développement, les processus de GRA qui intègrent le genre peuvent être «vendus» comme étant conformes et contribuer aux objectifs stratégiques de genre.

L'intégration d'une perspective genrée peut être considérée comme un moyen d'accroître l'efficacité, la rentabilité et la qualité des programmes, mais elle doit également être vue comme une fin en soi, dans la mesure où elle peut potentiellement renforcer les objectifs d'égalité et d'équité des droits humains (IFPRI et FAO, 2014). Des partenariats et synergies stratégiques sont nécessaires pour rechercher une méthode de travail transformatrice, qui ouvre la voie à la réduction des inégalités structurelles et, partant, à la création d'environnements favorables pour la prise en considération des petits exploitants agricoles dans la GRA, qui répondent à leurs besoins pratiques et à leurs intérêts stratégiques.¹⁵

Comme indiqué dans les chapitres précédents, un partenariat avec les petits exploitants eux-mêmes sera stratégique et crucial. La PARM peut de plus en plus les inclure et assurer leur participation en tant que partenaires égaux dans le processus, par exemple en collaborant avec les organisations communautaires, et les associations de femmes en particulier, aux étapes de l'évaluation des risques et de la hiérarchisation des outils. En fonction du contexte, les entreprises de femmes et de groupes vulnérables du secteur agricole peuvent bénéficier d'une attention particulière en tant que partenaires, afin de pouvoir bénéficier pleinement de diverses politiques, interventions technologiques et institutionnelles, formation, etc. (Kiptot *et al.*, 2014).

Dialogue et plaidoyer

Les questions de genre sont encore souvent mal comprises ou citées après coup, ce qui conduit à leur intégration insuffisante dans les politiques et les programmes. Cependant, les acteurs de haut niveau cherchent de plus en plus à comprendre l'impact du genre et de l'inclusion sociale sur l'efficacité, l'efficience et la qualité de leurs politiques, lois, stratégies, plans et budgets liés à l'agriculture. Par exemple, le Ministère de la condition féminine et du développement du Libéria, avec le soutien de la Banque mondiale (2010), a souligné son engagement à sensibiliser les acteurs gouvernementaux afin d'intégrer le genre dans les politiques de renforcement des chaînes d'approvisionnement agricoles.

Gardant cela à l'esprit, il est nécessaire de prendre en compte les limites du dialogue et des efforts de plaidoyer que la PARM est capable de mener dans le cadre de son mandat. Il n'appartient pas à la PARM d'encourager le dialogue national sur l'égalité de genre et l'inclusion – la complexité de ce processus a été illustrée par l'Alliance globale pour la résilience – AGIR pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest en 2013.¹⁶

La PARM pourrait plutôt adopter une approche non théorique pour combler les lacunes techniques et opérationnelles au niveau de l'intégration du genre dans la GRA. Conformément à son rôle de 'courtier du savoir', la PARM fournirait des faits concrets et des arguments convaincants tirés de l'expérience acquise au niveau des pays pour expliquer pourquoi et comment intégrer le genre dans la GRA. La PARM dispose d'autres ressources qui, grâce à son approche, lui permettent d'identifier et de concevoir des interventions intelligentes liées au genre dans les cadres actuels de la GRA. *L'influence positive de la PARM proviendrait alors de l'offre de solutions et de stratégies appropriées pour une GRA intégrant le genre.* Les actions entreprises lors des ateliers avec les parties prenantes et les politiques sont liées à l'approche de dialogue et de plaidoyer. Par exemple, comme mentionné précédemment, les plans d'investissement pour les outils de GRA proposés et présentés dans les études de faisabilité, s'ils intègrent ou du moins reconnaissent le genre, peuvent être un moyen d'influencer la politique et le budget des pays.

15 Les besoins pratiques sont des besoins matériels liés à la survie; ce qui doit exister pour qu'une personne puisse vivre une vie décente. Les besoins pratiques sont généralement de nature immédiate ou à court terme. Les intérêts stratégiques sont liés à la position qu'une personne occupe au sein de sa société. Les intérêts stratégiques sont généralement inscrits dans une plus longue durée car ils concernent les rôles, le pouvoir et le contrôle.

16 [http://www.oecd.org/site/rpca/agir/Methodological_Guide_Inclusive%20National%20Dialogue_Final%20Version%20September%202013\(wtc\)_ENG.pdf](http://www.oecd.org/site/rpca/agir/Methodological_Guide_Inclusive%20National%20Dialogue_Final%20Version%20September%202013(wtc)_ENG.pdf)

3.3.4. Suivi et évaluation

Les efforts visant à réaliser un suivi des impacts et des résultats et à faciliter la mise en œuvre des plans d'action ne sont pas encore pleinement développés dans le processus PARM. Il s'agit d'une prochaine étape importante car c'est ici que les faits concrets sur les résultats peuvent éclairer le cycle de la GRA et intégrer les apprentissages dans une approche à long terme. **Les futurs efforts de suivi devraient permettre d'évaluer si les stratégies de gestion des risques répondent de manière satisfaisante aux priorités des hommes et des femmes et ont un impact positif sur eux.** Le fait d'intégrer le genre à toutes les autres étapes du processus contribuera à la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation intégrant le genre, tous les éléments du cycle étant interconnectés.

La mise en place d'un système de suivi et d'évaluation qui intègre le genre dès le début du processus PARM pourrait commencer par la définition d'une base de référence avec des indicateurs clairs, un calendrier et le choix de partenaires pour la collecte de données, en particulier des SADD, sur l'efficacité des outils en fonction des différents groupes d'utilisateurs. Ce serait également une occasion de sensibiliser les parties prenantes au suivi des données et des résultats. Les apprentissages peuvent ensuite revenir à l'étape iii.

3.4. Résumé

Ce chapitre a présenté un cadre analytique pour l'intégration du genre dans la GRA. Il a identifié les opportunités (ou facteurs favorables) et les défis à chaque étape du cycle, tout en prenant en compte les concepts ou principes d'orientation fondés sur les contraintes de genre, l'inclusion sociale et la résilience, en tant que pistes parallèles et imbriquées dans lequel un mécanisme intégré peut être mis en place et répliqué.

Compte tenu de la relation établie entre les contraintes de genre et la capacité des petits exploitants à gérer les risques agricoles, et compte tenu des bonnes pratiques existantes en matière de développement de solutions qui intègrent le genre, une GRA efficace donnerait également la priorité aux stratégies et aux outils visant à éliminer les contraintes causées par l'inégalité de genre. L'analyse fondée sur le genre et les pratiques à grande échelle (comme une GRA efficace) nécessitent des solutions appropriées qui identifient et intègrent le genre dans toutes les étapes de planification et initiatives stratégiques de gestion des risques.

La discussion approfondie sur l'unité d'analyse a montré la nécessité de développer des solutions sur mesure, spécifiques au contexte, qui déterminent l'origine des contraintes de genre et à quels niveaux elles opèrent et/ou ont le plus grand impact. La suggestion de penser en termes d'unité d'action peut déplacer l'attention vers le contexte réel, c'est-à-dire où l'action est la plus nécessaire.

Plutôt que d'encourager les acteurs à mettre en place des programmes qui intègrent le genre axés sur les agricultrices, **l'accent est mis sur le fait de veiller à ce que les hommes et les femmes puissent bénéficier de la même manière des opportunités de GRA efficace et de résilience renforcée.** Une telle approche peut procurer des bénéfices significatifs aux femmes sans nécessiter d'investissements majeurs dans de nouveaux projets ou programmes spécifiquement destinés aux femmes.

La bonne intégration du genre dans la GRA nécessite un changement dans la manière d'exécuter le processus car les praticiens doivent modifier leur façon de penser pour qu'elle prenne non seulement compte du contexte, mais également des personnes, en remettant en question leurs propres hypothèses et en s'engageant dans un processus difficile d'analyse approfondie de l'élément social en agriculture. Les nombreuses ressources sur le genre et les expériences en matière de conception de programmes d'agriculture intelligente face au climat, d'initiatives de résilience, de programmes de gestion des risques de catastrophe, de systèmes d'alerte précoce, etc. peuvent apporter un certain soutien en la matière.

Les étapes du processus PARM étant toutes interconnectées, il convient d'éviter les lacunes et les chaînons manquants du cycle afin de ne pas compromettre les résultats en matière de genre. Les efforts pour intégrer le genre doivent être liés. Bien que l'on ne puisse pas s'attendre à ce que tous les praticiens de la GRA approfondissent leur expertise genre pour concevoir et mettre en œuvre une analyse complète sur ces questions, il existe des étapes simples et efficaces pour intégrer cette dimension à chaque étape du processus PARM Horizon 2. Le chapitre suivant définit cette «norme minimale» tout en fournissant des conseils à ceux qui veulent l'approfondir.

Encadré 4: Exemple de bonne pratique – Créer des liens entre les partenariats, la défense et la gestion des connaissances au Sénégal

Les investissements du Ministère de l'agriculture du Sénégal dans l'intégration du genre constituent un exemple de bonne pratique pour une approche unifiée. Le point focal GRA du Ministère de l'agriculture fournit une image convaincante des efforts en cours au niveau du pays.

Au Sénégal, 80% des activités agricoles sont menées par des femmes alors qu'elles n'ont qu'un faible accès aux moyens de production. Cela signifie que tous les facteurs affectant le secteur agricole ont également un impact spécifique sur les femmes (par ex., perte de production – la majeure partie de ce que les femmes produisent est destinée à la subsistance).

Un des principaux facteurs limitants a été la réticence généralisée parmi les millions de petits exploitants agricoles sénégalais qui dominent la production à assumer les risques associés à une productivité accrue. Avec une capacité limitée à gérer ces risques, les agriculteurs très vulnérables choisissent de limiter leurs investissements (D'Alessandro *et al.*, 2015).

L'évaluation des risques menée par la Banque mondiale pour le Sénégal n'a pas explicitement intégré le genre. Cependant, le Ministère de l'agriculture a reconnu que le genre doit être intégrée de manière cohérente dans la stratégie et la programmation de la GRA (entretiens entre des informateurs clés et le point focal PARM pour le Sénégal). Cela s'inscrit dans les efforts plus larges déployés par le Ministère depuis 2015 pour intégrer le genre et en rendre compte systématiquement. La FAO a aidé le ministère à créer un profil de pays assorti d'une analyse genrée dans le secteur agricole. Ces types de rapports peuvent et doivent être pris en compte dans les évaluations de la GRA car ils fournissent des informations essentielles sur les contraintes de genre.

Reconnaissant l'importance de la coordination de l'intégration du genre, un comité interministériel et multi-secteurs et multi-acteurs a été mis en place. Il associe les Ministères de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Le comité établit un plan annuel qui définit les activités prioritaires et est chargé de valider toutes les études planifiées et tous les termes de référence. Il veille également à ce que les plans thématiques (tels que le plan de renforcement des capacités) intègrent le genre. Le responsable du comité est également le point focal GRA, ce qui offre une occasion unique de fusionner les deux rôles.

De plus, le comité joue un rôle central dans la gestion des connaissances. Il organise des formations, par exemple sur la manière d'intégrer la dimension genrée dans le suivi et l'évaluation et de recueillir, analyser et utiliser les statistiques genrées. Il organise des réunions d'information techniques dans les ministères, par exemple, pour informer le personnel des pourcentages d'actifs devant être mis à la disposition des femmes. L'accès à la terre n'est pas une question centrale du Ministère de l'agriculture, alors qu'il peut jouer un rôle en rendant la terre arable et accessible. Reconnaissant l'importance de l'accès à la terre pour la résilience des femmes dans l'agriculture, le comité a retenu ce sujet en raison de sa grande importance pour améliorer l'égalité de genre.

En ce qui concerne la programmation, le ministère souligne l'importance des mesures de protection sociale et d'accès financier. Au Sénégal, il existe un programme de fonds de sécurité sociale destiné aux femmes très vulnérables, l'objectif principal étant qu'elles puissent dispenser une éducation à leurs enfants. Dans l'agriculture, l'accès au financement constitue un obstacle car l'épargne des femmes est souvent insuffisante pour investir dans leurs activités agricoles. Le ministère fournit environ 460 000 USD par an sous forme de microcrédits aux agriculteurs, mais les femmes ont tendance à emprunter des montants plus modestes que les hommes, ne représentant qu'un tiers du montant total décaissé.

En conséquence, le ministère a créé une division chargée de mettre en place des projets concrets encourageant les femmes qui empruntent à augmenter le montant du crédit. On observe une tendance croissante chez les femmes à prendre plus de risques et à investir davantage dans leurs activités agricoles. (...)

Ces types d'efforts d'intégration du genre fondés sur le dialogue – idéalement liés à la GRA – devraient être encouragés dans le cadre de la collaboration de la PARM avec les autorités car elles ont le potentiel d'obtenir des résultats durables. La PARM pourrait mettre en avant des exemples de bonnes pratiques comme celui du Sénégal dans ses efforts de plaidoyer.

(...) Il serait utile de commencer par évaluer ce que le gouvernement fait déjà pour réduire les inégalités de genre (tout en gardant à l'esprit qu'il s'agit également d'un problème socioculturel profondément enraciné dans la plupart des sociétés). Lorsque les lacunes dans la politique et l'action du gouvernement sont identifiées, la PARM peut proposer une définition pour améliorer la compréhension du genre et suggérer des pistes pour renforcer la réponse au niveau agricole (entretiens entre des informateurs clés et le point focal PARM pour le Sénégal).

4. Directives pour l'intégration du genre dans la GRA

Ce chapitre fournit de brèves définitions pour chaque stade du processus PARM qui répondent aux questions de genre et les raisons de cette intégration. Il liste les **étapes à suivre pour l'intégration du genre à chaque stade du processus**, divisées en plusieurs étapes de base (quelle est la «norme» minimale à ce stade) de manière très détaillée (ce qui serait nécessaire pour un processus qui cherche véritablement à répondre aux questions de genre). Il présente les meilleures pratiques et outils pour réaliser chaque étape. Chacun des tableaux peut être transformé en une fiche pratique, une page délivrant des conseils et l'autre listant les outils disponibles (listes de contrôle) pour faciliter la diffusion et l'utilisation.

Il faut préciser, avant de commencer, qu'à toutes les étapes, ce sont des personnes qui effectuent le travail. Les équipes non équilibrées en termes de genre ou qui sont cloisonnées dans des spécialités ou des hiérarchies peuvent également travailler de manière à limiter ou empêcher les efforts pour comprendre et traiter les questions de genre (Oxfam, 2017). Le genre doit être intégré dans nos méthodes de travail, nos méthodologies de recherche, les profils des facilitateurs et nos stratégies de partenariat. Afin de bien prendre conscience du sujet, les recommandations formulées par l'Oxfam ont été adaptées:

- Recueillir, rechercher, analyser, utiliser les SADD et les statistiques relatives au genre.
- Assurer une représentation des genres équilibrée et une participation significative des femmes à la prise de décision.
- Promouvoir les défenseurs/points focaux genre qui agissent en faveur du respect des droits au niveau national.
- Aborder les contraintes de genre.
- Apporter une expertise genre si nécessaire.
- Utiliser des outils et des méthodes qui intègrent le genre.
- Nécessité de devoir rendre des comptes en matière de genre.
- Obtenir l'engagement et le soutien des administrateurs et des gestionnaires.
- Analyse de données suffisante, représentative, ventilée par sexe et genrée.
- Échanger des messages cohérents et renouvelés avec le personnel et les partenaires.
- Intégrer les méthodes de travail existantes et innovantes, en adaptant les bonnes pratiques au contexte.

4.1. Évaluation et hiérarchisation des risques qui intègrent le genre

Évaluation des risques



Qu'est-ce qu'une évaluation des risques agricoles qui intègre le genre?

C'est une analyse des différents risques agricoles qui prend en compte les réalités sociales et genrées, en particulier les contraintes des petits agriculteurs, hommes et femmes.



Pourquoi une évaluation des risques agricoles doit-elle intégrer les questions de genre?

- La GRA n'est pas neutre, les agriculteurs ne constituant pas un groupe homogène
- Les contraintes de genre ont un impact et limitent la capacité des petits exploitants et des petites exploitantes agricoles à gérer les risques.
- Une analyse de la hiérarchisation des risques agricoles intégrant le genre conduira à adopter des stratégies genrées dans le cadre de la GRA.



Bonnes pratiques et ressources utiles

- FAO. 2016. *Developing gender-sensitive value chains, A guiding framework*. FAO: Rome. <http://www.fao.org/documents/card/en/c/19212EN>
- Bien qu'elle ait besoin d'être mise en œuvre pour la GRA, les directives de la FAO relatives à l'évaluation de la vulnérabilité pour 2018 explorent les principales contraintes auxquelles sont confrontés les agriculteurs et agricultrices du secteur agricole: la FAO. 2018. *Guidance note on gender-sensitive vulnerability assessments in agriculture*. FAO: Rome. <http://www.fao.org/3/17654EN/i7654en.pdf>
- L'ICRW a présenté les domaines, les indicateurs et les variables pour faciliter la mesure de l'intégration du genre dans les chaînes d'approvisionnement agricoles et les programmes connexes (2012, p. 4): Centre international de recherche sur les femmes (ICRW). 2012. *Capturing the Gender Effect. Guidance for Gender Measurement in Agriculture Programs*. ICRW: Washington. <https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2016/10/ICRW-TZ-Gender--Agri-II-v7-1FINAL.pdf>
- Banque mondiale. 2017. *Gender and Agricultural Risk. A Gender Approach to Agricultural Risk Assessments and Management Strategies*. Banque mondiale: Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26398>
- Utiliser les profils de pays du secteur de l'agriculture de la FAO, si disponibles (par ex.: FAO et CEDEAO, 2018 - Mali)
- L'indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (IFPRI *et al.* 2012) pour les domaines et les indicateurs.



Intégration basique du genre – Comment faire?

- Dans les termes de références des évaluations des risques, énoncer explicitement les attentes et l'importance d'intégrer le genre lors de la conception et la mise en œuvre de l'étude et chercher à l'intégrer de manière transversale.
- Tout d'abord, adopter une approche flexible; vous ne pourrez peut-être pas accéder et/ou collecter toutes les données nécessaires dans tous les contextes; l'équipe d'évaluation des risques doit déterminer ce qui est réalisable, toujours dans le but d'intégrer le genre dans toute la mesure du possible.
- Chercher à collecter, suivre et analyser des données et des statistiques détaillées, ventilées par sexe et par âge, à tous les niveaux, sur toutes les variables et dans tous les outils (dans la mesure du possible) (au niveau de la production, la transformation des aliments ou la commercialisation, au niveau des pays, des communautés, dans une chaîne d'approvisionnement, par produit, etc.). Cela signifie que tous les outils de collecte de données (séries chronologiques de rendements, guides d'interviews pour les discussions de groupe et outils d'analyse de la chaîne logistique) chercheront à rassembler des données reflétant les différences de genre.
- Cela signifie également que l'approche doit être adaptée, par ex. en veillant à inclure les points de vue de petits exploitants de sexe, d'âge et de lieu différents (lors des exercices d'identification et de hiérarchisation des risques) en organisant des groupes de discussion ventilés par sexe et par âge.

Concrètement:

1. Identifier les chaînes d'approvisionnement pour les cultures de rapport et les cultures vivrières.
2. Identifier les chaînes d'approvisionnement à forte participation des hommes et celles à forte participation des femmes.
3. Utiliser les rapports de recensement sur la population, la pauvreté et le logement pour obtenir des informations genrées, comme au Malawi (Giertz *et al.*, 2015).
4. Effectuer des analyses quantitatives de ces chaînes d'approvisionnement en fonction de l'intensité et la fréquence des événements, comme le fait habituellement la PARM. Idéalement, l'évaluation des risques devrait aller au-delà de la valeur monétaire, des pertes de revenus et d'une ventilation par sexe, en utilisant également des méthodes de collecte de données plus qualitatives et participatives (groupes de discussion, entretiens semi-structurés avec différentes parties prenantes précédemment identifiées) afin de collecter plus d'informations, généralement non disponibles: temps passé à aller chercher de l'eau, calendriers saisonniers, accès au financement ou niveaux de sécurité alimentaire – il peut s'agir d'impacts de risques difficilement quantifiables, mais néanmoins utiles pour l'analyse.
5. Lors de l'évaluation de la capacité de gestion des parties prenantes, réaliser également une analyse de la vulnérabilité. Les parties prenantes dont les capacités de gestion sont plus faibles seront considérées comme prioritaires pour bénéficier des interventions et des politiques mises en place. Ce sont les groupes vulnérables qui peuvent dépendre du contexte/lieu où ils vivent (zones arides), être en situation d'insécurité alimentaire, avoir un accès différencié selon le genre aux ressources (terre, technologie, information, etc.), pratiquer l'agriculture de subsistance, etc.
6. Mettre explicitement en évidence l'égalité de genre dans cette analyse; identifier les contraintes contextuelles globales (manque d'accès aux transports; de formation, d'informations, financements, etc.) et les opportunités (société civile forte, forte intégration de la chaîne de valeur pour certains groupes).



Outils

Général (également pour toutes les autres sections) – présenté en annexe:

- **Outil A** (en annexe): Liste de contrôle/outils pour une intégration minimale du genre dans la planification, la mise en œuvre et le compte rendu de l'évaluation/de l'étude (également applicable à toutes les autres sections).
- **Outil B** (en annexe): Liste de contrôle des produits de la PARM qui intègrent le genre

Spécifique à l'évaluation des risques agricoles – en annexe:

- **Outil C** (en annexe): Modèle de termes de référence qui intègrent le genre dans l'évaluation des risques agricoles
- **Outil D** (en annexe): Orientations de la Banque mondiale sur les axes de recherche et l'évaluation des risques agricoles sur le terrain
 - D.1. Questions et liste de contrôle pour une recherche dans le cadre d'une évaluation genrée des risques agricoles
 - D.2. Axes de recherche pour l'évaluation des risques agricoles sur le terrain qui intègrent le genre
 - D.3. Axes de recherche pour l'évaluation des capacités de gestion des risques qui intègrent le genre
 - D.4. Directives de l'étude de la Banque mondiale pour évaluer les risques et les capacités à gérer dans les groupes de discussion avec les agriculteurs – constituer des groupes d'hommes et de femmes, de préférence de différents groupes d'âge
- **Outil E** (en annexe): Matrice d'analyse de la capacité et de la vulnérabilité dans le cadre de la GRA
- **Outil F** (en annexe): Domaines et indicateurs pour une analyse de la chaîne d'approvisionnement qui intègrent le genre
- **Outil G** (en annexe): Questionnaires pour les entretiens avec les informateurs clés qui intègrent le genre pour les chaînes de valeur agricoles

Autres idées – non présentées en annexe – à concevoir/développer/trouver par le praticien:

Il pourrait également être utile d'examiner l'Analyse rapide des tâches ménagères (Oxfam, 2017).

- o Note technique sur l'examen des contraintes de genre pour les agriculteurs et agricultrices (Analyser les perceptions des risques des hommes et des femmes et évaluer leurs capacités spécifiques à faire face aux chocs et au stress, notant leur accès différencié aux ressources et services et leur participation à la prise de décisions.



Intégration du genre en profondeur – Comment faire?

Assurez-vous que l'équipe de rédaction dispose d'une expertise en matière d'égalité de genre (pas nécessairement sous la forme d'un expert dédié, mais au moins un des auteurs doit avoir des connaissances et une expérience). L'équipe doit également être aussi équilibrée que possible entre genre et sur le plan géographique – cela signifie que dans l'offre concurrentielle, cela sera explicitement encouragé et sera un critère de sélection.



Obtenir la bonne information

- En utilisant une approche holistique, réaliser une cartographie contextuelle des contraintes de genre et des impacts des risques liés au genre, en diversifiant les données disponibles, rapports, modèles, cadres, directives, etc. en utilisant des domaines et des indicateurs appropriés permettant une analyse genrée approfondie.
- Rechercher, analyser et utiliser les SADD et les statistiques de genre (la littérature existante et utiliser les données recueillies lors des évaluations de la vulnérabilité et des capacités, etc.).
- Créer un processus d'évaluation et d'analyse inclusif, participatif et respectueux de toutes les parties prenantes. Surtout, soutenez et impliquez activement les organisations et réseaux de femmes de la société civile (groupes d'agriculteurs et coopératives de femmes) et facilitez leur inclusion systématique et participation à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la recherche, des politiques et des programmes agricoles. Cela peut se traduire par l'obtention de données de ces organisations/groupes sur une chaîne d'approvisionnement agricole, une région ou une culture.



Atelier national des parties prenantes



Qu'est-ce qu'un atelier national des parties prenantes sur la GRA qui réponde aux questions de genre?

C'est un atelier qui offre l'occasion de discuter et de valider les résultats de l'évaluation des risques agricoles de manière inclusive afin de faire progresser la hiérarchisation des risques agricoles fondée sur le genre en vue de la présentation d'un rapport final d'évaluation des risques agricoles intégrant les questions de genre de manière transversale.



Pourquoi organiser un atelier national des parties prenantes sur la GRA qui réponde aux questions de genre?

- Validation des résultats et exercice de hiérarchisation dans le cadre de l'évaluation des risques agricoles.
- Les informations et les perspectives de genre dans le cadre de la GRA sont souvent inexistantes.
- L'atelier lui-même doit être utilisé pour créer un précédent spécifique au contexte en rassemblant des acteurs qui disposent d'informations et/ou d'une vision sur les risques agricoles et le genre dans l'agriculture. Créer un processus inclusif réunissant toutes les parties prenantes (petits exploitants - hommes, femmes et jeunes, exportateurs, intermédiaires financiers, commerçants, décideurs, fournisseurs d'intrants, etc.) et utiliser des techniques de facilitation appropriées pour assurer leur pleine participation.



Comment faire:

7. Faire participer des représentants des ministères responsables de la jeunesse, de l'égalité de genre et des sujets connexes (sécurité alimentaire, gestion des risques de catastrophe) à l'atelier des parties prenantes, ou activités des associations, coopératives et fédérations de femmes.
8. Inclure les chercheurs qui travaillent sur le lien entre l'agriculture et le genre.
9. Faire du genre un thème transversal de l'atelier (par ex., en créant des groupes de travail qui ciblent le sujet ou en posant des questions aux intervenants qui intègrent le genre).

4.2. Identification et hiérarchisation des outils

Étape d'identification des outils et études de faisabilité



Qu'est-ce que l'identification d'outils qui apportent des réponses aux questions de genre dans le cadre de la GRA?

C'est le processus de hiérarchiser les solutions de gestion des risques et d'identifier les études de faisabilité des outils de gestion des risques qui prennent en compte les contraintes de genre pour informer les stratégies d'atténuation des risques; transfert de risque; et prendre des risques tout en examinant quels outils peuvent être davantage axés sur le genre et/ou quels outils doivent être spécifiquement adaptés aux groupes les plus vulnérables.



Pourquoi identifier des outils qui apportent des réponses aux questions de genre dans le cadre de la GRA?

- Les personnes atténuent et gèrent le risque de différentes manières, en fonction également des contraintes et des capacités spécifiques au genre.
- Les outils à utiliser sont déterminés par le contexte et les questions de genre, afin d'adapter la GRA aux besoins, rôles et responsabilités spécifiques des petits exploitants, qu'ils soient hommes, femmes, garçons ou filles.
- En intégrant les résultats de l'étape d'évaluation des risques, l'identification d'outils apportant des réponses aux questions de genre permet d'utiliser des stratégies de gestion des droits d'accès qui sont inclusives, différenciées, pertinentes et efficaces.



Exemples de bonnes pratiques

- Le FIDA fournit des orientations détaillées sur la manière d'analyser et d'intégrer les réponses apportées aux questions de genre dans les outils de microfinancement axés sur la pauvreté, comprenant un examen des envois de fonds. Il est recommandé d'utiliser cette ressource pour concevoir des orientations plus générales sur la conception des outils (au-delà de la microfinance), car elles sont complètes et flexibles pour permettre une adaptation en fonction des besoins contextuels (voir les listes de contrôle B à D):
- FIDA. 2009. *Gender and rural microfinance: Reaching and empowering women*. IFAD: Rome. https://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-en-paper-gender-and-rural-microfinance-reaching-and-empowering-women-aug-2009_0.pdf
- Approche du PDDAA de planification fondée sur des preuves et de processus de planification inclusifs pour stimuler une croissance agricole équitable: Braimoh, A. et al. 2018. *Increasing Agricultural Resilience through Better Risk Management in Zambia*. Banque mondiale: Washington (voir également le PDDAA, 2016) <http://documents.worldbank.org/curated/en/330211524725320524/pdf/125784-WP-25-4-2018-9-34-36-ZambiaAgResilienceRiskMgtweb.pdf>
- FAO. 2001. *Socio-Economic and Gender Analysis Programme (SEAGA)*. FAO: Rome. <http://www.fao.org/docrep/012/ak213e/ak213e00.pdf> (Chapitre 7: Force Field Analysis and "GMR"Method)



Intégration basique du genre – Comment faire?

10. Effectuer une analyse de genre pour chaque outil en utilisant deux questions directrices:
 - a) Est-ce que tout le monde peut accéder et utiliser cet outil de la même manière, et si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?
 - b) Comment cet outil peut-il être adapté/complété pour qu'il soit plus accessible, que son utilisation, son appropriation et les bénéfices tirés soient maximisés pour les petits agriculteurs, hommes et femmes?



Outils

- **Outil H** (en annexe): Intégration du genre dans les outils de GRA: aperçu

Autres idées et suggestions – non présentées en annexe:

Le FIDA (2009) fournit des orientations détaillées sur la manière d'analyser et d'intégrer la prise en compte du genre dans les outils de microfinance axés sur la pauvreté, y compris un examen des envois de fonds. Il est recommandé d'utiliser cette ressource pour concevoir des orientations plus générales sur la conception des outils (au-delà de la microfinance), car elles sont complètes et adaptables en fonction des besoins contextuels (voir les listes de contrôle B à D).



Intégration du genre en profondeur dans l'étude de faisabilité – Comment faire?

11. Choisissez une approche qui intègre bon nombre des étapes décrites pour les évaluations des risques, notamment la collecte de données ventilées par sexe, la sensibilisation aux termes de référence, etc. (chapitre I, étapes 1 à 7, en se concentrant sur l'outil spécifique).
12. Concevoir des indicateurs clairs genrés pour mesurer les résultats de chaque outil individuel.
13. Donner la priorité aux stratégies de gestion des risques basées sur la communauté (à moins que l'unité d'analyse et d'action la plus appropriée se révèle être à un autre niveau).
14. Cartographier les informateurs clés (acteurs pouvant offrir des informations et/ou une perspective genrée liées aux outils proposés) et réaliser des entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion.
15. Veiller à ce que les rapports et les études sur les outils intègrent transversalement les questions de genre, la capacité différenciée selon le genre à gérer les risques, et fassent des recommandations concrètes pour que les outils répondent aux questions de genre.
16. Développer des arguments solides et propositions concrètes pour favoriser les recherches/études/propositions qui répondent aux questions de genre en commandant des études contextuelles et genrées sur certains outils.



Outils

Outils suggérés – non présentés en annexe – qui peuvent être conçus/développés/mis en œuvre par le praticien:

- Cartographier/proposer un kit avec les ressources disponibles sur le thème du genre pour chaque type d'outil (soulignant 5 à 10 ressources à consulter pour chaque outil).
- Finaliser les conseils/ orientations genrés pour l'identification et la hiérarchisation des outils (étude genrée plus large avec des orientations spécifiques sur l'identification et la hiérarchisation des outils (comme l'étude de la Banque mondiale sur l'évaluation des risques agricoles, mais pour la prochaine étape).



Atelier de haut niveau sur la diffusion des politiques



Qu'est-ce qu'un atelier de haut niveau sur la diffusion de politiques sur la GRA qui réponde aux questions de genre?

Il s'agit d'un événement de validation participatif au cours duquel les études de faisabilité genrées sont discutées avec des acteurs et des parties prenantes de haut niveau afin d'influencer la conception des politiques et les investissements publics dans la GRA avec des objectifs explicites d'égalité de genre.



Pourquoi organiser un atelier de haut niveau sur la diffusion de politiques sur la GRA qui réponde aux questions de genre?

Le genre doit être regardé au niveau du leadership institutionnel qui influence les politiques et qui a plus d'impact sur la GRA. L'atelier offre également une occasion de sensibiliser et de créer un intérêt sur les questions de genre.



Comment faire?

La démarche la plus importante et fondamentale pour atteindre les objectifs de parité serait **de mettre en évidence les actions les plus importantes** que les décideurs peuvent entreprendre (de 3 à 5 au plus) pour éliminer les contraintes de genre qui entravent l'efficacité de la GRA, notamment lors de la discussion des résultats des études de faisabilité sur les outils de GRA proposés.

Pour approfondir le processus, la PARM/les autres acteurs peuvent:

17. Présenter les principaux arguments, faits, statistiques sur les défis et les solutions, constitue un argument commercial convaincant pour amener le gouvernement à souscrire à l'importance des outils de GRA et d'une GRA qui répondent aux questions de genre.
18. Il faut aussi évoquer l'importance de lier les solutions en matière de GRA (outils d'investissement) aux programmes de protection sociale et filets de sécurité, ainsi qu'aux régimes d'assurance, accès au financement, et à l'information, etc.
19. Chercher à inviter autant d'acteurs de haut niveau que possible, tels que les points de contact pour l'égalité de genre des ministères concernés, les ministres chargés de l'égalité de genre, de la jeunesse, etc., les points de contact nationaux ou régionaux des agences des Nations Unies ou ONG concernées, les femmes chefs de direction et des banques, etc. pour encourager les synergies au niveau du genre.

4.3. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques

Apprentissage et gestion des connaissances



Qu'est-ce que la gestion des connaissances qui répond aux questions de genre dans la GRA?

Il s'agit d'un ensemble d'approches systématiques visant à faciliter la circulation d'informations et de connaissances sur le genre entre les bonnes personnes, au bon moment, afin qu'elles puissent agir plus efficacement pour intégrer le genre dans la GRA. Cela implique également un engagement actif avec les parties prenantes pour faire avancer les objectifs et aider à trouver des solutions durables aux contraintes de genre dans la GRA.



Pourquoi une gestion des connaissances qui répond aux questions de genre dans la GRA?

- Grâce à l'apprentissage et à la gestion des connaissances, l'intégration du genre dans la GRA peut être sans cesse améliorée.
- L'intégration de thèmes transversaux tels que le genre dépend des efforts faits à ce niveau pour identifier et exploiter les connaissances existantes (telles que les leçons tirées de projets pilotes).
- Les questions de genre sont encore souvent mal comprises ou évoquées après coup, ce qui conduit à une intégration insuffisante dans les politiques et programmes. Le dialogue et le plaidoyer sont essentiels pour promouvoir «le programme genre» dans le cadre de la GRA.



Exemples de bonnes pratiques

- Le manuel sur les questions de genre du PAM, ou guide à l'intention du personnel du PAM pour communiquer sur les virements en espèces à adapter au genre et à la GRA.
- Madajewicz, M. *et al.* 2017. Gestion des risques dans l'agriculture paysanne. Impact de la R4 sur les moyens de subsistance à Tigray, en Éthiopie, de 2012 à 2017. PAM et Oxfam: Londres.
<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074332/download/>
- Jeans, H. 2016. L'avenir est un choix: le cadre et les directives d'Oxfam pour un développement résilient. Oxfam: Londres.
<https://fr.scribd.com/document/342338848/The-Future-is-a-Choice-The-Oxfam-Framework-and-Guidance-for-Resilient-Development>



Intégration du genre – Comment faire?

20. Veiller à ce que le genre soit intégré de manière transversale dans tous les termes de référence, rapports, études, etc.
21. Rechercher, réaliser un suivi et diffuser en permanence les bonnes pratiques en matière d'intégration du genre dans des domaines connexes afin d'informer les travaux de la PARM.
22. Encourager la création, mais également la diffusion d'informations et de connaissances en matière de genre dans le cadre de la GRA.
23. S'engager de manière continue avec les partenaires sur les activités de GRA qui intègrent le genre et créer de nouveaux partenariats pour générer des connaissances nouvelles et pertinentes sur le sujet.
24. Engager un dialogue susceptible d'engendrer des collaborations créatives et innovantes et une pensée originale.



Outils

Outils suggérés – non présentés en annexe – qui peuvent être conçus/développés/trouvés par les praticiens:

- Le principal «outil» est la lecture, la formation et l'apprentissage individuels et institutionnels.
- Le cadre analytique de la présente étude, ainsi que les ressources susmentionnées, constituent également une base importante pour la poursuite du dialogue sur le genre.
- À **concevoir à l'avenir**: «Ouvrage de la PARM sur le genre» ou guide sur la manière d'intégrer le genre dans la GRA, présentant la terminologie, comment communiquer, les principaux matériaux de référence, etc.



Renforcement des capacités



Qu'est-ce qu'un renforcement des capacités qui répond aux questions de genre dans le cadre de la GRA?

Le renforcement des capacités est une caractéristique transversale essentielle de la GRA pour améliorer les moyens de planification et de réalisation, qui apporte des réponses et transforme la réalité.



Pourquoi mettre en place un renforcement des capacités qui répond aux questions de genre dans le cadre de la GRA?

- Le manque de connaissances et d'informations sur le genre est très étendu dans l'ensemble du secteur agricole. Les questions de genre sont souvent mal comprises, un problème que la formation peut aider à résoudre.
- Niveau intermédiaire: les services de vulgarisation; les travailleurs communautaires, etc. doivent intégrer le genre pour mieux agir au niveau micro (exploitations agricoles, agriculteurs).
- Au niveau macro: (fonctionnaires) Les services de vulgarisation qui ignorent le genre limitent la capacité du système à satisfaire et répondre aux besoins de tous les agriculteurs. Les services de vulgarisation qui intègrent le genre sont donc en eux-mêmes des outils de GRA genrés.
- Pour créer un service de vulgarisation qui tienne compte du genre, les fonctionnaires devraient également être sensibilisés pour intégrer cette composante dans les politiques.



Exemples de bonnes pratiques

- Petrics, H., et al. 2018. *The Gender and Rural Advisory Services Assessment Tool*. FAO. <http://www.fao.org/3/CA2693EN/ca2693en.pdf>
- Buehren, N. et al. 2017. *The impact of Strengthening Agricultural Extension Services. Evidence from Ethiopia*. Banque mondiale: Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27976>
- PARM. 2017c. *Libéria. Séminaire sur le développement des capacités de gestion des risques agricoles (RCI)*, volume 1. Rapport principal 20-21 avril 2017. PARM: Rome. <http://p4arm.org/document/liberia-capacity-development-cd1-seminar/>
- Manuel RC2 2018. Les quatre modules ou simplement les modules 1 et 2 avec les sections sur l'égalité de genre ou au moins sur les conditions spécifiques des femmes.
- Platenga, D. 2004. "Gender, Identity, and Diversity: Learning from Insights Gained" in *Transformative Gender Training*; vol. 12, n° 1, pp. 40-46. <http://gsdrc.org/document-library/gender-identity-and-diversity-learning-from-insights-gained-intransformative-gender-training/>



Intégration basique du genre – Comment faire?

25. Intégrer de manière transversale le genre dans les évaluations des besoins regardant le RC.
26. Intégrer le genre dans les outils de formation existants.
27. Améliorer l'intégration du genre dans la formation opérationnelle – les femmes et les groupes vulnérables (selon le contexte) doivent être correctement intégrés en tant que contributeurs, formateurs, participants, etc.



Outils

- **Outil I** (en annexe): Liste de contrôle pour la formation à la GRA qui intègre le genre.
- Avoir de l'expérience dans l'évaluation des besoins du point de vue du genre, et dans la conception, la mise en œuvre et la formation sur le genre.
- Avoir **une bonne connaissance des théories et concepts de genre, ainsi qu'une connaissance approfondie et actualisée du genre dans la GRA.**
- Utiliser les compétences en matière d'enseignement/ pédagogie qui répondent aux questions de genre.
- Lier les connaissances sur le genre aux pratiques de formation.
- Utiliser un langage et du matériel qui intègrent les questions de genre.
- Avoir une stratégie pour surmonter les résistances et les préjugés des participants concernant le genre, en réfléchissant à leur propre pratique.
- Enfin, chercher à assurer une véritable mixité dans les équipes de formateurs et parmi les participants.



Intégration du genre en profondeur – Comment faire?

28. Élaborer du matériel de formation sur la GRA qui intègre le genre, et qui soit adapté au public cible de la PARM, sur la base de discussions avec des informateurs clés et des communautés, des meilleures pratiques, des études de cas et des enseignements tirés dans le monde entier.
29. Encourager la création de communautés de pratique informelles (groupes d'acteurs intéressés ou engagés dans de multiples domaines et multisectoriels, sur les questions de genre dans l'agriculture et plus particulièrement dans le cadre de la GRA).
30. Aider les ministères partenaires à concevoir des plans de renforcement des capacités intégrant le genre.
31. Formuler des recommandations pour les services de vulgarisation au niveau du village et de l'exploitation. Par exemple, il est préférable que les formateurs travaillent en tandem ou en équipes équilibrées sur le plan géographique et du genre.



Outils

Outils suggérés – non présentés en annexe – à concevoir/développer /trouver par le praticien:

- **Existantes/à développer:** Ressources de formation tenant compte du genre, avec modules et sessions.
- **À concevoir:** Modèle de plan de renforcement des capacités intégrant le genre.



Partenariats stratégiques et synergies



Quels sont les partenariats et les synergies qui apportent des réponses genrées dans le cadre de la GRA?

Partenariats et synergies qui aident à réaliser une intégration efficace du genre dans la GRA et, éventuellement, une GRA qui analyse les besoins spécifiques selon les genres.



Pourquoi développer des partenariats et des synergies qui apportent des réponses genrées dans le cadre de la GRA?

- La facilitation d'une approche holistique de la GRA matérialise les synergies et les partenariats entre les différents niveaux de parties prenantes, des coopératives d'agriculteurs aux institutions internationales, qui peuvent être exploités non seulement pour intégrer le genre dans la GRA, mais aussi collaborer pour obtenir des résultats plus larges en matière d'égalité de genre.
- Des partenariats et des synergies stratégiques sont nécessaires pour adopter une méthode de travail transformatrice, qui ouvre la voie à la réduction des inégalités structurelles et, partant, à la création d'environnements favorables à l'intégration des femmes dans la GRA.
- L'autonomisation économique ne suffit pas, il faut s'attaquer aux inégalités de genre sous-jacentes. Alors que les lois et les politiques sous-jacentes régissant les pratiques d'égalité de genre, les droits fonciers des femmes, leur représentation active et leur participation à la prise de décision, ainsi que l'inclusion financière, sont des éléments essentiels pour déterminer les résultats du processus de GRA en matière de genre, le cadre réglementaire régissant les investissements agricoles peut également influencer sur ces résultats – et les partenariats avec les gouvernements sont des vecteurs essentiels pour encourager les investissements transformateurs qui intègrent le genre.



Exemples de bonnes pratiques

- African Risk Capacity Strategic Framework 2016-22
http://www.africanriskcapacity.org/wp-content/uploads/2017/01/PI_Strategic-Framework-2016-2020_20161207_EN_TA.pdf
- Inderberg, T.H. *et al.* 2015. "The future is a choice" in *Climate Change Adaptation and Development: Transforming Paradigms and Practices*. Oxford: Routledge.
<https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/604990/ml-resilience-framework-guide-120416-e.pdf;jsessionid=FAA231E040159B44D172289BCCFF7E9D?sequence=1>
- Ministère de l'agriculture du Sénégal: le point focal Genre et le point focal GRA sont la même personne – par ailleurs, il existe un comité interministériel sur le genre.
- Kit Boîte à outils du PAM sur les questions de genre - Orientations pour l'analyse des parties prenantes.
<https://docs.wfp.org/api/documents/02cb728b1dab4c5f98a747afa7c17ce5/download/>
- Alliance globale pour la résilience - AGIR pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. 2013b. Guide méthodologique pour les processus de dialogue national inclusifs: «Formulation des priorités nationales en matière de résilience» (NRP-AGIR). OCDE: Paris
https://www.oecd.org/site/rpca/agir/AGIR%20plaquette_EN_pagebypage.pdf

- Acosta *et al.* (“Towards gender responsive policy formulation and budgeting in the agricultural sector: Opportunities and challenges in Uganda”) de 2016 a décrit un processus d’analyse de genre au niveau politique. Un exercice similaire a été entrepris concernant l’adaptation multisectorielle au climat en République du Congo (Mouandza, 2012).
https://www.researchgate.net/publication/314134898_Towards_gender_responsive_policy_formulation_and_budgeting_in_the_agricultural_sector_Opportunities_and_challenges_in_Uganda; méthodologie pour l’innovation qui intègre le genre: <http://tools4valuechains.org/tool/link-methodology>



Intégration basique du genre – Comment faire?

C’est un travail assidu à développer sur le long terme puisqu’aucune référence de base n’existe.



Intégration du genre en profondeur – Comment faire?

32. Entreprendre un exercice de «cartographie des parties prenantes» partenaires de la PARM (mondiales, régionales, nationales et locales), leur pertinence au niveau du genre dans la GRA, la manière dont leur travail est lié, qui a le plus d’influence, qui est le plus susceptible de collaborer à long terme, quels partenaires sont actuellement absents du réseau, etc.
33. Participer aux réseaux Genre locaux (au niveau national) dans le cadre de la GRA et renforcer leurs capacités.
34. Identifier les pays qui accordent la priorité à l’égalité de genre dans le développement et plaident pour des synergies gagnantes pour tous entre l’égalité de genre et la GRA (synchroniser les propositions de GRA avec la planification et la budgétisation gouvernementales).
35. Tirer parti, approfondir, façonner et développer les partenariats cartographiés afin de faire progresser l’apprentissage, l’action et la réflexion qui intègrent le genre à tous les niveaux du cycle de la PARM. Saisissez les opportunités à toutes les étapes du cycle de GRA et du processus PARM pour poursuivre la discussion sur les avantages d’une gouvernance genrée.
36. Encourager la création de comités et de groupes de travail intersectoriels et interministériels sur le genre ou, s’ils existent déjà, s’engager dans ce type d’organes.
37. Voir la note de l’atelier “Comment faire?”, en tant que partenaires invités aux événements, devraient également travailler dans des organisations qui promeuvent l’égalité de genre.



Outils

- **Outil J** (en annexe): Liste de contrôle pour la cartographie des principales parties prenantes sur le genre dans le cadre de la GRA

Outils suggérés – non présentés en annexe – à concevoir/développer/trouver par le praticien:

- Une note sur un exemple de bonne pratique au Sénégal cité dans cette étude pour motiver la création de comités.

4.4. Suivi et évaluation

Suivi et évaluation



Qu'est-ce qu'un suivi et une évaluation qui répondent aux questions de genre dans le cadre de la GRA?

Il s'agit du suivi d'une stratégie de GRA, consistant à évaluer régulièrement les outils de mesure des résultats des recherches et des impacts sur le genre, et impacts immédiats et à plus long terme, afin de déterminer si l'intervention a permis de renforcer les capacités des agriculteurs en matière de GRA de manière stratégique et inclusive.



Pourquoi mettre en place un suivi et une évaluation qui répondent aux questions de genre dans le cadre de la GRA?

Les efforts de suivi devraient permettre d'évaluer si les stratégies de gestion des risques d'action répondent correctement aux priorités des femmes et des hommes et ont un impact positif sur eux.



Exemples de bonnes pratiques

- Guide du PAM sur le suivi et l'évaluation du genre: liste de contrôle du plan de suivi intégrant le genre <https://docs.wfp.org/api/documents/660925b4f7c04d5f9e9c226952b6358b/download>



Intégration basique du genre – Comment faire?

- Des indicateurs de genre et valeurs de référence devraient être fournis pour la gestion des résultats, à partir du niveau d'évaluation des risques – définissant les indicateurs, le calendrier et qui est chargé de la collecte des données par les partenaires, en particulier les SADD sur l'efficacité des outils en fonction des groupes.
- Procéder à la collecte de données et détermination des faits de manière inclusive, équilibrée et participative – discuter avec les parties prenantes masculines et féminines concernées des moyens les plus utiles de communiquer les résultats du suivi et de l'évaluation.



Outils

- **Outil K** (en annexe): liste de contrôle du suivi et de l'évaluation intégrant le genre dans la GRA. Potentiellement, tous les outils des chapitres i et ii peuvent également être utilisés pour le suivi et l'évaluation.



Intégration du genre en profondeur – Comment faire?

38. Sensibiliser les parties prenantes au suivi des données et des résultats concernant le genre.
39. Les apprentissages peuvent ensuite revenir à la phase iii. Réfléchir à la manière dont les conclusions de ce document peuvent être présentées aux groupes vulnérables, en particulier aux femmes.
40. Planification du suivi et de l'application des concepts de genre traité lors du renforcement des capacités.
41. Évaluer les politiques publiques générées dans la GRA pour orienter les actions du gouvernement.

Bibliographie

Acharya, M. et Ghimire, P. 2005. "Gender Indicators of Equality, Inclusion and Poverty Reduction: Measuring Programme/Project Effectiveness" In *Economic and Political Weekly* Vol. 40, n° 44/45, pp. 4719-4728.

Acosta *et al.* 2016. *Towards gender responsive policy formulation and budgeting in the agricultural sector: Opportunities and challenges in Uganda*. CGIAR: Montpellier.

ActionAid et le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni. 2011. *What works for Women?* ActionAid: Londres.

African Risk Capacity. *African Risk Capacity Strategic Framework 2016-2020*.

Banque mondiale *et al.* 2009. *Gender in agriculture sourcebook*. FAO, FIDA. Banque mondiale: Washington DC.

Banque mondiale et ONE Campaign. 2014. *Levelling the field. Improving opportunities for women farmers in Africa*. 2014. Banque mondiale: Washington.

Banque mondiale. 2016. *Agriculture Sector Risk Assessment: methodological guidance for practitioners*. Banque mondiale: Washington.

Banque mondiale. 2017a. *Gender and Agricultural Risk. A Gender Approach to Agricultural Risk Assessments and Management Strategies*. Banque mondiale: Washington DC.

Banque mondiale. 2017b. *Sahel Adaptive Social Protection Program. Annual Report 2017*. Banque mondiale: Washington DC.

Béné, C. 2012. *Social protection and resilience to climate and disaster. IDS Programme Briefing*. Institute for Development Studies, Brighton, Royaume-Uni.

Blanes, N. 2018. *Gender and Agricultural Risk Management Presentation in Ethiopia*. PARM: Rome.

Bouchama, N. *et al.* 2018. "Gender Inequality in West African Social Institutions" in *West African Papers* n° 13. OCDE: Paris.

Buehren, N. *et al.* 2017. *The impact of Strengthening Agricultural Extension Services. Evidence from Ethiopia*. Banque mondiale: Washington DC.

Braimoh, A. *et al.* 2018. *Increasing Agricultural Resilience through Better Risk Management in Zambia*. Banque mondiale: Washington.

Brock, C. *et al.* 1997. *Factors affecting Female Participation in Education in Seven Developing countries*. Department of international Development: Londres, Royaume-Uni.

PDDAA. 2016. *Guidelines: CAADP Country Implementation under the Malabo Declaration*.

Cap-Net, International Network for Capacity Building in Integrated Water Resource Management. 2014. *Why Gender Matters in IWRM*.

Chan, MK. 2010. *Improving Opportunities for Women in Smallholder-based Supply Chains. Business case and practical guidance for international food companies*. Fondation Bill et Melinda Gates: Washington.

Chan, MK. et Mbogoh, A. 2016. *Strengthening women's voices in the context of agricultural investments: Lessons from Kenya*. IIED/KLA: Londres/Nakuru.

- Chanamoto, N. J.C. *et al.* 2015. "Gender equality, resilience to climate change, and the design of livestock projects for rural livelihoods" in *Gender & Development* Vol. 23, n° 3, pp. 515-530.
- Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). 2016. *Link Methodology. Gender Responsive Manual 2016*. CIAT: Cali.
- CIAT. 2018a. *Unpacking Intra-Household Decision-Making on Smallholder Farms in Colombia and Nicaragua to Foster Climate Change Adaptation*. CIAT: Cali.
- CIAT. 2018b. *Gender Gaps in Food Crop Production and Adaptation to Climate-Smart Technologies: The Case of Western Highlands of Cameroon*. CIAT: Cali.
- D'Alessandro, S. *et al.* 2015. *Senegal. Agricultural Sector Risk Assessment*. World Group Report Number 96296-SN. Banque mondiale: Washington.
- DFID. 2009. *Gender and Social Exclusion Analysis. How-to Note*.
- Doss, C.R. 2002. "Men's Crops? Women's Crops? The Gender Patterns of Cropping in Ghana" in *World Development* Vol. 30, n° 11, pp. 1987-2000.
- Doss, C.R. *et al.* 2015. *Shocks, Assets and Social protection: A gendered analysis of Ecuador, Ghana and Karnataka, India*. ONU Femmes: New York.
- El Rhomri, I. 2015. *Vers l'intégration de l'approche genre dans la prévention et la gestion de l'insécurité alimentaire: Analyse critique du cadre d'analyse HEA/AEM*. Oxfam.
- FAO. 2001. *Socio-Economic and Gender Analysis Programme (SEAGA)*. FAO: Rome.
- FAO. 2013. *La situation mondiale de l'agriculture. Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*. FAO: Rome.
- FAO. 2015. *Gender and farming systems, Lessons from Nicaragua*. FAO: Rome.
- FAO. 2016a. *Developing gender-sensitive value chains: A guiding framework*. FAO: Rome.
- FAO. 2016b. *Gender-responsive disaster risk reduction in the agriculture sector, Guidance for policy-makers and practitioners*. FAO: Rome.
- FAO. 2018. *Guidance note on gender-sensitive vulnerability assessments in agriculture*. FAO: Rome.
- FAO et CEDEAO. 2018. "Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural" in *Série des évaluations genre des pays*. CEDEAO: Bamako.
- FIDA. 2009. *Gender and rural microfinance: Reaching and empowering women*. FIDA: Rome.
- FIDA. 2018. *How to do design of gender transformative smallholder agriculture adaptation programmes*. FIDA: Rome.
- Garcia, Z. 2006. *Agriculture, trade negotiations and gender*. FAO: Rome.
- Giertz, A. *et al.* 2015. *Malawi Agricultural Sector Risk Assessment*. Banque mondiale: Washington DC.
- Garcia, Z. 2006. *Agriculture, trade negotiations and gender*. FAO: Rome.
- Gnisci, D. 2016. "Women's Roles in the West African Food System: Implications and Prospects for Food Security and Resilience" in *West African Papers*, n° 03. OCDE: Paris.
- Greatrex H. *et al.* 2015. *Scaling up index insurance for smallholder farmers: Recent evidence and insights*. CCAFS Report n° 14 Copenhagen: CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS).

- Hart, T. et Aliber, M. 2010. "The need for an engendered approach to agricultural technology" in Empowering Women for Gender Equity, n° 84, pp. 75-90.
- Holzmann, P. *et al.* 2008. The Household Economy Approach. A guide for programme planners and policy-makers, Save the Children et FEG Consulting.
- International Food policy research Institute (IFPRI) *et al.* 2012. Women's Empowerment in Agriculture Index.
- IFPRI et International livestock research Institute (ILRI). 2013. GAAP, Gender, Agriculture, & Assets Project.
- IFPRI et FAO. 2014. Gender in Agriculture. Closing the knowledge Gap. FAO: Rome.
- Inderberg, T.H. *et al.* 2015. "The future is a choice" in Climate Change Adaptation and Development: Transforming Paradigms and Practices. Oxford: Routledge.
- Centre international de recherche sur les femmes (ICRM). 2012. Capturing the Gender Effect. Guidance for Gender Measurement in Agriculture Programs. ICRW: Washington.
- Jaffee, S. *et al.* 2008. Rapid Agricultural Supply Chain Risk Assessment: A Conceptual Framework and Guidelines for Application. Volume 1. Commodity Risk Management Group, Agriculture and Rural Development department. Banque mondiale: Washington DC.
- Jaffee, S. *et al.* 2008. Rapid Agricultural Supply Chain Risk Assessment: Methodological Guidelines. Volume 2. Commodity Risk Management Group, Agriculture and Rural Development Department. Banque mondiale: Washington DC.
- Jost, C. *et al.* 2015. "Understanding gender dimension of agriculture and climate change in smallholder farming communities" in Climate and Development.
- Kiptot, G. *et al.* 2014. "Gender, agroforestry and food security in Africa" in Current Opinion in Environmental Sustainability Vol. 6, No. 140, pp. 104-109.
- Kondylis, F. *et al.* 2014. Policy experiment in Mozambique highlights importance of gender in dissemination of sustainable land management techniques (MozSSP Working Paper 7). IFPRI.
- KIT, Agri-ProFocus et IIRR. 2012. Challenging chains to change: Gender equity in agricultural value chain development. KIT Publishers, Royal Tropical Institute: Amsterdam.
- Kumar, N. et Quisumbing, A.R. 2012. Policy reform toward gender equality in Ethiopia: Little by little the egg begins to walk. IFPRI: Washington, D.C.
- La Masson, V. *et al.* 2015. Gender and Resilience. BRACED: Londres.
- Larson, A. M. *et al.* 2016. Forest use in Nicaragua: Results of a survey on gendered forest use, benefits and participation. Center de recherche forestière internationale.
- Magigi, W. 2014. "Gender Consideration in Sustainable Land Management Project Activities on the Highlands of Kilimanjaro Region: Lessons and Future Outlook" in Open Journal of Soil Science, Vol. 4, pp. 185-205.
- Madajewicz, M. *et al.* 2017. Managing Risks in Smallholder Agriculture. The impacts of R4 on livelihoods in Tigray, Ethiopia from 2012 to 2017. WFP and Oxfam: Londres.
- Manyire, H. et Apekey A.D. 2013. Mainstreaming gender equality in African agricultural research and development: A study of constraints and opportunities. FARA: Accra.
- Martinez Sola, M.L. *et al.* 2018. Mainstreaming gender equality to improve infrastructure development impact. Private Infrastructure Development Group.

- Mehra, R. *et al.* 2008. Women, Food security and Agriculture in a Global Market place. Centre international de recherche sur les femmes: Washington DC.
- Ministry of Gender and Development, Government of Liberia and PREM Gender and Development Group, Banque mondiale. 2010. Gender-Aware Programs and Women's Roles in Agricultural Value Chains in Liberia. Banque mondiale: Washington.
- Mottram, A. *et al.* 2017. Resilience Design in Smallholder Farming Systems: A Practical Approach to Strengthening Farmer Resilience to Shocks and Stresses. The TOPS Program and Mercy Corps: Washington DC.
- Nelson, V. *et al.* 2002. "Uncertain Prediction, Invisible Impacts and the Need to Mainstream Gender in Climate Change Adaptations" in Gender and Development, Vol. 10, n° 2, pp. 51-59.
- Nelson, V. *et al.* 2015. Empowering dryland women: capturing opportunities in land rights, governance and resilience. A synthesis of thematic papers from the series 'Women's empowerment in the drylands'. Natural Resources Institute, University of Greenwich, Chatham, Royaume-Uni.
- Nijbroek, R. *et al.* 2008. What women and men want: Considering gender for successful, sustainable land management programs. Global landscape forum.
- Nyasimi, M. et Huyer, S. 2017. "Closing the gender gap in agriculture under climate change" in Agriculture for Development Vol. 30, pp. 37-40.
- OCDE. 2013. Global Alliance for Resilience, AGIR Sahel and West Africa: Regional Roadmap. OCDE: Paris.
- OCDE. 2017. Social network analysis and cross-border co-operation in West Africa. OCDE: Paris.
- ONU Femmes. 2012. Gender-Responsive Early Warning: Overview and How-to Guide. ONU Femmes: New York.
- Oxfam. 2017. Gender Justice in Resilience. Enabling the full performance of the system. Oxfam: Oxford.
- PAM et Oxfam. 2016. Impact evaluation of the R4 rural resilience initiative in Senegal. PAM et Oxfam: Dakar.
- PARM. 2014. Terms of Reference for Agricultural Risk Assessment. Working paper #1. PARM: Rome.
- PARM 2015. Information Systems for Agricultural Risk Management in Uganda. Working Paper #2. PARM: Rome.
- PARM. 2016a. Termes de référence pour d'évaluation des risques agricoles: Focus sur l'accès petits producteurs services financiers, marchés et à l'information. PARM: Rome.
- PARM. 2016b. Information System for Agricultural Risk Management. PARM: Rome.
- PARM. 2016c. Senegal. Agricultural Risk Assessment Study in the livestock farming and fishing sub-sectors. Executive Summary. Août 2016. PARM: Rome.
- PARM. 2017a. Annual Progress Report. PARM: Rome.
- PARM. 2017b. Mid-term Evaluation. Managing risks to improve farmers' livelihoods, PARM: Rome.
- PARM. 2017c. Liberia. Agricultural Risk Management Capacity Development Seminar (CD1), Volume 1. Main Report 20-21 avril 2017. PARM: Rome.
- PARM. 2017d. Sénégal. Étude de faisabilité sur l'usage des transferts d'argent pour gérer les risques agricoles. PARM: Rome.

- PARM. 2018a. Connecting the dots: the holistic approach to ARM as a way to contribute to the SDGs efforts. Working Paper #4. PARM: Rome.
- PARM. 2018b. Niger. Formation Régionale sur la Gestion des Risques Agricoles (GRA) au Sahel (CD2). Partie 1, Rapport Principal. Niamey 23-26 avril 2018. PARM: Rome.
- PARM. 2018c. A holistic approach to agricultural risk management for improving resilience. Working paper #5. PARM: Rome
- Pepper, A. 2016. Value Chain Development, Gender and Women's Empowerment in Ghana. PAM: Dakar.
- Peterman, A. *et al.* 2011. "Understanding the Complexities Surrounding Gender Differences in Agricultural Productivity in Nigeria and Uganda" in: The Journal of Development Studies. 47, n° 10, pp. 1482-1509.
- Petricks, H., *et al.* 2018. The Gender and Rural Advisory Services Assessment Tool. FAO.
- Platenga, D. 2004. "Gender, Identity, and Diversity: Learning from Insights Gained" in Transformative Gender Training Vol. 12, n° 1, pp. 40-46.
- PNUE. 2005. Mainstreaming Gender in Environmental Assessment and Early Warning. PNUE: Nairobi.
- Pratiwi, N.A. *et al.* 2016. Mainstreaming gender in climate change adaptation. A case study from Cirebon, Indonesia. Asian Cities Climate Resilience Working Paper Series 39.
- Rubin, D. 2012. USAID/East Africa Gender Assessment for Agriculture and Climate Change. USAID: Washington.
- Samandari, A.M. 2017. Gender-responsive Land Degradation Neutrality. Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification: New York.
- Sexsmith, K. 2017. How to Improve Gender Equality in Agriculture. IISD: Genève.
- Sustainable Solutions Development Network. 2013. Achieving Gender Equality, Social Inclusion, and Human Rights for All: Challenges and Priorities for the Sustainable Development Agenda.
- Twyman, J. *et al.* 2015. "Identifying women farmers: Informal gender norms as institutional barriers to recognizing women's contributions to agriculture" in Journal of Gender, Agriculture and Food Security Vol.1, n° 2, pp. 1-17.
- UNISDR, *et al.* 2009. Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive Policy and Practical Guidelines. UNISDR, PNUD et IUC: Genève.
- UNISDR. 2015. Women's Leadership in Risk-Resilient Development – Good Practices and Lessons Learned. UNISDR: Bangkok.
- USAID. 2010. A guide to integrating gender into agricultural value chains. USAID: Washington DC.
- Villamor, G. 2014. "Gender differences in land-use decisions: shaping multifunctional landscapes? In Current Opinion" in Environmental Sustainability Vol.6, No. 47, pp. 128-133.
- Walther, O. 2015. "Social Network Analysis and Informal Trade" in Department of Border Region Studies, Working Paper No. 01/15, University of Southern Denmark.
- Zwanck Lwambo, D. et Renk, S. 2018. Reviewing the Linkages between Gender, Market Assessments and Market-based interventions. CALP.




PARM
PLATFORM FOR
AGRICULTURAL RISK
MANAGEMENT

Annexes

A.1. Matrice d'analyse

A.2. Questionnaire pour les entretiens avec les informateurs clés

A.3. Outils

A.1. Matrice d'analyse

La matrice ci-dessous a été utilisée pour guider le processus d'analyse des données issues de l'analyse documentaire et des entretiens avec les informateurs clés. Elle permet d'identifier et de justifier simultanément les bonnes pratiques et les solutions.

La colonne de gauche du tableau de la page 9 ci-dessous présente les différentes étapes du processus PARM. La colonne du haut répertorie la logique d'analyse pour chaque domaine, en soulignant **(a)** les raisons (le "pourquoi") de l'intégration du genre, **(b)** les facteurs favorables, **(c)** les facteurs défavorables à cette intégration et **(d)** les étapes ou mesures nécessaires (le "comment").

Chaque étape du cycle de la GRA doit se référer au genre et prendre en compte les contraintes de genre, l'inclusion sociale et la résilience.

I. Évaluation et hiérarchisation des risques qui intègrent le genre. Étape du processus PARM: Étude d'évaluation des risques				
a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre	e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)
<p>La GRA n'est pas neutre en matière de genre, les agriculteurs ne constituent pas un groupe homogène. Les contraintes de genre ont un impact et limitent la capacité des petits exploitants hommes et femmes à gérer les risques.</p> <p>Une analyse de genre dans le cadre de la hiérarchisation des risques agricoles conduira à adopter des stratégies de GRA adaptées aux besoins particuliers selon le genre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Ressource existante sur l'évaluation des risques qui intègre le genre (Banque mondiale, 2017) offrant une réflexion utile, de meilleures pratiques et des outils. Disponibilité de l'auteur pour aider la PARM à intégrer les questions de genre. Nombreux cadres et directives pour les évaluations connexes (vulnérabilités de genre au niveau de la production, des marchés/chaînes d'approvisionnement, impact de la politique macro-économique et des risques liés aux besoins particuliers des femmes, à la gestion des risques de catastrophes, tenant compte du genre, etc., dont beaucoup sont mis en évidence dans la présente étude). 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de SADD et statistiques générées au niveau gouvernemental. Langage et perspective ignorant globalement le genre dans la littérature nationale. Complexité à identifier une unité d'analyse appropriée. Exclusion des groupes vulnérables dans le processus d'évaluation 	<ol style="list-style-type: none"> Identifier les chaînes d'approvisionnement pour les cultures de rapport et les cultures vivrières. Identifier les chaînes d'approvisionnement à participation élevée d'hommes et celles à forte participation de femmes. Utiliser les rapports de recensement sur la population, la pauvreté et le logement pour obtenir des informations sur le genre, comme cela a été fait pour le Malawi (Giertz <i>et al.</i>, 2015). Effectuer les analyses quantitatives de ces chaînes d'approvisionnement en fonction de l'intensité et de la fréquence des événements, comme le fait habituellement la PARM. Idéalement, l'évaluation des risques devrait s'étendre à d'autres domaines que la valeur monétaire, les pertes de revenus et la ventilation par sexe, en utilisant également des méthodes de collecte de données plus qualitatives et participatives, telles que des groupes de discussion, des entretiens semi-structurés avec diverses parties prenantes précédemment identifiées afin de collecter plus d'informations, qui ne sont généralement pas disponibles, comme le temps passé à aller chercher de l'eau, les calendriers saisonniers, l'accès au financement ou les niveaux de sécurité alimentaire – il peut s'agir d'impacts de risques difficilement quantifiables, mais qui doivent néanmoins être considérés. En évaluant la capacité de gestion des parties prenantes, incorporer une analyse de vulnérabilité. Les parties prenantes ayant une plus faible capacité de gestion seront considérées comme prioritaires pour les politiques et les interventions. De même que les groupes vulnérables en fonction du contexte: emplacement géographique (zones arides), situation d'insécurité alimentaire, accès différencié selon le genre aux ressources (terre, technologie, information, etc.), ménages pratiquant l'agriculture de subsistance, etc. Mettre en avant explicitement les questions de genre dans cette analyse; identifier les contraintes contextuelles globales (manque d'accès aux transports; éducation, information, financement...) et des opportunités (existence d'une société civile forte, intégration élevée de la chaîne de valeur pour certains groupes). 	<ul style="list-style-type: none"> Banque mondiale. 2017. <i>Gender and agricultural risk. A gender approach to agricultural risk assessments and management strategies</i>. C'est la seule ressource spécifiquement consacrée au genre dans l'évaluation des risques agricoles, avec de nombreuses indications utiles. Centre international de recherche sur les femmes (ICRW). 2012. <i>Capturing the Gender Effect. Guidance for Gender Measurement in Agriculture Programs</i>. L'ICRW fait une présentation très utile des domaines, indicateurs et variables pour mieux appréhender le genre dans les chaînes d'approvisionnement agricoles et les programmes connexes (2012, p. 4). Cadre de la chaîne de valeur de la FAO (2016) pour la conceptualisation de l'unité d'analyse – approche à plusieurs niveaux qui identifie les contraintes de genre à plusieurs niveaux pertinents (dans la GRA, cela peut être au niveau individuel, du système de production familiale, de la communauté). FAO. 2018. <i>Guidance note on gender-sensitive vulnerability assessments in agriculture</i>. Bien qu'elles doivent être mises en œuvre dans le cadre de la GRA, les orientations de la FAO concernant l'évaluation de la vulnérabilité de 2018 explorent les principales contraintes auxquelles sont confrontés les agriculteurs et agricultrices du secteur. Utiliser les profils de pays du secteur de l'agriculture de la FAO, si disponibles (ex.: FAO et CEDEAO, 2018 – Mali) Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (IFPRI <i>et al.</i> 2012) pour les domaines et les indicateurs. Une évaluation des risques réalisée au Malawi (Giertz <i>et al.</i>, 2015) a utilisé le rapport sur les objectifs de développement pour le Millénaire, le rapport sur le recensement de la population et le logement et le rapport sur l'évaluation de la pauvreté et de la vulnérabilité au Malawi, afin d'obtenir des informations sur les problèmes liés au genre.

I. Évaluation et hiérarchisation des risques qui intègrent le genre. Étape du processus PARM: Atelier national des parties prenantes				
a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre	e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)
<ul style="list-style-type: none"> • L'information et les visions sur le genre dans la GRA sont souvent inexistantes. • L'Atelier lui-même doit être utilisé pour créer un précédent spécifique au contexte en réunissant des acteurs qui disposent d'informations et/ou d'une vision sur le genre dans l'agriculture. • Il est essentiel que les décideurs comprennent comment les agriculteurs et agricultrices vivent et s'adaptent au changement climatique pour repenser ou formuler de nouvelles politiques soutenant la production alimentaire par les femmes et les hommes, réduisant ainsi l'insécurité alimentaire dans le pays (CIAT, 2018b). 	<p>L'atelier offre la possibilité d'inclure dans le processus un large éventail d'acteurs pouvant fournir des données, des informations et une perspective précieuses au processus d'évaluation et aider à hiérarchiser les risques en fonction du contexte local.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Statu quo – pas assez d'efforts déployés pour penser au-delà du secteur agricole et des acteurs types consultés lors d'ateliers au niveau national. • Obstacles linguistiques. • Contraintes de temps et de ressources. 	<p>7. Convier les représentants des Ministères responsables de la jeunesse, de l'égalité de genre et des sujets connexes à l'atelier des parties prenantes, ainsi que dans les associations, les coopératives et les fédérations de femmes.</p> <p>8. Inclure les chercheurs qui travaillent sur le lien entre l'agriculture et le genre.</p> <p>9. Faire du genre un thème transversal de l'atelier (par ex., en créant des groupes de travail qui ciblent le sujet ou en posant des questions en rapport au genre aux participants).</p>	<p>Si le temps et les ressources le permettent, il peut être utile d'organiser deux ateliers distincts: un premier atelier, destiné aux agriculteurs, où ils pourront discuter en profondeur des liens entre risque agricole et genre (par ex. dans les langues locales, en utilisant des outils de facilitation de l'inclusion et du genre, etc.) Les résultats seront ensuite utilisés lors de l'atelier organisé au niveau national, les participants du premier atelier présentant les résultats.</p>

II. Identification et hiérarchisation des outils. Étape du processus PARM: **identification des outils et des études de faisabilité**

a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre	e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)
<ul style="list-style-type: none"> Les personnes gèrent le risque de différentes manières, en fonction des contraintes de genre et capacités. Les outils doivent s'adapter au contexte, comme au genre afin que la GRA apporte des solutions adaptées aux besoins, rôles et responsabilités spécifiques des hommes, femmes, garçons et filles qui sont des petits exploitants. 	<ul style="list-style-type: none"> L'approche holistique de la PARM permet la mise en place d'un processus intégré susceptible d'atteindre les impacts souhaités. Si l'analyse faisant référence au genre a été réalisée à l'étape de l'évaluation du risque, elle peut servir à identifier des outils pour les stratégies de gestion des droits d'accès inclusifs, différenciés selon le genre, pertinents et efficaces. Vaste base de données sur l'intégration du genre dans certains outils utilisables dans le cadre de la GRA (technologies et fourniture de services agricoles, crédit, envois de fonds et assurances, protection sociale, gestion de la chaîne d'approvisionnement, systèmes d'alerte précoce, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de SADD et statistiques sur le genre au niveau gouvernemental. Langage et visions ignorent globalement le genre. Complexité de l'identification d'une unité d'analyse appropriée. Exclusion des groupes vulnérables dans le processus d'identification des outils. Manque d'éléments probants et d'exemples concrets d'intégration de la dimension genre dans des outils (par ex., entreposage, systèmes d'information). 	<p>10. Réaliser une analyse genre rapide pour chaque outil en utilisant deux questions directrices:</p> <p>a) Est-ce que tout le monde peut disposer de cet outil et l'utiliser de la même manière, et si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?</p> <p>b) Comment cet outil peut-il être adapté/complété pour garantir un accès, une utilisation, la propriété et des avantages maximaux aux petits exploitants et exploitantes agricoles?</p> <p>11. Choisir une approche qui intègre bon nombre des étapes décrites pour les évaluations des risques, notamment la collecte de données ventilées par sexe, la prise en compte des termes de référence, etc. (chapitre I, étapes 1 à 7, ciblant un outil spécifique).</p> <p>12. Définir des indicateurs clairs, tenant compte du genre pour mesurer les résultats de chaque outil individuel.</p> <p>13. Donner la priorité aux stratégies de gestion des risques basées sur la communauté (à moins que l'unité d'analyse et d'action la plus appropriée se révèle être à un autre niveau).</p> <p>14. Cartographier les informateurs clés (acteurs pouvant offrir des informations et/ou points de vue genre liés aux outils proposés) et organiser des entretiens avec informateurs clés et des groupes de discussion.</p> <p>15. Veiller à ce que les rapports et les études sur les outils intègrent le genre de manière transversale, la capacité différenciée selon le genre à gérer/s'adapter aux risques, et fassent des recommandations concrètes pour que les outils répondent aux besoins particuliers déterminés par le genre.</p> <p>16. Élaborer des arguments solides et faire des propositions concrètes pour favoriser les recherches/études/propositions qui intègrent le genre en commandant des études contextuelles et génériques sur certains outils.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les investissements dans les processus de réduction des risques basés sur la communauté sont des mesures cruciales pour exploiter les capacités et les actifs qui peuvent le mieux absorber les chocs et le stress. L'approche du PDAAA de planification basée sur des éléments probants et des processus de planification inclusifs pour stimuler une croissance agricole équitable (Braimah, 2018; PDDAA, 2016). Le FIDA (2009) fournit des orientations détaillées sur la manière d'analyser et d'intégrer la prise en compte du genre dans les outils de microfinance axés sur la pauvreté, y compris un examen des envois de fonds. Utiliser cette ressource pour concevoir des orientations plus générales sur la conception des outils (au-delà de la microfinance), complètes et flexibles en fonction des besoins contextuels. FAO. 2001. Socio-Economic and Gender Analysis Programme (SEAGA).

II. Identification et hiérarchisation des outils. Étape du processus PARM: Atelier de haut niveau sur la diffusion des politiques			
a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre
<p>L'intégration du genre nécessite une démarche qui va du haut vers le bas: c'est au niveau du leadership institutionnel d'agir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> La PARM a pour principal impact d'influencer les politiques. Une occasion de sensibiliser et de créer un intérêt pour le genre. 	<ul style="list-style-type: none"> Les acteurs de haut niveau ne sont pas sensibilisés, manquent souvent de connaissances et ne sont pas responsabilisés en ce qui concerne les contraintes de genre, les approches non centrées sur les femmes qui favorisent l'inclusion sociale plus large, la pertinence des problèmes de genre dans l'agriculture, en particulier dans la gestion des risques et solutions concrètes. Absence de recherche, de politiques et de programmes agricoles tenant compte des agricultrices et de leurs différents besoins. Manque de fonds dédiés, fluctuations des financements pour réduire les contraintes de genre en matière de résilience et de gestion des risques. Cloisonnement entre les différents ministères sectoriels et autres acteurs. 	<p>e) Exemples de bonnes pratiques (Idées et points d'entrée liés à cette étape)</p> <p>17. Présenter les principaux arguments, faits et statistiques sur les défis et les solutions, élaborer un argument convaincant pour amener le gouvernement à souscrire à l'importance de la GRA et de ses outils qui intègrent le genre.</p> <p>18. Il faudrait aussi évoquer l'importance de lier les solutions de GRA (outils d'investissement) aux programmes de protection sociale et filets de sécurité, ainsi qu'aux régimes d'assurance, à l'accès au financement et à l'information, etc.</p> <p>19. Chercher à inviter autant d'acteurs de haut niveau qui travaillent sur le genre que possible, tels que les points de contact genre des ministères concernés, ministères de l'égalité de genre, de la jeunesse, etc., pour encourager les synergies.</p>

III. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques. Étape du processus PARM: Apprentissage et gestion des connaissances			
a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre
<p>Grâce à l'apprentissage et à la gestion des connaissances, la GRA peut être améliorée en permanence.</p> <p>L'intégration de thèmes transversaux tels que le genre dépend des efforts consacrés à ce niveau pour identifier et exploiter les connaissances existantes (enseignements tirés des projets pilotes par exemple). Le genre est encore souvent mal compris ou évoqué après coup, ce qui conduit à son intégration insuffisante dans les politiques et les programmes.</p> <p>Le dialogue et le plaidoyer sont essentiels pour promouvoir «le programme genre» dans le cadre de la GRA.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources existantes dans les domaines liés à l'agriculture. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de littérature traitant explicitement du lien entre genre et GRA • Les connaissances contextuelles manquent – besoin d'une approche critique pour savoir si les acquis de l'apprentissage et des connaissances sont reproductibles et transférables. • Manque actuel de consultants multilingues possédant une vaste expertise dans les deux domaines (GRA et genre). 	<p>e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le n° 22: Le 'Cash Playbook' interne du PAM, un guide destiné au personnel du PAM pour la communication sur les virements en espèces, intégrant la liste des critères utilisés dans le chapitre 2.3, peut donner des orientations utiles et être adapté à la GRA. • Initiative R4 sur la résilience rurale – PAM (Madajewicz et al., 2017). Les impacts de R4 sur les moyens de subsistance à Tigray, en Éthiopie, de 2012 à 2017. • Jeans, H. 2016. <i>The future is a choice: the Oxfam framework and guidance for resilient development</i>. Oxfam: Londres.
			<p>20. Veiller à ce que le genre soit intégré de manière transversale dans tous les termes de référence, rapports, études, etc.</p> <p>21. Rechercher, assurer un suivi et diffuser en permanence les bonnes pratiques en matière d'intégration du genre dans les domaines connexes afin d'appuyer les travaux de la PARM.</p> <p>22. Encourager la génération, mais aussi la diffusion d'informations et de connaissances sur la GRA qui intègrent le genre.</p> <p>23. S'engager de manière continue avec les partenaires sur les activités de GRA qui intègrent le genre et créer de nouveaux partenariats pour générer de nouvelles connaissances pertinentes sur le sujet.</p> <p>24. Engager un dialogue susceptible d'engendrer des collaborations créatives et innovantes et une pensée originale.</p>

III. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques. Étape du processus PARM: Renforcement des capacités				
a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre	e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)
<p>Lorsqu'on leur a demandé quel serait le principal obstacle à l'intégration du genre dans la GRA, presque tous les informateurs clés ont souligné le manque de connaissances et d'informations sur le sujet, largement répandu dans l'ensemble du secteur agricole. Le genre est souvent mal compris, bien que des formations pourraient contribuer à résoudre ce problème.</p> <p>Les services de vulgarisation qui ignorent le genre limitent la capacité du système à satisfaire aux besoins des agriculteurs et à y répondre. La prestation de services de vulgarisation intégrant le genre est donc un outil de GRA genrée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le renforcement des capacités ne vise pas seulement les fonctionnaires chargés des projets, mais également les dirigeants et directeurs, et les fonctionnaires, ainsi que les services de vulgarisation. Il offre donc une autre opportunité centrale pour accroître la sensibilisation, la connaissance et la responsabilisation en matière de GRA qui intègre le genre. L'intérêt accru pour la GRA et le genre alors que les deux domaines thématiques gagnent du terrain (par ex. avec l'OCDE, la capacité de risque africaine, le NEPAD, la Banque mondiale) 	<ul style="list-style-type: none"> Le RC conduit par la PARM peut dispenser une formation au niveau universitaire et non au niveau des agents de vulgarisation. Cependant, les services de vulgarisation du monde entier doivent être révisés pour intégrer le genre. Dans les pays en développement, la plupart des participants aux formations sont des hommes (que ce soit au niveau universitaire ou des exploitants agricoles/vulgarisateurs) ce qui constitue un véritable défi; il peut y avoir un problème d'identité culturelle si le formateur est un étranger blanc et/ou est une femme. Les organisations partenaires qui dispensent des formations dans les villages ou les exploitations ont besoin d'informations sur les formations qui intègrent le genre. 	<p>25. Intégrer le genre transversalement dans les évaluations des besoins en RC.</p> <p>26. Faire que les outils de formation existants intègrent le genre.</p> <p>27. Renforcer l'intégration du genre dans la formation opérationnelle – les femmes et les groupes vulnérables (selon le contexte) doivent être correctement intégrés en tant que contributeurs, formateurs, participants, etc.</p> <p>28. Développer du matériel de formation GRA genré, adapté au public cible de la PARM, à partir des discussions qui ont eu lieu dans tous les pays avec des informateurs et des communautés clés, prenant en compte les meilleures pratiques, études de cas et enseignements tirés.</p> <p>29. Encourager la création de communautés de pratique informelles (groupes d'acteurs multipartites et multisectionnels intéressés ou pro-genre dans agriculture et en particulier dans la GRA).</p> <p>30. Aider les ministères partenaires à conceptualiser des plans de renforcement des capacités tenant compte du genre.</p> <p>31. Élaborer des recommandations pour les services de vulgarisation au niveau des villages et des exploitations. Par exemple, il est préférable que les formateurs travaillent en tandem ou en équipes qui soient représentatives des différentes régions et qui soient composées de femmes et d'hommes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Petrics, H., et al. 2018. <i>The Gender and Rural Advisory Services Assessment Tool</i>. FAO. Buehren, N. et al. 2017. <i>The Impact of Strengthening Agricultural Extension Services. Evidence from Ethiopia</i>. Banque mondiale: Washington DC. PARM. 2017c. Liberia. <i>Agricultural Risk Management Capacity Development Seminar (CD1)</i>, Volume 1. Main Report 20-21 avril 2017. PARM: Rome. Manuel du CD2 2018. Tous les quatre modules ou seulement les modules 1 et 2 avec les chapitres sur l'égalité de genre ou les conditions spécifiques des femmes. Plateraga, D. 2004. "Gender, Identity, and Diversity: Learning from Insights Gained" in <i>Transformative Gender Training</i> Vol. 12, n° 1, pp. 40-46. Fournit une méthodologie de formation pour l'inclusion sociale.

III. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques. Étape du processus PARM: **Partenariats stratégiques et synergies**

a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre	e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)
<ul style="list-style-type: none"> • Si l'intégration du genre peut être considérée comme un outil pour accroître l'efficacité, l'efficience et la qualité des programmes, elle doit également être vue comme une fin en soi, car elle a le potentiel d'augmenter les droits en matière d'égalité et d'équité. • L'autonomisation économique ne suffit pas, il faut s'attaquer aux inégalités de genre sous-jacentes. • Des partenariats et des synergies stratégiques sont nécessaires pour instaurer une manière de travailler transformatrice en matière de genre qui permette la réduction des inégalités structurelles et, partant, à la création d'environnements favorables à l'intégration des femmes dans la GRA. • Alors que les lois et politiques sous-jacentes régissant les pratiques d'égalité de genre, les droits fonciers des femmes et la représentation des femmes sont essentielles pour déterminer les résultats de GRA en matière de genre, le cadre réglementaire spécifique régissant les investissements agricoles peut également influencer ces résultats – et les partenariats avec les autorités sont des vecteurs cruciaux pour encourager les investissements qui font évoluer les questions de genre. 	<p>Dans les pays où le genre est une forte priorité de développement, les processus intégrant le genre dans le cadre de la GRA peuvent être reconnus comme étant conformes aux objectifs stratégiques de genre et contribuant à ceux-ci. La PARM peut influencer de manière positive car elle interagit régulièrement avec un large éventail de parties prenantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La PARM participe à de nombreuses conférences et événements où elle peut promouvoir une nouvelle approche genre de la GRA et engager un dialogue avec d'autres acteurs (présentation d'Itria Tedesco au second atelier international sur la modélisation des systèmes physiques, économiques et sociaux pour l'évaluation de la résilience organisée par le Commission européenne en 2017 par ex.). 	<ul style="list-style-type: none"> • La PARM a un mandat limité en matière de partenariats. • Il n'y a pas de personnel dédié à la gestion des partenariats, encore moins pour le moment, la PARM doit achever un cycle d'apprentissage sur le genre afin d'être véritablement efficace (cette étude cherche à y contribuer). • La PARM participe à de nombreuses conférences et événements où elle peut promouvoir une nouvelle approche genre de la GRA et engager un dialogue avec d'autres acteurs (présentation d'Itria Tedesco au second atelier international sur la modélisation des systèmes physiques, économiques et sociaux pour l'évaluation de la résilience organisée par le Commission européenne en 2017 par ex.). 	<p>32. Entreprendre un exercice de cartographie des parties prenantes des «alliances genre» des partenariats de la PARM (mondial, régional, national, local), leur pertinence pour la l'intégration du genre dans la GRA, comment leur travail est lié, qui sont les plus influents ou les plus susceptibles de collaborer à long terme, quels partenariats sont actuellement absents du réseau, etc.</p> <p>33. Participer et renforcer les capacités genre des réseaux locaux (au niveau des pays) dans la cadre de la GRA.</p> <p>34. Identifier les pays qui accordent la priorité au genre en matière de développement et défendre les synergies gagnantes pour tous entre genre et ARM (synchroniser les propositions de GRA avec la budgétisation et la planification du gouvernement).</p> <p>35. Tirer parti, approfondir, façonner et développer les partenariats cartographiés afin de faire progresser les apprentissages, actions et réflexions qui intègrent le genre à tous les niveaux du cycle PARM. Saisir les opportunités à toutes les étapes du cycle de GRA et du processus PARM pour maintenir le débat sur les avantages de la gouvernance qui intègre le genre.</p> <p>36. Encourager la création de comités intersectoriels et interministériels et de groupes de travail genre ou, lorsqu'ils existent déjà, s'engager avec ces types d'organes.</p> <p>37. Voir les notes de l'atelier compilées dans "Comment faire?" car les partenariats invités aux événements devraient également travailler dans des organisations qui promeuvent l'égalité de genre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Inderberg, T.H. et al. 2015. "The future is a choice" in Climate Change Adaptation and Development: Transforming Paradigms and Practices. • African Risk Capacity Strategic Framework 2016-22. • Alliance globale pour la résilience. Agir au Sahel et en Afrique de l'Ouest. 2013b. <i>Methodological Guide for Inclusive National Dialogue Processes: "Formulation of National Resilience Priorities" (NRP-AGIR)</i>. OCDE: Paris. • Outil sur le genre du PAM – Guidance on Stakeholder Analysis. • A costa et al. ("Towards gender responsive policy formulation and budgeting in the agricultural sector: Opportunities and challenges in Uganda") de 2016 décrit un processus d'analyse genrée au niveau politique. Un exercice similaire a été réalisé sur l'adaptation multisectorielle au climat en République du Congo. • Ministère de l'agriculture du Sénégal: le point focal Genre et le point focal GRA sont la même personne – il existe un comité genre interministériel. • Ministère: le point focal Genre et le point focal GRA sont la même personne – ce qui constitue le meilleur des cas!

III. Formations, gestion des connaissances, partenariat et intégration des politiques. Étape du processus PARM: Suivi de l'impact et des résultats. Faciliter la mise en œuvre du plan d'action.				
a) Justification de l'intégration du genre	b) Opportunités	c) Menaces	d) Étapes opérationnelles à mettre en œuvre	e) Exemples de bonnes pratiques (idées et points d'entrée liés à cette étape)
<p>Les efforts de suivi doivent évaluer si les stratégies de GRA répondent avec succès aux priorités des femmes et des hommes et ont un impact positif sur eux.</p> <p>Les approches de résilience aux catastrophes et de réduction des risques doivent tenir compte du genre et être intégrées aux projets de développement (ActionAid et DFID, 2011).</p>	<p>Nombreuses ressources sur le suivi et l'évaluation qui intègrent le genre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Défi: projet mis en œuvre par des partenaires au niveau local, difficile à suivre. • Absence d'indicateurs de genre à partir desquels suivre et évaluer les résultats. Lorsque les données de base (évaluation des risques agricoles, études de faisabilité, formation...) n'intègrent pas le genre, le S&E ne peut pas le faire non plus. 	<p>38. Sensibiliser les parties prenantes au suivi des données et des résultats sur le genre.</p> <p>39. Les apprentissages peuvent ensuite revenir à l'étape iii. Réfléchir à la manière dont les conclusions peuvent être présentées aux groupes vulnérables, en particulier aux femmes.</p> <p>40. Planification du suivi et de l'application des concepts de genre appris lors du renforcement des capacités.</p> <p>41. Évaluer les politiques publiques liées au genre dans le cadre la GRA pour guider les actions du gouvernement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Boîte à outils sur le genre du PAM, partie sur le S&E. • FIDA, 2018. <i>How to do design of gender transformative smallholder agriculture adaptation programmes</i>. FIDA: Rome.

A.2. Questionnaire pour les entretiens avec les informateurs clés

Étude sur l'identification de la dimension conceptuelle et opérationnelle du genre dans la gestion des risques agricoles.

Questions à poser lors de l'entretien et conseils sur la manière de faire.

Je voudrais vous poser quelques questions sur la façon dont le genre est considéré dans la GRA ou dans des domaines connexes, au sein de votre organisation ou institution, ou dans le travail d'autres personnes que vous connaissez. Vos réponses éclaireront le processus d'établissement des faits et orienteront les objectifs du document vers les besoins et les domaines d'intérêt des partenaires. Ces contributions renforceront la vision présentée dans le document sur la manière de progresser vers des systèmes de suivi de l'alerte précoce en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui intègre le genre, en s'appuyant sur les approches et initiatives existantes parmi les partenaires et les membres.

L'analyse genrée se réfère au processus d'identification des différences sociales entre et parmi les femmes et les hommes, les filles et les garçons, y compris la dynamique des relations, le pouvoir de décision, les perceptions du risque, les croyances et les valeurs, et leurs différentes circonstances de vie, en s'appuyant sur des sources qualitatives et quantitatives, évaluer comment ces impacts sur leurs vulnérabilités et leurs résultats.

Nous vous poserons neuf questions (voir questionnaire ci-joint). Vous pouvez également choisir de remplir le questionnaire et de le renvoyer à Desiree Zwanck (zwanck@gmail.com) sans passer aucun entretien. La discussion ne devrait pas prendre plus de 20 minutes. L'intervieweur notera toutes les réponses. Nous vous remercions pour le temps que vous consacrerez et pour votre contribution à ce processus. Veuillez indiquer si vous acceptez que vos réponses soient clairement rattachées ou non à votre nom et à votre organisation et donc identifiables?

1. Informations sur la personne interrogée

Prénom:

.....

Organisation/Institution:

.....

Titre/unité technique:

.....

a) Veuillez expliquer brièvement votre domaine d'expertise et votre travail?

.....

.....

.....

2. Connaissances au niveau théorique

b) Connaissez-vous la gestion des risques agricoles? Si oui, pouvez-vous en donner une brève définition?

.....

.....

.....

c) Selon vous, quel est le lien entre le genre et la GRA?

.....

.....

.....

d) Voyez-vous un lien avec d'autres politiques ou interventions visant à renforcer la résilience dans l'agriculture?

.....

.....

.....

3. Expérience, priorités et lacunes perçues

e) Avez-vous une expérience en matière de genre dans un domaine lié à l'agriculture? Quels sont les enseignements que vous pouvez tirer, par exemple sur la façon dont les risques affectent différemment les agriculteurs et les agricultrices?

.....

.....

.....

f) Connaissez-vous des travaux analytiques, des cadres ou des lignes directrices qui abordent ou expliquent:

Comment les sécheresses et autres chocs climatiques, ravageurs, maladies, changements de politique, risques liés au marché (chocs sur les chaînes d'approvisionnement, fluctuations des prix) affectent différemment les agricultrices et les agriculteurs?

.....

.....

.....

Comment les agricultrices gèrent le risque agricole différemment des agriculteurs?

.....

.....

.....

Comment lier le risque agricole à la protection sociale?

.....

.....

.....

Ou tout autre travail lié au genre et à la GRA?

.....

.....

.....

4. Actions nécessaires et proposées

g) Si vous deviez essayer d'intégrer le genre dans la GRA (par ex., l'évaluation des risques, l'identification des outils, le plaidoyer, les partenariats, l'apprentissage, etc.), comment vous y prendriez-vous? Par exemple,

par où commenceriez-vous?/quels seraient les meilleurs angles d'attaque?

.....
.....
.....

quel serait le plus grand défi?

.....
.....
.....

comment feriez-vous pour relever ce défi?

.....
.....
.....

avec qui collaboreriez-vous, quels partenaires choisiriez, qui pourrait débloquer certaines situations?

.....
.....
.....

how would you go about knowledge management?

.....
.....
.....

h) Comment une véritable approche genre de la GRA peut-elle être garantie (non centrée sur les femmes et avec un ciblage intersectionnel (âge, origine ethnique, handicap? etc.)?

.....

.....

.....

5. Conclusion

i) Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter, quelque chose qui n'a pas été abordé dans l'enquête?

.....

.....

.....

A.3. Outils

Cette annexe contient les outils suivants:

Outil A: Liste de contrôle pour un processus GRA qui répond aux questions de genre

Outil B: Liste de contrôle des produits de la PARM qui intègrent le genre

Outil C: Modèle de termes de référence qui intègrent le genre dans l'évaluation des risques agricoles au Libéria

Outil D: Orientations de la Banque mondiale sur les axes de recherche et l'évaluation des risques agricoles sur le terrain

D.1 Questions et liste de contrôle pour une recherche dans le cadre d'une évaluation genrée des risques agricoles

D.2 Axes de recherche sur l'intégration du genre pour l'évaluation des risques agricoles sur le terrain

D.3 Axes de recherche sur l'intégration du genre pour déterminer les capacités de gestion des risques

D.4 Directives de l'étude de la Banque mondiale pour évaluer les risques et les capacités à gérer les groupes de discussion d'agriculteurs – administrer les groupes d'hommes et de femmes qui peuvent être de différents groupes d'âge

Outil E: Matrice d'analyse de la capacité et de la vulnérabilité dans le cadre de la GRA

Outil F: Domaines et indicateurs pour une analyse de la chaîne d'approvisionnement qui intègrent le genre

Outil G: Questionnaires pour les entretiens avec les informateurs clés qui intègrent le genre pour les chaînes de valeur agricoles

Outil H: Intégration du genre dans les outils de GRA: aperçu

Outil I: Liste de contrôle pour la formation à la GRA qui intègre le genre

Outil J: Liste de contrôle pour la cartographie des principales parties prenantes sur le genre dans le cadre de la GRA

Outil K: Liste de contrôle pour le suivi et l'évaluation de la GRA qui intègrent le genre

Outil A: Liste de contrôle pour un processus GRA qui répond aux questions de genre

Inspiré de l'étude de la FAO. 2016b. *Gender-responsive disaster risk reduction in the agriculture sector, Guidance for policy-makers and practitioners*. FAO: Rome.

Concept de base:

- Reconnaître que le risque et la vulnérabilité ont une dimension sociale fondamentale: les moyens de subsistance et les perspectives de genre diffèrent par rapport à certains risques spécifiques et cette prise de conscience devrait guider tous les travaux liés à la GRA. Par exemple, les hommes et les femmes peuvent avoir des tâches différentes dans une chaîne d'approvisionnement. Ces tâches peuvent impliquer différents types de vulnérabilité aux risques, ce qui rend indispensable la compréhension des risques du point de vue des hommes et des femmes.
- Il faut être conscient des préjugés liés au genre qui prévalent et essayer de ne pas les reproduire, par exemple en pensant, à priori, que les femmes sont plus vulnérables que les hommes. Les femmes et les hommes, les garçons et les filles ont souvent leur propre expérience en matière de réponse aux risques et tous peuvent être de puissants agents de gestion des risques. Les préjugés peuvent également influencer ce qui est défini comme étant à risque. Par exemple, dans certains ménages, les hommes et les femmes cultivent différents types de produits, les cultures des hommes générant un revenu alors que celles des femmes sont utilisées pour la consommation alimentaire des ménages. Bien que les denrées puissent avoir des valeurs économiques ou des utilisations différentes, les deux types de production devraient être prioritaires dans les stratégies de protection contre les impacts liés aux catastrophes.
- Prendre en compte les contraintes de genre, l'égalité de genre et l'inclusion sociale, et la résilience en tant que questions transversales.

Organisations et personnes participantes:

- Encourager un processus participatif avec des consultations et des mécanismes de rétroaction avec un large éventail de parties prenantes, dont les réseaux de femmes et le monde universitaire.
- S'assurer que les membres de l'équipe responsables de ces processus ont des expériences et des compétences différentes pour fournir un aperçu plus approfondi et avoir une meilleure compréhension des informations recueillies. Idéalement, tous devraient avoir des compétences en analyse genrée et un des membres devrait être expert du genre.
- Inclure les organisations de femmes et organisations paysannes dans le comité de planification/pilotage.
- Offrir une formation sur le genre dans le cadre du renforcement des capacités.
- Chercher à assurer une représentation équilibrée des femmes et des hommes au niveau des postes de direction et de prise de décision, et à tous les niveaux d'emploi.

Approche de travail:

- Promouvoir une attitude de respect, d'humilité, de patience et une volonté d'apprendre afin de construire une relation positive au sein de l'équipe de planification, et avec les femmes et les hommes issus de différents groupes socioéconomiques, qui contribueront au processus de GRA.
- Recueillir des informations à partir de diverses sources en utilisant des approches à la fois quantitatives et qualitatives afin de rassembler des données provenant d'autant de perspectives que possible.

Cycle de GRA (identification/évaluation des risques/évaluation des outils/mise en œuvre des outils/S&E):

- Effectuer une analyse genrée à toutes les étapes du cycle, à partir de la phase initiale d'identification et d'évaluation des risques et développer des indicateurs.
- Allouer des fonds dans le budget de planification pour recruter des experts genre et pour la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe.

(...)

Résumé des points d'entrée pour le genre dans l'élaboration du processus de la PARM qui intègre le genre		
Étapes	Orientation conceptuelle	Points d'entrée pour le genre
Évaluation des risques	<p>Pour comprendre les contraintes de genre pour la gestion des risques, des critères peuvent être utilisés:</p> <p>Les contraintes de genre qui limitent l'efficacité des réponses aux chocs, imposent des coûts ou ont un poids disproportionné pour les femmes qui doivent affronter les risques.</p> <p>Les contraintes de genre qui excluent l'accès des femmes aux actifs.</p> <p>Celles qui discriminent la participation des femmes dans les activités qui utilisent des technologies plus avancées, de l'information et les marchés de plus grande valeur.</p> <p>Celles qui interfèrent avec la possibilité d'une plus grande résilience des moyens d'existence aux chocs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les termes de référence pour l'évaluation des risques, énoncer explicitement les attentes et l'importance d'intégrer le genre au moment de la conception et mise en œuvre de l'étude, et intégrer transversalement le genre. • Documenter la dimension genre des risques, notamment la manière dont les hommes et les femmes en sont affectés, en tenant compte de l'analyse de la vulnérabilité et de leur capacité à les gérer. S'appuyer sur les perspectives et les expériences des communautés, en tenant compte des perceptions des hommes et des femmes. • Chercher à collecter, faire le suivi et analyser des données complètes ventilées par sexe, âge et des statistiques genrées à tous les niveaux, dans tous les outils et variables dans la mesure du possible (au niveau de la production, aux étapes de la transformation ou commercialisation des aliments, des pays, au niveau communautaire, le long d'une chaîne d'approvisionnement, par produit, etc.). <p>Orientations concrètes pour les chaînes d'approvisionnement (exemple):</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les chaînes d'approvisionnement des cultures de rente et celles des cultures vivrières. 2. Identifier les chaînes d'approvisionnement à forte participation des hommes et celles à forte participation des femmes. 3. Effectuer les analyses quantitatives de ces chaînes d'approvisionnement en fonction de l'intensité et de la fréquence des événements, comme le fait habituellement la PARM. Idéalement, l'évaluation des risques devrait s'étendre à d'autres domaines que la valeur monétaire, les pertes de revenus et la ventilation des données par sexe; elle devrait utiliser également des méthodes de collecte de données plus qualitatives et participatives, telles que les groupes de discussion, les entretiens semi-structurés avec les diverses parties prenantes précédemment identifiées pour recueillir plus d'informations généralement non disponibles, comme le temps passé à chercher de l'eau, les calendriers saisonniers, l'accès au financement ou les niveaux de sécurité alimentaire – il peut s'agir d'impacts de risques qui ne sont pas facilement quantifiables, mais qui doivent néanmoins être pris en compte. 4. Lors de l'évaluation de l'impact et de la fréquence des risques et de leur hiérarchisation. 5. Lors de l'évaluation de la capacité à gérer par les parties prenantes, incorporer une analyse de vulnérabilité. Les parties prenantes ayant de moindres capacités de gestion seront classées comme prioritaires pour les politiques et les interventions. Ces groupes vulnérables, selon le contexte, pourront être localisés géographiquement (zones arides par ex.), être en situation d'insécurité alimentaire, avoir un accès différencié aux ressources (terre, technologie, information, etc.) dû à leur genre, être des ménages qui pratiquent l'agriculture de subsistance, etc. 6. Mettre explicitement en évidence l'égalité de genre dans cette analyse; identifier les contraintes contextuelles globales (telles que le manque d'accès aux transports; éducation, information, financement...) et les opportunités (existence d'une société civile forte, forte intégration de la chaîne de valeur pour certains groupes). <p>Lors de la présentation et de la validation des résultats dans un atelier:</p> <p>Mettre en évidence les actions les plus importantes (3 à 5 au maximum) que les décideurs peuvent prendre pour éliminer les contraintes de genre à une GRA efficace, notamment lors de la discussion autour des résultats des études de faisabilité sur les outils de GRA proposés.</p> <p>(...)</p>

(...) Résumé des points d'entrée pour le genre dans l'élaboration du processus de la PARM qui intègre le genre

Étapes	Orientation conceptuelle	Points d'entrée pour le genre
Identification des outils	<p>Effectuer une analyse de genre rapide en utilisant deux questions directrices:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tout le monde peut-il accéder à cet outil et l'utiliser de la même manière? Si ce n'est pas le cas, quelles en sont les raisons? 2. Comment cet outil peut-il être adapté/amélioré afin qu'il puisse être distribué, utilisé et que les exploitants et exploitantes agricoles puissent en tirer le maximum et se l'approprient? <p>Rendre les outils accessibles et utilisables par les hommes et les femmes. Si nécessaire, développer des outils spécifiques aux femmes (parfois nécessaire pour compenser les contraintes).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prioriser les stratégies de gestion des risques à base communautaire (à moins qu'il ne soit démontré que l'unité d'analyse et d'action la plus appropriée se situe à un autre niveau). • Cartographier les informateurs clés (acteurs qui peuvent offrir des informations et/ou une perspective genrées liées aux outils proposés), mener des entretiens avec des informateurs et des groupes de discussion clés. • Présenter des arguments, faits et statistiques importants sur les défis et les solutions, faire une analyse convaincante pour obtenir l'adhésion du gouvernement sur l'importance de la GRA qui prennent en compte le genre et les outils de GRA. • Il est également nécessaire de parler de l'importance de lier les solutions en matière de GRA (outils d'investissement) aux programmes de protection sociale et aux filets de sécurité ainsi qu'aux régimes d'assurance, à l'accès au financement et à l'information, etc. <p>Lors de la présentation et de la validation des résultats dans un atelier:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chercher à inviter le plus grand nombre possible d'acteurs de haut niveau qui intègrent le genre, tels que les points focaux genre des ministères compétents, les entités chargées du genre, de la jeunesse, etc., les points focaux nationaux ou régionaux genre des organisations des Nations Unies ou des ONG, des femmes PDG, banquiers, etc. pour encourager les synergies en faveur de l'intégration du genre.
Apprentissage, gestion des connaissances et renforcement des capacités, partenariats et dialogue	<ul style="list-style-type: none"> • Grâce à l'apprentissage et à la gestion des connaissances, la GRA peut être continuellement améliorée. • L'intégration de thèmes transversaux tels que le genre dépend des efforts consacrés à ce niveau pour identifier et exploiter les connaissances existantes (enseignements tirés des projets pilotes par ex.). 	<ul style="list-style-type: none"> • Rechercher, réaliser un suivi et diffuser en permanence les bonnes pratiques sur l'intégration du genre dans les domaines connexes pour orienter le travail de la PARM. • Mettre en place un dialogue qui a le potentiel d'engendrer des collaborations créatives et innovantes et une réflexion originale. • Intégrer le genre transversalement dans les évaluations des besoins en RC. • Adapter les outils de formation existants afin qu'ils tiennent compte du genre. • Améliorer l'intégration du genre au niveau de la formation opérationnelle – les femmes et les groupes vulnérables (selon le contexte) doivent être correctement intégrés en tant que contributeurs, formateurs, participants, etc. • Élaborer des recommandations pour les services de vulgarisation intervenant au niveau des villages et des exploitations.
Suivi et évaluation	<p>La dernière partie du plan aborde généralement les questions pratiques de mise en place. Même si le genre est traité de manière approfondie dans les parties précédentes du plan, une attention particulière doit être accordée à la manière dont ces questions seront traitées concrètement afin que les activités de RRC répondent aux besoins des hommes et des femmes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser des mécanismes de suivi qui garantissent la participation des femmes et le pouvoir de décision des groupes de femmes. • Les efforts de suivi doivent évaluer si les stratégies de GRA répondent avec succès aux priorités des femmes et des hommes et affectent positivement les deux. • Sensibiliser les parties prenantes au suivi des données et des résultats sur le genre. • Les apprentissages peuvent ensuite revenir à l'étape iii. Réfléchir à la manière dont les conclusions qui y figurent peuvent être présentées aux groupes vulnérables et en particulier aux femmes.

Outil B: Liste de contrôle pour les produits de la PARM qui tiennent compte du genre

Tout document produit par la PARM (termes de référence, études, etc.) doit tenir compte des éléments suivants:

1. L'équipe de rédaction de tout document ressource (étude, rapport, etc.) est représentative en termes de mixité et géographique.
2. La ressource utilise un vocabulaire qui tient spécifiquement compte du genre, notamment des formes masculines et féminines pour les termes décrivant les acteurs clés, et n'utilise pas de terminologie qui ignore les spécificités de genre (par ex. les «agriculteurs»).
3. L'expertise genre de l'équipe de rédaction peut être attestée.
4. Les outils de collecte de données tiennent compte du genre et la ressource souligne les lacunes au niveau des données ventilées par sexe et qui intègrent le genre (indicateurs et statistiques reflétant les besoins spécifiques des genres).
5. La ressource intègre les informations et les études de genre, ainsi que les instruments ou politiques pertinents, en les énumérant dans la partie des ressources.
6. Les attentes concernant l'intégration de la dimension genre lors de la conception et la mise en œuvre sont énoncées explicitement.
7. Une partie spécifique du document est consacrée aux différences de genre qui résume ou met en évidence l'analyse, les conclusions, les résultats, les facteurs et les recommandations de genre.
8. Les différences de genre se reflètent dans chaque partie (analyse du contexte, conception, plan opérationnel, recommandations, etc.).
9. L'analyse des parties prenantes prend en compte les vulnérabilités liées au genre.
10. Le processus de collecte de données et d'établissement des faits a été mené de manière inclusive et participative, en intégrant le genre.
11. La ressource réfléchit à la manière dont les conclusions proposées peuvent à la fois être présentées aux hommes et aux femmes.
12. La ressource ne renforce ni ne reproduit les stéréotypes de genre, par exemple en décrivant des hommes ou des femmes dans des rôles normatifs ou en énonçant des hypothèses sexistes sans refléter les spécificités des besoins liés au genre.
13. Les rapports sur les outils et activités de formation traitent de manière équilibrée les questions de genre, les résultats et réalisations étant analysés sous ce prisme.

Outil C: Modèle de termes de référence qui intègrent le genre dans l'évaluation des risques agricoles au Libéria

Contexte

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), une initiative du G8-G20 hébergée par le Fonds international de développement agricole (FIDA), fournit un appui technique aux gouvernements en matière de gestion des risques agricoles (www.p4arm.org). Le Secrétariat de la PARM travaille sur le continent africain en partenariat stratégique avec le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), qui, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), met en place depuis 2011, l'AFIRM, une initiative de gestion des risques en matière d'agriculture et d'insécurité alimentaire (Agriculture and Food Insecurity Risk Management: AFIRM), visant à aider les pays africains à intégrer la gestion des risques agricoles et la sécurité alimentaire dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) (Antonaci et al., 2013). *La PARM s'est également engagée en faveur de l'égalité des genres avec ses partenaires, par le biais de leurs politiques et actions, en développant des programmes qui intègrent cette question.*

La gestion des risques agricoles (GRA) peut contribuer de manière significative à améliorer la résilience des ménages ruraux vulnérables en augmentant leur capacité d'absorption et d'adaptation aux risques. La PARM est une plateforme mondiale qui s'appuie sur les initiatives et les connaissances existantes, notamment celles de la Banque mondiale, qui a déjà établi des rapports sur «l'évaluation des risques du secteur agricole» dans plusieurs pays, de la FAO, du Programme alimentaire mondial (PAM), des organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé. Les activités de la PARM visent à faciliter le développement des connaissances et des outils de gestion des risques agricoles, en créant des synergies et des complémentarités entre les différents partenaires et parties prenantes. Cela s'applique spécifiquement aux études d'évaluation des risques (EER) en vertu de ces termes de référence: elles doivent nécessairement s'appuyer sur les rapports et statistiques existants d'autres organisations et partenaires.

Le processus PARM comprend cinq phases: la mise en place d'activités, l'évaluation des risques, la concertation au niveau des politiques, le suivi et la mise en œuvre. La première phase substantielle du processus PARM consiste à évaluer les risques agricoles à travers une vision à long terme et une approche globale (OCDE, 2009). Il est essentiel de lancer le processus à partir de l'évaluation des risques afin de définir le problème avant d'élaborer les solutions potentielles qui se dégageront par la suite en termes d'outils de gestion des risques à discuter et évaluer. La phase d'évaluation des risques s'appuie sur une étude d'évaluation des risques qui est ensuite discutée dans un atelier national des parties prenantes. À la suite de l'étude d'évaluation des risques et des discussions avec les parties prenantes, une concertation sur les politiques peut conduire à l'identification des principales priorités en matière de GRA énumérées dans une feuille de route. Une de ces priorités est de fournir un soutien en matière de renforcement des capacités afin d'améliorer la sensibilisation et les connaissances des parties prenantes locales sur la gestion des risques agricoles, et de gérer et de mener les réformes institutionnelles appropriées dans les pays et les régions. Les outils identifiés dans le cadre de la GRA feront l'objet de différentes études de faisabilité et de concertation en relation aux politiques établies, deux types d'activités qui ne sont pas évoqués dans ces termes de référence. L'objectif final de l'ensemble du processus est de faciliter l'intégration d'une stratégie globale de gestion des risques dans les documents relatifs aux politiques et les plans d'investissement agricole des pays, ainsi que sa mise en œuvre, la demande et l'offre en outils de GRA devant être adaptées aux *agriculteurs et aux agricultrices* ainsi qu'aux acteurs du marché et aux gouvernements.

L'étude d'évaluation des risques (EER) devra également servir dans d'autres projets que le processus PARM-NEPAD. Le document produit devrait servir de guide de référence aux pays, à toutes les parties prenantes, aux donateurs, aux prestataires de services et aux organisations internationales travaillant sur les questions de gestion des risques agricoles dans chaque pays. L'ensemble des pays devrait, dans la mesure du possible, adopter une méthodologie similaire et utiliser des indicateurs communs afin qu'il soit possible de faire des comparaisons entre eux.

Les discriminations de genre influencent négativement les capacités des femmes, des filles et des groupes vulnérables à se préparer et à faire face aux crises, de même qu'à reprendre une vie normale par la suite. Tous les types de risques agricoles ont des impacts différenciés sur les femmes et les hommes, et les inégalités de genre affectent également la manière dont les hommes et les femmes travaillant dans l'agriculture peuvent gérer les risques. Il est intéressant de noter que les contraintes qui limitent l'accès des femmes aux ressources et aux moyens de production limitent également leurs possibilités d'autonomisation. Par conséquent, les inégalités de genre persistantes peuvent compromettre la durabilité et l'efficacité des stratégies de gestion des risques agricoles. L'étude adopte donc une perspective transversale du genre. Cela signifie que les rôles, les responsabilités, les besoins et les contraintes spécifiques des petits exploitants hommes et femmes sont pris en compte à chaque étape du processus afin de refléter correctement les besoins et les rôles distincts des hommes, des femmes, des garçons et des filles.

Objectif

L'objectif de l'EER est de fournir une cartographie et une évaluation complètes des risques agricoles au Libéria au cours des trois dernières décennies et dans l'avenir proche, et d'informer des probabilités et de leurs impacts économiques et agricoles, comme de leur impact sur les moyens de subsistance des producteurs ruraux. L'EER sera réalisée de manière rigoureuse et globale afin de faire de l'étude un outil utile et une référence pour toutes les parties prenantes pour identifier et hiérarchiser les principaux risques agricoles, ainsi que les lacunes et les besoins en matière de gestion des risques.

L'EER aura cinq objectifs principaux: informer sur les principaux facteurs de risque et leur probabilité; analyser leurs impacts économiques et agricoles; identifier et évaluer les outils et instruments politiques existants dans le domaine de la GRA; identifier les principales lacunes et besoins en matière de GRA; fournir des orientations pour une hiérarchisation des risques agricoles et des outils de GRA à mettre en œuvre. *L'évaluation prend en compte les contraintes de genre, les questions liées à l'égalité de genre et d'inclusion sociale, ainsi que la résilience en tant que thématiques transversales.* Le champ d'application de l'étude est défini par l'ensemble des définitions suivantes qui s'appliquent à cette EER.

Définition du champ d'application des travaux réalisés dans le cadre de l'EER

Qu'est-ce qu'un risque? Le risque est l'effet d'un événement incertain (situation ou scénario potentiel), impliquant une exposition à un danger ou la perte de quelque chose de valeur. Un risque peut généralement entraver la réalisation des objectifs d'individus ou d'organisations (ISO, 2009a).

Qu'est-ce qu'un risque agricole? Le risque agricole est un risque pouvant avoir tout type d'origine entraînant une perte ou des dommages pour la production agricole, le revenu des ménages agricoles ou la sécurité alimentaire.

Quels risques impactent qui?

- Dans un premier temps, l'EER analysera les risques agricoles qui représentent une menace en termes de niveaux de pauvreté et de sécurité alimentaire dans le pays. Ces risques sont systémiques, c'est-à-dire qu'ils affectent des groupes significatifs de population ou des régions. Le gouvernement est chargé de mettre en place les outils et l'environnement propice qui aident à gérer ces risques. C'est le risque qui existe au niveau du pays ou du gouvernement.
- L'EER analysera dans un second temps les risques agricoles susceptibles de nuire à l'activité économique et aux moyens de subsistance des ménages agricoles et des populations rurales pauvres, en particulier des petits exploitants pauvres. Certaines de ces situations à risque sont systémiques, mais d'autres peuvent ne concerner qu'une seule exploitation agricole, un ménage ou un petit groupe. L'agriculteur supporte ces risques et est avant tout le seul à pouvoir les gérer en s'appuyant toutefois sur les politiques et des stratégies qui existent. Il s'agit du risque qui existe au niveau du producteur et qui touche particulièrement les producteurs et les petits exploitants pauvres.

(...)

(...)

La dimension genre de ces risques doit également être analysée, car les producteurs hommes et femmes peuvent être affectés différemment et utiliser différents mécanismes d'adaptation ou d'atténuation de ces risques.

Que signifie «approche holistique»? Cela signifie que, tant au niveau des agriculteurs que du gouvernement, tous les risques agricoles et leurs interactions sont pris en compte dans l'analyse des risques, et tous les outils et techniques de gestion des risques possibles et leurs interactions sont également analysés. Cela inclut les risques générés au sein de la chaîne de valeur et des outils promus par toute entité privée ou publique.

Qu'est-ce qu'une évaluation rigoureuse? C'est une évaluation qui utilise toutes les informations quantitatives et qualitatives disponibles ainsi que les sources statistiques pour estimer la fréquence et l'intensité (conséquences) des risques agricoles au niveau des gouvernements/des pays et des exploitations. *L'EER évalue également la capacité des parties prenantes tout au long de la chaîne d'approvisionnement à gérer les risques. Par conséquent, il peut être nécessaire de prendre en compte d'autres niveaux, en particulier en ce qui concerne les contraintes de genre susceptibles de limiter les capacités d'atténuation des risques ou d'adaptation des femmes et des hommes vulnérables.* Par rigoureuse, il est entendu qu'elle se fonde sur des éléments probants et, dans la mesure du possible, exprimés en termes quantitatifs, avec la probabilité d'occurrence d'un risque, ainsi que les pertes ou les dommages qu'il est censé causer. Les perceptions des risques, si elles sont analysées avec une méthode donnée, peuvent également faire partie de l'évaluation des risques.

Quelle est la couverture sectorielle ou géographique de l'EER? L'EER donnera une vue globale des risques agricoles dans l'ensemble du pays. Cependant, une évaluation différenciée peut être nécessaire pour des zones géographiques, des produits et des chaînes de valeur et des groupes socioéconomiques¹ (secteurs) spécifiques. Les termes de référence pour la réalisation de l'EER dans certains pays peuvent établir la nécessité de se focaliser sur une zone ou un secteur précis, ce qui sera discuté avec les parties prenantes nationales et décidé au début de l'EER.

Les principales conclusions de l'EER seront discutées et validées lors d'un atelier national des parties prenantes, suivi d'une concertation au niveau des politiques à mettre en œuvre. Cette étude d'évaluation des risques agricoles pourra bénéficier des méthodologies employées pour d'autres études d'évaluation des risques telles que celles de l'OCDE (2011 et 2014) et de la Banque mondiale (2013), ainsi que *des études d'évaluation des capacités et de la vulnérabilité* entreprises par diverses institutions des Nations Unies et ONG, notamment le PAM, la FAO et l'OXFAM. Les rapports d'évaluation des risques agricoles réalisés sur le Libéria serviront également d'études de base.

Résultat

L'EER permettra avant tout d'élaborer un rapport structuré à partir de quatre composantes principales: 1/ le contexte et l'identification des risques agricoles qui existent au Libéria; 2/ la cartographie des outils et initiatives de gestion des risques agricoles existants; 3/ la définition, l'analyse et l'évaluation des risques et de la capacité à gérer; 4/ la hiérarchisation des risques et des besoins de gestion des risques.

Les quatre composantes pourraient être traitées par un seul expert ou équipe ou bien être divisées en plusieurs parties. Par exemple, la première partie, comprenant les deux premières composantes, pourrait être traitée par un expert ou une équipe nationale. La deuxième partie regrouperait les deux derniers éléments qui nécessitent une plus grande expertise au niveau statistique et économétrique, et qui pourrait être développée par un expert ou une équipe internationale. Les travaux devront être entrepris en étroite coordination afin de créer des synergies, car les informations de la partie I informeront la partie II et le résultat global de l'EER. Tous ces résultats seront présentés et discutés lors de l'atelier de validation et du processus de concertation sur les politiques.

L'auteur ou les auteurs présenteront le rapport lors de l'atelier national des parties prenantes pour hiérarchiser les priorités et réviser l'EER afin de refléter les points de vue exprimés par les parties prenantes lors de l'atelier.

¹ Les zones géographiques, les chaînes de valeur et les groupes socioéconomiques spécifiques évoqués dans ces termes de référence seront appelés «secteurs», qu'ils soient définis (ou non) par des caractéristiques géographiques, productives, économiques ou sociales.

Dans tous les cas, le rapport final inclura des recommandations ou des priorités éventuelles pour améliorer la gestion des risques agricoles et les outils à utiliser pour mettre en œuvre des activités spécifiques de renforcement des capacités ou pour élaborer des outils d'information.

Structure de l'étude

L'étude complète couvrira tous les points évoqués ci-après. Toutefois, dans certains pays, l'analyse et les besoins existants peuvent diverger et certains éléments du plan peuvent être traités séparément.

I Première partie

1. Introduction: contexte national
2. Identification des risques agricoles: profil de risque du pays
3. Cartographie des outils et des politiques de gestion des risques agricoles existants

II Deuxième partie

4. Analyse des risques: quantification systématique des impacts et des probabilités
5. Hiérarchisation des risques et des outils de GRA
6. Sources et méthodologie

Il faudra également dédier une partie spécifique aux différences de genre qui résume ou met en évidence les analyses, les données, les résultats, les facteurs, les conclusions et les recommandations qui intègrent les problématiques de genre.

D'après l'ISO (2009b), la structure du rapport doit établir une distinction entre l'identification des risques, l'analyse des risques et l'évaluation des risques. Dans le cadre de la gestion des risques agricoles (GRA), une section spécifique doit être consacrée à l'identification et l'analyse des stratégies de GRA existantes au Libéria. Passons maintenant en revue le contenu détaillé de chacun des éléments du plan proposé.

1. Contexte national

Cette partie donnera un aperçu des caractéristiques économiques et démographiques et de la production du secteur agricole, en particulier des aspects les plus pertinents pour la gestion des risques agricoles. Les principaux aspects à analyser sont: l'importance et les tendances du secteur alimentaire et agricole pour le PIB, l'emploi, les importations et les exportations; l'incidence de la pauvreté et de la malnutrition, en particulier dans les zones rurales; les principales caractéristiques du secteur agricole et l'influence de la structure de la production sur l'exposition au risque (par ex., zones agro-climatiques, taille de l'exploitation, part de l'agriculture de subsistance, irrigation); les principaux produits et les principales tendances de la production pour les cultures, l'élevage, la pêche et la foresterie, ainsi que leur importance relative pour les populations/groupes vulnérables; le niveau d'emploi et la part des petits *agriculteurs et agricultrices* pour chaque produit et zone principaux; les infrastructures et les biens publics (transports, services énergétiques, systèmes d'information et de vulgarisation agricoles, entrepôts et installations de stockage, stations météorologiques, infrastructures du secteur financier, marchés des télécommunications, des engrais et des semences, etc.); la structure du marché et l'accès au marché (pour les petits exploitants), les acteurs du secteur privé (IMF, banques, assurances, etc.), le niveau organisationnel des agriculteurs, de la production et de la productivité de la plupart des produits clés. *Cette partie intègre également, de manière transversale et explicite, les informations et les données relatives aux problématiques de genre.*

Ces informations serviront de base pour identifier les secteurs, les zones agro-écologiques et les groupes *d'agriculteurs et agricultrices* qui sont importants et méritent d'être placés au cœur de l'étude. Si leur exposition aux risques est susceptible de différer, des informations différenciées sur les risques spécifiques de ces «secteurs» seront fournies dans l'étude d'évaluation des risques dans les sections suivantes.

2. Identification des risques agricoles: profil national








Objectif

L'élaboration du profil de risque agricole du pays consiste à identifier et à examiner la littérature et les sources statistiques qui existent sur le risque agricole au Libéria et à en présenter les implications de manière systématique. Le profil identifiera et passera en revue toutes les études et tous les documents disponibles relatifs aux risques agricoles au Libéria, tant au niveau national/gouvernemental que des producteurs. Il identifiera également toutes les autres sources d'informations quantitatives (statistiques) ou qualitatives sur les risques agricoles et la perception des risques. Ces informations seront présentées de manière intégrée afin de fournir un profil clair des risques agricoles au Libéria. *Le processus de collecte de données et de détermination des faits s'effectue de manière inclusive, équilibrée et participative, en tenant compte des contraintes et des vulnérabilités de genre.*





Champ d'application

Le processus d'identification tiendra compte des risques suivants, même s'ils ne doivent pas tous nécessairement figurer dans le profil du Libéria (tableau 1): i) sécurité alimentaire et production agricole (sécheresse, inondations, ravageurs et maladies des cultures et du bétail); ii) marchés et échanges de produits alimentaires (risques liés aux prix à la production, engrais, aliments pour animaux, semences améliorées et autres risques liés aux intrants); (iii) les risques politiques et réglementaires (liés au commerce, par ex.); et iv) autres risques affectant le revenu du ménage et la sécurité alimentaire (par ex., salaires et revenus non agricoles). L'impact des différents risques au niveau national pour le gouvernement et sur les moyens de subsistance des petits exploitants sera analysé. Une évaluation et une quantification des différents risques (probabilité et gravité des dommages) dans les différents «secteurs», tant au niveau du gouvernement que des producteurs seront réalisées pour établir le profil de risque.

Tableau 1: Sources des risques agricoles

	Risques	
	Risques liés aux conditions météorologiques	Déficit périodique et/ou précipitations ou températures excessives, grêle, vents forts, changements de calendrier de culture...
	Catastrophes naturelles (incluant conditions météorologiques)	Inondations et sécheresses majeures, ouragans, cyclones, typhons, tremblements de terre, activité volcanique.
	Risques biologiques et environnementaux	Ravageurs et maladies des cultures et du bétail; contamination affectant la sécurité alimentaire; contamination et dégradation des ressources naturelles et de l'environnement; contamination et dégradation des processus de production et de transformation.
	Risques pour la santé	Risques pour la santé des membres du ménage et des travailleurs agricoles; échec de production pour des raisons de santé et/ou d'insécurité alimentaire.
	Risques liés au marché	Fluctuations des prix des intrants et/ou des extrants dues à différentes causes telles que les évolutions de l'offre et/ou de la demande nationale, régionale ou internationale qui affectent les marchés nationaux, régionaux et/ou internationaux; les changements dans les demandes d'attributs de quantité et/ou de qualité, dans les exigences d'innocuité ou de production alimentaire; retards et perturbations en termes de charges tout au long de la chaîne de valeur...
	Risques logistiques et infrastructurels	Modifications de l'accès (physique ou économique) aux transports, à la communication, à l'énergie; dégradation des infrastructures de transport, de communication ou d'énergie due à la destruction physique/manque d'entretien, à des conflits et différends politiques ou laboratifs.

(...)

	(...) Risques	
	Risques liés à la gestion et opérationnels	Décisions prises en matière de gestion mal informées ou mauvaises en termes d'allocation d'actifs, de choix de cultures et semences, de rotation, d'équipement; dans l'utilisation d'intrants, erreurs de planification, pannes d'équipement, incapacité à s'adapter aux changements. Risques pour la santé des membres du ménage.
	Risques au niveau des politiques publiques macroéconomiques et institutionnelles	Crises et ralentissements macroéconomiques. Politiques changeantes ou incertaines et faible réglementation au niveau monétaire, fiscal et taxation; financier (crédit, épargne, assurance); mesures réglementaires et juridiques imprévisibles; perturbations du commerce et des marchés; titres fonciers non garantis. Gouvernance incertaine: corruption, institutions faibles.
	Risques de troubles et conflits politiques	Risques et incertitudes liés à la sécurité (par ex., menaces pour la propriété et/ou la vie). Instabilité sociale/politique au sein des pays et dans les pays voisins. Nationalisation des actifs pour les investisseurs étrangers.

Certains groupes, en fonction de leur niveau de vulnérabilité et de leur capacité à gérer les risques, peuvent être plus affectés que d'autres. Ainsi, les risques en matière de santé des ouvriers agricoles peuvent affecter plus fortement les femmes en âge de procréer et, en particulier, les femmes enceintes. Les risques liés à la sécurité peuvent susciter de plus fortes préoccupations lorsqu'il s'agit de la protection des femmes et des filles. Les restrictions en termes d'accès peuvent exacerber les difficultés existantes que rencontrent certains groupes pour accéder aux marchés – par exemple, les femmes disposent généralement de moins de capital, et elles ont moins accès à la terre et à d'autres actifs productifs, aux infrastructures de stockage, aux moyens de transport, à l'information, etc.

Résultats

- Les rapports et les sources qui identifient et mesurent les risques agricoles au Libéria, principalement exprimés en termes de variabilité, gravité et fréquence, seront examinés.
- Un examen des sources statistiques disponibles au Libéria pour identifier et mesurer les risques agricoles au Libéria. Il s'agit généralement de données chronologiques sur diverses questions: la météo, la production, les prix, l'utilisation d'intrants, la nutrition, etc., ainsi que les enquêtes auprès des ménages ou autres. *Si des données ventilées par sexe et par âge sont disponibles, elles devraient être reportées, en cas contraire, il faudra explicitement le mentionner, en soulignant les lacunes existantes.*
- Sur la base des informations précédentes, une présentation intégrée et systématique des risques agricoles au Libéria (profil de risque) sera proposée.
- Une évaluation des implications du changement climatique sur le futur profil de risque agricole du Libéria.
- *Dernier point: une analyse des contraintes de genre tout au long de la chaîne d'approvisionnement sera effectuée.*

Principales sources

- Les travaux universitaires, les documents produits par les instances gouvernementales et les rapports d'organisations internationales ou d'ONG, et des petits exploitants agricoles et organisations d'agriculteurs, en particulier des associations de femmes, qui n'ont généralement pas voix au chapitre, seront examinés.
- L'examen des sources statistiques permettra d'évaluer l'ensemble des enquêtes possibles à réaliser (notamment les enquêtes auprès des ménages agricoles et les évaluations de la vulnérabilité), les recensements et autres statistiques émanant des instituts de statistiques du Libéria, des centres météorologiques, des centres de recherche, des organisations internationales et ONG.
- Des entretiens avec des experts et des parties prenantes peuvent constituer d'autres sources d'information.
- Un profil de risque systématique sera réalisé à partir des informations précédentes. Une analyse plus approfondie de ces informations sera présentée à la section IV.

Méthodologie

La principale méthodologie consistera à examiner la littérature et à analyser les risques à travers les statistiques et graphiques. L'utilisation de tableaux d'indicateurs et de graphiques constituera un élément essentiel du profil de risque du pays.

Les études examinées peuvent avoir été réalisées à partir d'analyses statistiques de séries chronologiques ou de données anciennes ou d'autres sources d'information rassemblées à partir de différentes méthodes. Selon l'ISO-IEC (2009), les meilleures méthodes pour l'identification des risques sont les suivantes: séances de réflexion, entretiens structurés ou semi-structurés, techniques Delphi pour combiner avis d'experts et analyse de scénarios.

L'évaluation des incidences du changement climatique sur la GRA sera effectuée sur la base de la littérature et des sources disponibles.

3. Cartographie des initiatives de gestion des risques agricoles

Objectif

La cartographie des initiatives et des outils de gestion des risques consiste à identifier, décrire et analyser les principales politiques gouvernementales, les initiatives financées par les donateurs, les instruments de marché, les dispositifs communautaires et les stratégies des ménages agricoles qui facilitent beaucoup la gestion des risques au niveau des gouvernements ou des producteurs. La portée, la participation, les ressources financières et la mise en œuvre de ces initiatives seront examinées, présentées et discutées. L'analyse visera principalement à faire correspondre les initiatives existantes aux risques et aux secteurs pour lesquels elles proposent des solutions de gestion des risques. Elle traitera également des interactions possibles entre différents outils et de la manière dont ils se renforcent ou se nuisent, ainsi que des lacunes au niveau institutionnel et politique.

Champ d'application

Les expériences, les projets en cours, les mécanismes de coordination et les études relatives aux instruments de gestion des risques agricoles seront examinés, notamment les stratégies locales des ménages ou des communautés, les outils sur le marché permettant de transférer les risques et les politiques gouvernementales axées sur la réduction, l'atténuation ou la gestion des risques (tableau 2). Les politiques gouvernementales peuvent également être conçues pour renforcer les outils sur le marché ou les stratégies locales comme par exemple: l'adoption de technologies, la gestion des risques de catastrophe, les filets de sécurité (axés sur les producteurs et les consommateurs), les régimes d'assurance et les produits financiers, y compris ceux des institutions de micro-finance; la gestion des risques de marché et commerciaux, tels que les systèmes de réception d'entrepôt, les bourses de produits, les systèmes d'information sur le marché et l'agriculture contractuelle; la gestion des stocks de céréales et les politiques commerciales; et toute autre stratégie de gestion des risques. Si la liste des initiatives existantes est trop longue pour un seul rapport, une liste complète des initiatives devrait au moins être présentée et seuls certains outils seront analysés. Les outils au champ d'application le plus large ou qui ont demandé un investissement financier plus élevé, qui sont les plus aptes à répondre aux principaux risques qui existent au Libéria, et qui ont le plus fort potentiel d'innovation (Banque mondiale, 2005) seront sélectionnés. L'évaluation peut s'intéresser aux aspects d'économie politique pertinents pour analyser les mesures existantes et mettre en œuvre de nouveaux outils dans le cadre de la GRA.

Le rapport fournira pour chaque initiative ou outil:

- Des informations générales sur le type de programmes et de projets de gestion des risques (public, privé, coopératives, ONG), l'étendue, les principaux obstacles (concernant l'accès des petits exploitants à l'outil), etc. Il devra considérer les *contraintes de genre comme des obstacles majeurs*.
- Une revue et une évaluation de la performance des outils, des mécanismes de coordination, réglementations, cadres juridiques, programmes et politiques existants.
- Une identification des lacunes institutionnelles et politiques et définition d'une stratégie/direction permettant de les combler et de répondre aux besoins diversifiés de *tous les membres* de la communauté rurale et de la chaîne de valeur.

Tableau 2: Outils et stratégies de gestion des risques.

	Stratégies locales	Outils commerciaux	Politiques
Information	Systèmes d'information sur les conditions météorologiques, la production, les rendements, les prix, les ravageurs et les maladies		
Réduction et atténuation des risques	Choix technologique, Diversification de la production Mutualisation des cultures Structures de stockage et autres communes Coordination à base communautaire Mécanismes de partage des risques	Formation sur la gestion des risques Échanges de matières premières (options futures...) Assurance Intégration verticale Contrats de production ou de commercialisation Répartir les ventes et les récépissés d'entrepôt Investissement financier diversifié Travail hors ferme	Politiques macroéconomiques Cadres juridiques Prévention des catastrophes (contrôle des inondations) Prévention des maladies animales Systèmes d'alerte précoce Plateformes de coordination de la GRA Marché régional et politiques commerciales Lissage du revenu du système fiscal Programmes contracycliques Frontières et autres mesures commerciales (par ex. en cas d'épidémie et maladie contagieuse)
Adaptation aux risques	Emprunt auprès des voisins/de la famille (ROSCA...) Œuvres caritatives intracommunautaires Petits prêts Vente des actifs	Vente des actifs financiers Épargne/emprunt auprès des banques et institutions de microfinance Revenu/travail hors ferme	Secours aux sinistrés Assistance sociale Programmes de soutien agricole Stocks pour les cas d'urgence

Résultats

- Un inventaire de tous les outils et stratégies de gestion des risques agricoles identifiés, *considérant également si ces outils répondent réellement aux besoins de tous les petits exploitants, ou si des groupes (femmes, jeunes, etc.) sont laissés pour compte/exclus, ou si des inégalités peuvent être exacerbées par l'outil dans ce contexte.*
- Description du champ d'application et des caractéristiques de chaque outil et stratégie.
- Analyse de la performance et de l'adéquation entre outils et risques existants.
- Identification et discussion sur les manquements au niveau politique.

Principales sources

- Un examen de toutes les sources d'informations statistiques (y compris les séries chronologiques) relatives aux risques agricoles.
- Information du gouvernement et rapports sur les politiques existantes et leur mise en œuvre.
- Rapports et informations d'organisations internationales, d'ONG et de centres de recherche sur la performance des outils de gestion des risques agricoles existants.

Méthodologie

La principale méthodologie employée est l'examen des informations et des rapports existants sur les politiques d'évaluation des politiques. Une analyse des politiques existantes fera également l'objet d'un rapport.

4. Analyse des risques

Objectif

L'analyse des risques implique de comprendre les risques, leurs causes et leurs origines et, dans la mesure du possible, de quantifier leur probabilité et leurs conséquences au niveau des pays et sur les moyens de subsistance des petits exploitants. Cela implique également de comprendre les outils et stratégies de GRA existants et, dans la mesure du possible, de quantifier leurs implications pour les producteurs et les gouvernements et leur capacité à contribuer à la gestion des risques agricoles. Enfin, cela implique l'identification et l'analyse des principales lacunes et besoins en matière de GRA au Libéria.

Champ d'application

Cette section sur l'analyse des risques sera quantitative et complètera la discussion et l'évaluation des rapports existants et des statistiques disponibles dans la première partie. Cette composante de l'étude nécessite l'utilisation de techniques plus sophistiquées pour analyser le risque et les outils déjà identifiés. Une analyse originale des informations statistiques, en particulier sous forme de séries chronologiques, devrait permettre de quantifier les conséquences et la probabilité de risques différents.

L'analyse devrait couvrir les deux niveaux envisagés dans cette étude: le niveau national et le niveau producteur/ménage. Les données agrégées spécifiques, par produit, marché et secteur constitueront la principale source de données pour les premières, tandis que les données individuelles sur les ménages et les exploitations seront également utilisées dans les dernières. La disponibilité de ces données doit être examinée à la section 1 sur le profil du pays. Au niveau des producteurs, l'analyse devrait également examiner les impacts pour différents «secteurs» s'ils sont identifiés comme présentant des risques différenciés dans la première partie.

L'analyse pourrait inclure la mesure et la compréhension de la variabilité des conditions météorologiques, des prix, de la production, des rendements, des revenus, de la consommation et d'autres variables pertinentes. Des méthodes statistiques seront utilisées pour mesurer la variabilité. Le principal indicateur de variabilité sera l'écart type ou le coefficient de variation² de la ou des variables qui résument le mieux l'impact des risques sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, tels que le revenu, la consommation ou l'apport en éléments nutritifs au sein du ménage et leur répartition entre eux. *D'autres indicateurs d'analyse des risques peuvent également être envisagés, tels que la propriété des terres arables entre hommes et femmes, les sources d'eau et la distance médiane des sources d'eau, ou des données nutritionnelles telles que l'échelle de la faim dans les ménages (HHS) qui peut être adaptée à l'échelle de la faim pour les femmes et ainsi de suite.* Les indicateurs élaborés par l'étude seront comparés ou présentés avec les autres indicateurs d'évaluation des risques utilisés pour le Libéria.

Les chocs de divers degrés de gravité seront identifiés à l'aide de différentes techniques ou sources disponibles, y compris l'analyse des données historiques. Le premier objectif de l'analyse des risques sera d'identifier les sources de risques bien définies. Pour chaque source de risque, l'analyse de risque déterminera un scénario de «choc attendu» lié à cette source et un scénario de «perte maximale». La quantification du scénario de «choc attendu» inclura le niveau de gravité attendu du choc (par ex. en termes de pertes de revenus ou de consommation), ainsi que sa fréquence attendue ou probable. La quantification du scénario de «perte maximale» cherchera également à estimer les pertes maximales (par ex. en termes de pertes de revenus ou de consommation).

L'analyse tentera de définir trois niveaux de risque: les risques normaux fréquents mais faibles, les risques moyens et les risques rares dont les conséquences peuvent être très dommageables (catastrophes). Ces différents niveaux ont normalement des exigences différentes en termes d'action politique (OCDE, 2009). Deux critères peuvent être utilisés pour l'identification des niveaux de risque: la gravité des impacts par rapport à la variabilité tendancielle ou moyenne et la fréquence ou la probabilité que de tels événements se produisent.

² Ces indicateurs devront peut-être être adaptés à la tendance de la série chronologique. L'indice de variation de Cuddy et Della Valle (1978) ou l'écart type du changement de pourcentage de la variable peuvent être utilisés pour cela (généralement appelé volatilité et avant tout appliqué aux prix).

L'apparition de conséquences normales, moyennes et catastrophiques sera associée à l'apparition de situations ou de sources de risque spécifiques. Dans la mesure du possible, différents risques seront caractérisés avec les indicateurs correspondants de variabilité, de gravité moyenne et de fréquence, puis classés selon différents niveaux de risque.

La corrélation entre les différentes sources de risque agricole sera également étudiée et des indicateurs de corrélation appropriés élaborés, calculés et intégrés à l'analyse.

Les outils et stratégies de GRA existants et les bénéficiaires réels seront analysés en fonction des principaux risques identifiés dans l'étude. Cette analyse pourrait partir des initiatives relatives à la GRA évoquées dans la section précédente, mais une analyse plus poussée, comprenant une modélisation, est encouragée. Cela peut nécessiter l'utilisation de modèles économiques comprenant des incertitudes, de simulations de Montecarlo et/ou d'analyses de scénarios.

Enfin, les indicateurs pour le Libéria seront comparés à ceux d'autres pays, chaque fois que cela sera possible.

Résultat principal

- Une liste bien définie des risques agricoles avec une quantification du scénario de «choc attendu» de cette source et du scénario de «perte maximale».
- Un tableau des principales corrélations entre les sources de risque.

Autres résultats et résultats intermédiaires

- Analyse statistique des risques à l'aide de séries chronologiques au niveau du pays et du producteur, éventuellement avec des secteurs de producteurs différenciés. Coefficients de variation.
- Tableau(x) des indicateurs de risque agricole: un tableau global pour le pays et éventuellement un par secteur de producteurs.
- Tableau(x) de corrélations des risques agricoles.
- Tableau des principaux risques agricoles et des initiatives existantes pour gérer chacun d'eux, avec des indicateurs de leur capacité à gérer ce risque.
- Rapport analytique sur l'évaluation des risques au Libéria.
- Une évaluation de la disponibilité des données au Libéria pour l'analyse des risques.
- *Analyse de genre comparative.*

Principales sources

- Sources statistiques sur la production, les rendements, les revenus, la consommation, les prix et la météo, provenant d'agences statistiques, d'organisations internationales, d'instituts de recherche ou d'ONG.
- Si elles existent, des enquêtes sur les revenus ou les dépenses des ménages sont recommandées pour l'évaluation des risques du producteur.
- Élaboration éventuelle d'enquêtes spécifiques pour l'étude, si les ressources sont disponibles.
- Rapports existants sur l'évaluation des risques provenant de toute source disponible.
- Si des informations quantitatives ne sont pas disponibles, des sources qualitatives seront utilisées.

Méthodologie

La méthodologie principale est l'analyse des séries chronologiques provenant des sources statistiques disponibles. Chaque fois que l'analyse des événements passés risque d'être biaisée pour estimer les risques futurs (par ex., les conséquences du changement climatique sur les conditions météorologiques), l'élément indicateur et l'importance probables du biais doivent être considérés. Lorsqu'il manque des informations statistiques quantitatives, toute autre source ou technique pertinente sera utilisée. Selon l'IOS-ICE (2009), d'autres méthodes existent telles que les méthodes complémentaires basées sur une discussion structurée lors d'une réunion ou d'un atelier d'experts ou de parties prenantes (par ex., technique de simulation structurée ou SWIFT); l'Analyse de scénarios définissant un ensemble spécifique de scénarios de risques et de politiques (il faudra généralement y ajouter un modèle économique) et des méthodes statistiques plus sophistiquées basées sur des simulations de Montecarlo, des analyses de Markov ou des statistiques bayésiennes.

Si des ressources sont disponibles, une analyse politique spécifique pourrait également être couverte ou entreprise. Cela nécessiterait l'utilisation de modèles économiques (comportant des incertitudes), de simulations de Montecarlo et/ou d'analyses de scénarios. Voir OCDE (2014) pour un exemple d'utilisation de ce type d'analyse des politiques.

Si l'on ne dispose d'aucune information quantitative, des sources qualitatives et autres méthodologies seront exploitées.

5. Hiérarchisation des priorités

Objectif

L'évaluation et la hiérarchisation des risques impliquent l'utilisation des informations et des indicateurs du profil de pays et de la cartographie des risques (sections 1 et 2), et de l'analyse des risques (section 3) pour faciliter la prise de décision en matière de politique de gestion des risques agricoles. Des graphiques ou des tableaux faciles à utiliser devront être réalisés afin de montrer les principales caractéristiques des différents risques, la vulnérabilité à ces risques, l'impact des outils de GRA existants et, par la suite, l'existence de lacunes dans ce système.

Champ d'application

L'objectif de cette section est d'identifier les principales lacunes en termes de risques existants et d'activités de gestion des risques, d'outils, de politiques et de mécanismes de coordination existants dans le pays. Cette dernière étape de l'étude d'évaluation des risques (EER) met l'accent sur une priorisation des risques en fonction de l'analyse précédente. La priorisation est basée à la fois sur des chiffres globaux (pertes globales par rapport au PIB, par ex.) et sur des chiffres ventilés pour les producteurs, en particulier les petits exploitants (événements susceptibles de ne pas affecter gravement le PIB global ni de nombreux producteurs en même temps mais qui ont des conséquences majeures pour un grand nombre de petits exploitants agricoles produisant certains aliments de base, en particulier les produits non commercialisés). La discussion sur la priorisation des risques devrait être basée sur une méthode telle que la matrice de conséquences/probabilité et/ou une analyse de scénario. D'autres méthodes pourraient être proposées et mises en œuvre si nécessaire.

Cette dernière partie fournira au gouvernement et aux parties prenantes nationaux une évaluation claire sur:

- Les risques prioritaires à partir desquels prendre des décisions rationnelles dans les domaines qui nécessitent une intervention ciblée. L'analyse quantifie les risques et leur impact au niveau du pays et des producteurs et permet au gouvernement d'établir une hiérarchisation des risques basée sur des éléments probants.
- L'analyse mettra en évidence les outils et les instruments politiques susceptibles d'améliorer efficacement la gestion des risques agricoles au Libéria en ce qui concerne les priorités de risque identifiées et le niveau de vulnérabilité à ces risques. Elle proposera spécifiquement des études de faisabilité à mettre en œuvre afin de gérer les risques prioritaires identifiés.

- Lacunes liées à l'information et à la capacité. L'analyse déterminera quels sont les besoins en capacité, en informations et les blocages les plus critiques. Elle inclura également des suggestions sur l'amélioration de l'information, des connaissances et des capacités.
- *Elle mettra également en évidence les différences de genre.*

Résultats

- Matrice des conséquences/probabilités.
- Changements dans la matrice de conséquences/probabilités de l'utilisation de différents outils.
- Analyse des scénarios: un nombre limité de scénarios identifiés et quantifiés avec des informations sur les événements/conséquences/les probabilités; et un nombre limité d'outils et leurs effets dans chaque scénario.
- Sur la base de l'analyse précédente, des recommandations (ou options politiques) sur les lacunes en matière d'informations identifiées et les priorités en matière de gestion des risques.

Principales sources

Identification, cartographie et analyse des risques dans les sections précédentes.

Méthodologie

L'utilisation de matrices de conséquences/probabilités et l'analyse des scénarios sont fortement recommandées. D'autres méthodologies peuvent être développées.

L'utilisation de méthodes d'appui telles que les discussions lors de réunions ou d'ateliers d'experts et/ou de parties prenantes devrait être envisagée, si possible dans le cadre de la présente étude et du processus PARM.

6. Sources et méthodologie

La dernière partie de l'étude sera consacrée à l'ensemble des problèmes d'information et de méthodologie qui existent au Libéria. Les choix méthodologiques effectués pour l'étude seront discutés et bien documentés.

Durée de l'étude

L'étude sera réalisée sur une durée maximale de quatre mois. Un calendrier du projet établira les différents produits élaborés pour chaque pays.

References

- Antonaci, L., Demeke, M. and Sow, M. (2013), Integrating Risk Management Tools and Policies into CAADP: Options and Challenges, Policy Brief, NEPAD, EU/FAO. http://www.nepad.org/system/files/Risk%20Management%20Brief_final%20May%202013.pdf
- CUDDY, J. D. A. and P. A.DELLA VALLE (1978): "MEASURING THE INSTABILITY OF TIME SERIES DATA". Oxford Bulletin of Economics and Statistics Volume 40, Issue 1, pages 79–85, February 1978
- ISO (2009a): "Risk Management – Vocabulary". ISO Guide 73. International Organization for Standardization, Geneva.
- ISO (2009b): "Risk Management – Principles and Guidelines". ISO 31000. International Organization for Standardization, Geneva.
- ISO/IEC (2009): "Risk Management: Risk Assessment Techniques". IEC/ISO 31010. International Electro technical Commission and International Organization for Standardization, Geneva.
- OECD (2009), Managing Risk in Agriculture: A holistic approach. OECD Publishing. <http://www.oecd.org/tad/agricultural-policies/45558582.pdf>
- OECD (2011), Managing Risk in Agriculture: Policy Assessment and Design, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264116146-en>
- OECD (2014): Transitory Food Insecurity in Indonesia. [TAD/CA/APM/WP(2014)14/FINAL]. Publication forthcoming.
- World Bank (2005). "Managing Agricultural Production Risk. Innovations in Developing Countries", Agriculture and Rural Development Department, The World Bank, Washington DC.
- World Bank (2013): AGRICULTURAL SECTOR RISK ASSESSMENT IN NIGER: Moving from Crisis Response to Long-Term Risk Management. Technical Assistance REPORT NUMBER: 74322-NE. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/13260/743220ESWOP12900Box374318B00PUBLIC0.pdf?sequence=1>

Outil D: Orientations de la Banque mondiale sur les axes de recherche et l'évaluation des risques agricoles sur le terrain

Extrait de l'étude de la Banque mondiale. 2017a. *Gender and Agricultural Risk. A Gender Approach to Agricultural Risk Assessments and Management Strategies*. Banque mondiale: Washington DC.

- D.1. Questions et liste de contrôle pour une recherche dans la cadre d'une évaluation genrée des risques agricoles
- D.2. Axes de recherche sur l'intégration du genre pour l'évaluation des risques agricoles sur le terrain
- D.3. Axes de recherche sur l'intégration du genre pour déterminer les capacités de gestion des risques
- D.4. Directives de l'étude de la Banque mondiale pour évaluer les risques et les capacités à gérer les groupes de discussion d'agriculteurs – administrer les groupes d'hommes et de femmes qui peuvent être de différents groupes d'âge.

D.1. Questions et liste de contrôle pour une recherche dans la cadre d'une évaluation genrée des risques agricoles

(Voir l'encadré 4.1. Questions and checklist for Background research for a Gender-differentiated ASRA, p. 24, Banque mondiale, 2017a.)

Lors de recherches de base pour réaliser une évaluation genrée des risques agricoles, l'utilisation d'une liste de contrôle axée sur le genre peut aider à s'assurer que l'équipe d'évaluation recueille les informations dont elle a besoin pour intégrer la dimension genre dès le départ. Les questions suivantes sont proposées à titre indicatif et peuvent varier d'un pays à l'autre en fonction des circonstances et de l'importance de l'évaluation des risques requises, mais elles devraient généralement s'appuyer sur deux aspects fondamentaux:

- Quelles contraintes limitent la pleine implication des femmes aux différents maillons des chaînes de valeur en question?
- Quelles sont les différences entre les hommes et les femmes en termes de capacité de gestion des risques agricoles?

Les informations à collecter lors d'une recherche placée dans une perspective de genre, doivent inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants:

- Politiques nationales et culturelles concernant la propriété des actifs (c.-à-d. capacité des femmes à posséder légalement des actifs sans la permission des hommes, la copropriété, la capacité à prendre des décisions relatives aux actifs).
- Politiques et pratiques nationales et culturelles concernant l'accès des femmes à la terre, aux actifs mobiles et financements/prêts.
- Politiques nationales et culturelles en matière d'héritage.
- Flexibilité et possibilités pour les femmes de chercher un emploi, d'assister à des formations et à des réunions et d'organiser des services de garde d'enfants.
- Niveau de mobilité des femmes pour avoir un emploi, suivre des formations, vendre sur le marché, livrer du lait, etc.
- Capacité des femmes à se déplacer seules.
- Différences de genre en matière d'accès aux actifs (physiques et financiers).
- Différences de genre en matière d'accès aux technologies et à l'information.
- Différences de genre au niveau des rôles joués dans les chaînes d'approvisionnement.
- Différences de genre en termes de niveau d'étude et compétences (pour lire et compter) qui font partie des chaînes d'approvisionnement.

D.2. Axes de recherche sur l'intégration du genre pour l'évaluation des risques agricoles sur le terrain

(Voir l'encadré 4.3. Gender-based line of enquiry for ASRA fieldwork, p. 28, Banque mondiale. 2017a.)

Les activités suivantes font partie des axes de recherche des membres de l'équipe participant à l'ASRA. Elles peuvent être utilisées comme liste de contrôle pour les entretiens et les discussions de groupe:

- Identifier les causes des pertes (causes uniques ou multiples) et à quoi les femmes les attribuent.
- Évaluer comment les pertes ont affecté les femmes participant aux chaînes d'approvisionnement.
- Corroborer la fréquence de ces événements.
- Déterminer si les pertes ont été également réparties par zone, par groupe d'agriculteurs, par genre.
- Déterminer comment les différentes parties prenantes (femmes et hommes) gèrent les risques.
- Découvrir comment les chocs ont été gérés par les femmes et les hommes.
- Déterminer si des entreprises gérées par des femmes ont cessé leurs activités.
- Connaître les menaces à long terme qui pèsent sur les moyens de subsistance.
- Évaluer la capacité de gérer les risques (et préjugés de genre) des institutions de gestion des risques.
- Tester si l'ampleur des pertes estimées lors de l'évaluation documentaire est correcte.
- Analyser les stratégies actuelles du gouvernement pour répondre aux chocs.
- Recueillir les perceptions qu'ont les femmes des priorités en matière de risques.
- Identifier les solutions suggérées par les femmes.

D.3. Axes de recherche sur l'intégration du genre pour déterminer les capacités de gestion des risques

(voir encadré 4.2 Gendered line of enquiry to establish capacity to Manage risk, Banque mondiale 2017a.)

La compréhension des profils de risque implique: (i) d'analyser les rôles des différentes parties prenantes pour chaque chaîne d'approvisionnement évaluée dans l'enquête ventilée par sexe, et (ii) de comprendre leurs capacités de gestion des risques. Pour orienter l'évaluation des profils de risque des parties prenantes, l'équipe devrait chercher à répondre aux questions générales suivantes:

- Qui participe à la chaîne de valeur analysée (différentes parties prenantes, segments de population, rôles selon le genre, etc.)?
- Quels risques affectent le plus les femmes?
- Quelle est l'exposition au risque et quel est l'impact différencié du risque pour les femmes et les hommes? Existe-t-il des différences régionales?
- Quelles sont les pratiques actuelles de gestion des risques des femmes? En termes de réduction des risques, de transfert de risques et/ou de stratégies d'adaptation aux risques.
- Comment les hommes et les femmes gèrent-ils les risques et les instruments qu'ils utilisent sont-ils efficaces? Pourquoi?
- Quelles sont les limites des pratiques actuelles de gestion des risques des femmes? Pourquoi certains risques ne sont-ils pas gérés?
- Quelle est la capacité des institutions de soutien à gérer les principaux risques auxquels sont principalement confrontées les femmes?

L'équipe d'évaluation doit répondre à ces questions lors des entretiens sur le terrain avec les parties prenantes pour chaque chaîne d'approvisionnement. Pour les agricultrices responsables de petites exploitations, qui sont souvent les plus vulnérables et qui ont le moins la parole, les discussions de groupe sont primordiales pour qu'elles puissent discuter de leurs risques et vulnérabilités, des stratégies d'atténuation et des mécanismes d'adaptation.

D.4 Directives de l'étude de la Banque mondiale pour évaluer les risques et les capacités à gérer les groupes de discussion d'agriculteurs – administrer les groupes d'hommes et de femmes, qui peuvent être de différents groupes d'âge

Voir l'annexe D: Guidelines for assessing risk and capacity to manage in focus groups with farmers, 54. Banque mondiale, 2017a.

Le rapport complet ainsi que l'annexe D, sont consultables sur le site de la bibliothèque en ligne www.p4arm.org ou en cliquant sur le lien suivant: <http://p4arm.org/gender-agricultural-risk-gendered-approach-agricultural-risk-assessments-management-strategies/>

Outil E: Matrice d'analyse de la capacité et de la vulnérabilité dans le cadre de la GRA

Adapté à partir du document de la FAO. 2016b. *Gender-responsive disaster risk reduction in the agriculture sector, Guidance for policy-makers and practitioners*. FAO: Rome.

Objectif

Cet outil sert à comprendre les ressources et les besoins des hommes et des femmes, les vulnérabilités sous-jacentes des différents groupes face aux catastrophes ainsi que les capacités existantes pour répondre aux situations de crise. Il s'agit d'une approche qui peut soutenir et maximiser les capacités locales et qui s'appuie sur la planification à long terme. L'analyse genre est intégrée dans la Matrice d'analyse de la capacité et de la vulnérabilité pour comprendre le rôle des femmes et des hommes dans la prise de décision, leur accès et leur contrôle sur les ressources et les systèmes sociaux d'échange. En d'autres termes, elle vous aide à collecter des informations sur les questions de genre:

1. Besoins, capacités et perception des risques pour les hommes, les femmes, les garçons et les filles.
2. Accès et contrôle des ressources productives, des biens et des services, y compris des informations.
3. Participation à la prise de décision et autonomisation.

Quand utiliser cet outil?:

Cet outil peut servir durant l'élaboration de **l'analyse de situation (lors de l'identification des risques, étape 1 du cycle de GRA, mais les informations recueillies seront utiles à l'étape 2, Évaluation et hiérarchisation des risques, et aux étapes 3 et 4 Identification et mise en œuvre de l'outil)**, car il fournit des informations sur la situation existante, ainsi que pour encadrer et définir les **domaines d'action stratégiques** puisqu'il permet de clarifier les points forts et les domaines nécessitant un soutien supplémentaire.

Processus

Dans une matrice d'analyse de la capacité et de la vulnérabilité, trois composantes regardant les capacités et les vulnérabilités sont considérées: les ressources physiques et matérielles; les institutions et relations sociales et organisationnelles; et les facteurs de motivation et comportements. Le but est d'utiliser la matrice pour identifier les capacités et les vulnérabilités des différents groupes de la population cible par rapport au type de catastrophe que les participants ont identifié comme leur objectif (l'outil de cartographie des risques peut vous aider à identifier une cible). Cet outil peut également vous aider à identifier les différences d'accès et de contrôle sur les ressources des hommes et des femmes. Il peut être utile de cibler un événement passé spécifique (par ex. une sécheresse de l'année précédente) pour que la discussion s'établisse autour d'un événement concret plutôt que de parler de types d'événements (sécheresses) en général.

Préparer une matrice à l'avance à remplir avec un groupe d'hommes et une autre avec un groupe de femmes afin de pouvoir comparer leurs points de vue. Idéalement, vous devriez également recueillir les points de vue d'autres groupes, tels que les jeunes hommes et femmes.

Commencer par expliquer au groupe les types d'informations que vous souhaitez discuter avec lui. Faire preuve de clarté sur les définitions de la vulnérabilité et de la capacité:

- **La vulnérabilité** est un ensemble de conditions qui affectent négativement la capacité des personnes à faire face à une situation menaçante. (Elle peut également être définie comme: les caractéristiques et les circonstances d'une communauté, d'un système ou d'un bien qui le rendent sensible aux effets négatifs d'un danger; voir ONU/SIPC 2009). Les vulnérabilités doivent être évaluées pour identifier les hommes et les femmes les plus à risque et comprendre les raisons.
- **La capacité** est un ensemble de qualités qui augmentent la capacité des personnes à faire face à un événement menaçant (c'est-à-dire que les besoins existent lorsqu'il n'y a pas de capacité locale pour y répondre).
- Vous pouvez également expliquer les utilisations potentielles de cette matrice, notamment, pour:
 - améliorer le ciblage et la hiérarchisation des besoins des hommes et des femmes;
 - soutenir le développement à long terme et les outils de gestion des risques de catastrophes pour remédier aux vulnérabilités sous-jacentes de la population;
 - soutenir et maximiser les capacités locales et les stratégies d'adaptation dans la réponse humanitaire;
 - contribuer à répondre aux risques de catastrophe (préparation) avec des informations de base.

Le diagramme suivant montre un exemple de matrice. En haut, les capacités (ce que les gens peuvent faire, sur qui ils comptent) et les vulnérabilités (ce dont ils ont besoin ou manquent) sont répertoriées. Les données sont ventilées selon les catégories hommes, femmes, garçons et filles afin que de pouvoir enregistrer les réponses de ces différents groupes à évaluer en fonction du genre et de l'âge. Cela pourrait être simplifié pour n'inclure que les «hommes» et les «femmes», ou, au lieu des groupes de jeunes, d'autres catégories pourraient être proposées telles que la propriété foncière (hommes propriétaires fonciers, femmes propriétaires fonciers, hommes sans terre et femmes sans terre). Dans la colonne de gauche figurent les trois dimensions des capacités et des vulnérabilités à évaluer.

Matrice des capacités et des vulnérabilités

	Capacités				Vulnérabilités			
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	Garçons	Filles
Ressources physiques et matérielles								
Social et organisationnel								
Motivation et comportement								

Les capacités et vulnérabilités physiques et matérielles peuvent être liées:

- au foncier
- à la santé et au handicap
- aux moyens d'existence et compétences professionnelles
- aux conditions d'élevage et de culture
- aux marchés
- au logement
- à l'approvisionnement en eau et en nourriture
- aux immobilisations et autres actifs, etc.

Les capacités et les vulnérabilités sociales/organisationnelles peuvent être liées:

- aux structures familiales
- aux organisations sociales et politiques
- aux rassemblements sociaux informels
- aux divisions selon le genre, la race, l'ethnie, la classe
- au capital social (systèmes de soutien et de pouvoir)
- au niveau d'étude.

Les capacités et les vulnérabilités en termes de motivation et comportement peuvent être liées:

- aux expériences et crises passées
- aux attentes en matière de secours d'urgence
- aux stratégies d'adaptation existantes
- aux facteurs culturels et psychologiques
- aux changements dans les structures et les relations de pouvoir.

Les questions d'approfondissement suivantes peuvent vous aider à faciliter une discussion et vous permettre de remplir cette matrice. Il n'est pas nécessaire de compiler chaque case de la matrice; le preneur de notes devrait plutôt enregistrer les idées de la discussion à l'endroit approprié dans la matrice.

Questions plus détaillées d'approfondissement:

- Qui (femmes, hommes, filles, garçons ou tous) est affecté lorsque (insérer un événement spécifique identifié par le groupe)? Comment les personnes sont-elles affectées?
- Quels types d'ajustements les hommes et les femmes font-ils dans leurs activités quotidiennes, incluant les activités ménagères et le travail à la ferme ou à l'extérieur de la maison?
- Avez-vous accès au crédit ou à l'épargne sur lesquels vous comptez pendant cette période? Le crédit est-il utilisé pour acheter des aliments ou d'autres articles ménagers?
- Certains de vos biens ont-ils subi des dommages, pouvez-vous les remplacer?
- Y a-t-il quelqu'un - une personne ou une organisation - qui vous a aidé lorsque l'événement a eu lieu?
- Qu'auriez-vous pu faire d'autre?
- Avez-vous déjà appris des techniques et des processus qui vous aident à réagir à cet événement auprès de personnes d'un autre village?

Utilisation des informations recueillies à partir de cet outil

Les informations produites par cet outil sont utiles pour informer sur la capacité de gérer les risques et d'identifier les points forts qui existent déjà au sein des communautés, et pour prioriser le type d'assistance nécessaire en relation à des groupes spécifiques. Vous devriez rédiger un résumé descriptif des informations collectées via la matrice et synthétiser les réponses fournies par les hommes et les femmes (et d'autres groupes) sur leurs capacités - cela peut alors devenir une recommandation pour les groupes ou initiatives à explorer et soutenir ultérieurement. L'autre point clé résume quels groupes ont des vulnérabilités et dans quels domaines. D'autres recherches peuvent être justifiées pour comprendre l'importance relative de ces vulnérabilités et la meilleure façon d'y apporter des solutions. Il est essentiel que dans votre résumé, vous combiniez les réponses lorsque les différents groupes sont d'accord et que vous mettiez en évidence les différences entre les hommes et les femmes. Ce type d'informations nuancées est essentiel pour développer des approches genrées ciblées.

Outil F: Domaines et indicateurs pour une analyse de la chaîne d'approvisionnement qui intègrent le genre

Extrait de l'étude de Pepper, A. 2016. *Value chain development, gender and women's empowerment in Ghana*. PAM: Dakar.

Attention: La PARM ne réalise pas d'enquêtes représentatives. Le nombre d'informations détaillées recueillies lors de cette enquête est sujet à variation et un plus petit nombre d'informations peut suffire pour identifier la capacité de gérer les risques. Toutefois, nous vous proposons cet outil car il offre un modèle utile pour le type de données à collecter si une analyse de genre approfondie doit être effectuée; par exemple, pour les outils ou projets de GRA ciblant davantage le genre.

Indicateurs et exemples de questions sur l'autonomisation dans les chaînes d'approvisionnement agricole: Les indicateurs suivants reflètent les principaux domaines d'autonomisation au sein des chaînes d'approvisionnement et des marchés agricoles. Ces questions permettent d'évaluer les dynamiques de genre et l'autonomisation dans les chaînes d'approvisionnement. Elles peuvent être adaptées et intégrées dans des questionnaires pour les petits exploitants agricoles et d'autres acteurs du marché, notamment les agrégateurs, les petits transformateurs et les commerçants. Elles peuvent également être intégrées dans les débats de groupe de discussion où hommes et femmes sont séparés. L'outil qui va être présenté ci-dessous est une adaptation de l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (IAFA) conformément aux résultats de l'évaluation préliminaire sur les besoins d'information genrée de l'ENVAC (*Enhanced nutrition and value chains*).

Indicateurs	Questions	Inclus dans l'évaluation du marché 2016 de l'EFSA du Ghana
Prise de décision sur les activités de la chaîne de valeur	Qui exerce un leadership dans vos activités commerciales (lors de l'achat ou la vente)?	
	Qui décide, la plupart du temps: <ul style="list-style-type: none"> - si vous allez vendre? - quels produits vendre? - en quelle quantité? - à quel prix allez-vous vendre le(s) produit(s)? - où vendre? - à qui vendre? - d'où proviendront les produits (si vous ne les produisez pas vous-même)? - de contracter des crédits pour financer des activités de commerciales/vente? 	X: Qui décide si vous vendrez ce produit la plupart du temps?; Qui détermine le prix de vente de ce produit normalement? Qui décide à qui/où vous achèterez ce produit normalement?
Accès et pouvoir de décision en matière de ressources productives	Qui, le cas échéant, dans votre ménage, a accès au capital productif (financier, foncier, autre)?	
	- Qui décide, la plupart du temps, de la manière dont le capital productif sera utilisé?	
	Qui dans votre ménage a accès au marché (par l'achat et la vente)?	
	Qui, le cas échéant, dans votre ménage, a accès aux services financiers?	
	Qui décide, la plupart du temps, si les services financiers seront utilisés (et à partir de quelles sources)?	
	Qui, le cas échéant, dans votre ménage, a accès et connaît les technologies/équipements agricoles? <ul style="list-style-type: none"> - Qui décide, la plupart du temps, si les technologies/équipements seront utilisés? 	
Avez-vous accès à des installations de stockage?		(...)

(...) Indicateurs	Questions	Inclus dans l'évaluation du marché 2016 de l'EFSA du Ghana
Compétences/ capacités	Taux d'alphabétisation des acteurs féminins et masculins	
	Capacité à utiliser la technologie/l'équipement d'intrants agricoles	
	Connaissance et utilisation de la qualité et de l'innocuité des aliments (parmi les petits transformateurs)	
	Accès aux équipements de contrôle qualité et aptitude à les utiliser	
Contrôle de l'utilisation des revenus	Qui détient de manière individuelle ou partagée les ressources à partir desquelles sont réalisées les activités commerciales?	
	Qui décide, normalement, de la manière dont les revenus seront utilisés, tant dans les activités commerciales que pour la famille?	
	Qui décide, la plupart du temps, quelle part de vos revenus générés sera consacrée à l'alimentation de votre ménage?	
Leadership sur les marchés	Vous sentez-vous à l'aise de parler en public (c.-à-d. dans des associations de producteurs, autres groupes locaux) pour évoquer les problèmes du marché?	X: dans le questionnaire Vendeur
	Participez-vous à un OP ou à un groupe communautaire commercial? Si oui, participez-vous au principal organe de décision?	
Utilisation du temps	Avez-vous régulièrement du temps à consacrer aux activités commerciales en dehors de la maison?	
	Combien de temps consacrez-vous aux tâches domestiques, garde d'enfants comprise?	
	Comment votre emploi du temps affecte-t-il vos activités agricoles (production, agrégation, commercialisation, transformation, etc.)?	
Mobilité	Vos déplacements pour vendre vos produits sont-ils importants? Quelle est la fréquence?	
	Avez-vous accès à plusieurs points de vente?	
	Vos moyens de transport sont-ils sûrs (qualité du véhicule/de la route) et efficaces?	
	La sécurité au niveau du transport des marchandises pose-t-elle problème?	
Institutions	Quel processus doit être suivi pour avoir accès aux marchés (pour la vente)?	
	Qui contrôle le marché? (organisme gouvernemental, association de marché, reines de marché, etc.)	Ces questions peuvent être mieux utilisées dans les entretiens avec des informateurs clés du marché.
	Les femmes ont-elles les mêmes droits que les hommes concernant les marchés alimentaires?	

(...)

(...) Indicateurs	Questions	Inclus dans l'évaluation du marché 2016 de l'EFSA du Ghana
Perceptions de soi et de genre	Quel devrait être le plus grand défi/obstacle pour votre entreprise à l'avenir?	X: dans le questionnaire Vendeur
	Comment pensez-vous que ce produit évoluera dans le futur (6 mois à 1 an)?	X: dans le questionnaire Vendeur
	Que signifie avoir un pouvoir de marché?	
	Associez-vous vos activités commerciales à un pouvoir de marché?	
	Pour vous, qu'est-ce qui est important à savoir lorsque l'on considère l'accès et le pouvoir des femmes sur les marchés?	
	Quelles autres informations démographiques sur les marchés peuvent éclairer le pouvoir et les relations entre les hommes et les femmes?	
Chaîne de valeur	Est-ce que vous ou quelqu'un de votre famille produisez ce que vous vendez? - Si non, de qui et où obtenez-vous vos produits?	
	À qui vendez-vous? (grossistes, agrégateurs, reines du marché, directement aux consommateurs)	
	Où vendez-vous la plupart de vos produits? (à l'entrée de l'exploitation, grossistes, marchés locaux, autres)	

Outil G: Questionnaires pour les entretiens avec les informateurs qui intègrent le genre pour les chaînes de valeur agricoles

À partir de Jaffee, S. et al. 2008. *Rapid Agricultural Supply Chain Risk Assessment: Methodological Guidelines*. Volume 2. Commodity Risk Management Group, agriculture and rural development Department. Banque mondiale: Washington DC.

- G.1. Directives pour les entretiens avec les fournisseurs d'intrant (annexe 4.1)
- G.2. Directives pour les entretiens avec les agriculteurs (annexe 4.2)
- G.3. Directives pour les entretiens avec les intermédiaires de marché (annexe 4.3)
- G.4. Directives pour les entrevues avec les transformateurs (annexe 4.4)
- G.5. Directives pour les entretiens avec les commerçants (annexe 4.5)
- G.6. Directives officielles pour les entretiens avec le gouvernement (annexe 4.7)
- G.7. Directives pour les entretiens avec des spécialistes techniques (annexe 4.8)
- G.8. Institutions financières (annexe 4.9)
- G.9. Organisations agricoles (annexe 4.10)

G.1. Directives pour les entretiens avec les fournisseurs d'intrant (annexe 4.1)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Profil			
Avez-vous des accords réguliers en matière d'approvisionnement en intrants? Avec qui?	S'agit-il des hommes ou des femmes?		Connaissance des différents liens au sein de la chaîne d'approvisionnement, principaux partenaires
Comment les problèmes de chaîne d'approvisionnement sont-ils influencés par les relations acheteurs/achats?	Quels sont vos acheteurs? S'agit-il principalement d'hommes ou de femmes?		Comprendre la vulnérabilité de certains consommateurs dans les chaînes d'approvisionnement en fonction du genre
Comment les problèmes de chaîne d'approvisionnement sont-ils influencés par les relations commerciales?			Pourcentage par le gouvernement, le public, les sociétés privées/nationales, les sociétés privées/étrangères, les sociétés publiques
Quelles relations commerciales existent avec les transformateurs, les commerçants, les détaillants?	Quel rôle le genre joue-t-il dans ces relations?		Si oui, lors de la privatisation
Quels effets d'entraînement (c.-à-d. les impacts liés) les problèmes d'approvisionnement en intrants ont-ils sur toute la chaîne d'approvisionnement?			Permanent et temporaire (saisonnier) (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie I: Rôle dans la chaîne d'approvisionnement: Que faites-vous?			
Décrire les activités d'approvisionnement en intrants par rapport au produit.			Type d'intrants fournis, importance des produits sur le marché mondial des fournitures d'intrants
Quel est le niveau moyen des approvisionnements en intrants et des revenus dans une année moyenne pour une chaîne d'approvisionnement donnée?			Approvisionnements d'intrants dans la chaîne d'approvisionnement mesurés en tonnes
Comment l'offre et les revenus en matière d'intrants ont-ils variés au cours des cinq dernières années pour une chaîne d'approvisionnement donnée?			
Comment décririez-vous votre position sur le marché intérieur par rapport à la chaîne d'approvisionnement?			La variabilité peut-elle être directement attribuée à un/aux risque(s)
D'où proviennent les intrants?			Dominant, majeur, important au niveau régional, relativement petit
Quels agriculteurs/organisations agricoles fournissez-vous dans la chaîne?	S'agit-il principalement d'hommes ou de femmes?		Niveau de compréhension du fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement
Combien d'agents/centres de distribution avez-vous? Quelle est la répartition géographique de ces centres?			National, importé
Quelles sont les spécifications de qualité et les licences demandées?			Nombre d'exploitations agricoles. Part approximative des petites et grandes exploitations agricoles
Comment sont financées les ventes? Comment les achats sont-ils financés?			Propres centres de distribution ou agents et/ou points d'accès à des marchés publics
Comment les subventions gouvernementales ou les garanties de crédit affectent-elles les entreprises?		Avez-vous des difficultés qui seraient liées au fait que vous êtes un homme ou une femme?	Perçu comme une «opportunité» ou une «menace» qui augmente ou diminue les risques, les décisions, résultats?
			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie II: Qu'est-ce qui peut ne pas fonctionner?			
En termes généraux, quelles sont les principales sources de risques auxquelles vous êtes confronté <ul style="list-style-type: none"> • au niveau de l'approvisionnement? • Le stockage et la manipulation? • La vente/la commercialisation? 	Pensez-vous que les hommes et les femmes dans la même situation que vous font face à des risques différents? Si c'est le cas, pourquoi?		Examinez les facteurs de risque spécifiques de l'annexe 3, par ex.: conditions météorologiques, prix, logistique, restrictions politiques, environnement
Quels sont les impacts négatifs directs pouvant résulter de ces risques?	Ces impacts sont-ils différents parce que vous êtes un homme ou une femme? Si c'est le cas, pourquoi?		Voir annexe 3, par ex, les impacts directs des risques politiques comprennent la concurrence entre les entreprises subventionnées
Quels sont les trois principaux types de risques qui peuvent toucher le plus votre entreprise?			Classement des zones à problèmes potentiels. Détermination de la gravité
Quelle est la fréquence de ces risques?			Souvent/rarement, saisonnier, annuel. Impacts temporels
Comment décririez-vous la gravité potentielle de l'impact et les pertes attendues résultant de risques majeurs?			Perte attendue – minimale, faible, moyenne, élevée, très élevée
Dans l'ensemble, les conditions sous-jacentes de la chaîne d'approvisionnement, et votre position en particulier, se sont-elles détériorées/améliorées ces dernières années? Avez-vous conservé des éléments qui peuvent en attester?			Vérifier les éléments attestant la situation et recueillir les perceptions ou données compilées probantes

(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie III: Relation avec les autres participants de la chaîne d'approvisionnement?			
Avez-vous des accords réguliers en matière d'approvisionnement? Avec qui?	S'agit-il d'hommes ou de femmes?		Accord formel, informel. Connaissance des différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement, principaux partenaires
Comment les problèmes de chaîne d'approvisionnement sont-ils influencés par les relations acheteurs/achat?	Qui sont les acheteurs? S'agit-il avant tout d'hommes ou de femmes?		Formalité du contrat, durée des échanges, relations, petites et grandes entreprises
Quels sont les effets d'entraînement (les impacts liés) que les problèmes d'alimentation d'entrée ont en général sur toute la chaîne d'approvisionnement?			Rôle des agriculteurs, des PME, des organisations d'agriculteurs, des coopératives, des donateurs/ONG
Comment les problèmes de chaîne d'approvisionnement sont-ils influencés par les relations commerciales?			Agriculture contractuelle, intégration verticale, contrats de vente garantis
Quelles relations commerciales existent avec les transformateurs, les commerçants, les détaillants?		Avec qui interagissez-vous principalement, des hommes ou des femmes? En quoi cela affecte-t-il les interactions?	Perception de la transmission des risques à travers la chaîne d'approvisionnement
Partie IV: Comment gérez-vous et répondez-vous aux problèmes?			
Que faites-vous pour résoudre les problèmes liés aux risques avant leur survenance? Depuis combien de temps ces actions sont-elles en place?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Stratégies ex ante: a) diversification des actifs et des entreprises, b) accords de rémunération, c) diminution de la participation à la chaîne d'approvisionnement (par ex. migration/réduction de la production)
Que faites-vous pour lutter contre les impacts négatifs d'un événement à risque?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Stratégies ex post
Quelle a été l'efficacité des mesures prises? Quelles actions ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?			a. Ex-ante b. Ex-post
Quelles ont été les interventions des «agents» du secteur public (y compris les donateurs/ONG) pour gérer les problèmes d'approvisionnement?			Actions du secteur public ou actions basées sur le marché. Ex ante ou ex post (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quelle a été l'efficacité des interventions publiques? Lesquelles sont plus/moins efficaces?	Ont-elles été satisfaisantes pour vous? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Timing, ciblage, livraison Répond aux besoins?
Qu'est-ce que l'expérience récente a montré sur la capacité des fournisseurs d'intrants à résister aux écarts, perturbations et catastrophes majeurs dans la chaîne d'approvisionnement?			Capacité à gérer les risques ou besoin de «partenaires» externes
Quelles sources d'information, le cas échéant, sont utilisées pour évaluer la fréquence/l'ampleur/la gravité potentielle des problèmes?	Pensez-vous que ces sources sont bien adaptées à vos besoins? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Informations pour une alerte précoce, suivi des prix, connaissances locales Lacunes dans les produits et la délivrance d'information
Comment décririez-vous l'accès global au crédit et à l'assurance? Quels sont les avantages/coûts du crédit et/ou de l'assurance?			Disponibilité, abordabilité du crédit et paiement en temps opportun/«équitable» de l'assurance
Partie V: Que pourrait-on faire à l'avenir et qui peut le faire?			
Quelles sont les principales leçons tirées des expériences passées en matière de gestion des risques?			
Quelles options pourraient être explorées pour gérer plus efficacement les problèmes liés à l'approvisionnement en intrants? Par des fournisseurs d'intrants? Par d'autres?			
Quelles sont les options potentielles pour gérer les problèmes conjointement avec d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement?	Cela fait-il une différence si ces acteurs sont des hommes ou des femmes?		
Quels rôles les acteurs des secteurs privé et public pourraient-ils jouer, notamment les donateurs et les ONG?			

G.2. Directives pour les entretiens avec les agriculteurs (annexe 4.2)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: profil			
Nom			
Coordonnées			
Emplacement géographique			
Type d'entreprise			Entreprise familiale, petite échelle, commercial moderne, agro-industriel
Nombre/type d'employés			% permanent, temporaire; % famille, propriétaire ou embauché
Partie I: Rôle dans la chaîne d'approvisionnement: Que faites-vous?			
Décrivez brièvement vos activités de production en rapport à la chaîne d'approvisionnement.			Plantes cultivées (% superficie ou valeur), superficie totale cultivée et possédée (ha)
Quel est votre niveau moyen de production et de revenus au cours d'une année donnée? Quelles ont été les tendances de ces dernières années?			Évolution des prix, des rendements et des revenus (bruts). Vérifiez les données probantes. Peuvent se trouver dans les rapports annuels, pour les grands agriculteurs
Quelle est l'importance du produit dans la production globale et en termes de rotation annuelle des cultures?			Calendrier de rotation des cultures, planification saisonnière
Quelle est votre dépendance à l'égard du travail domestique par rapport au travail salarié? Y a-t-il une dimension saisonnière?			
Quels intrants utilisez-vous? Où vous procurez-vous les intrants?			Engrais, semences, fiabilité des pesticides, qualité, utilisation
Quel type d'irrigation est utilisé?	Le cas échéant: combien de temps consacrez-vous à la collecte de l'eau? Qui récupère l'eau?		Sillon, goutte-à-goutte, aérien, etc. Rôles sexospécifiques dans la collecte de l'eau
Décrivez brièvement les actifs agricoles et le niveau technologique.	Possédez-vous ces actifs? Si ce n'est pas le cas, à qui appartiennent-ils? Y avez-vous accès?		Infrastructure, investissements Propriété et accès aux actifs
Quels sont les facteurs qui motivent la plantation de cultures? Quelles sont les alternatives?			Retour aux actifs ou gestion des risques. Biens de substitution, complémentaires
(...)			

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quel accès avez-vous aux marchés et commerçants locaux? Quel est la distance avec le centre commercial le plus proche?	Avez-vous des problèmes spécifiques à quitter votre lieu de vie/exploitation pour vous rendre au marché et y vendre ou acheter?		Marchés formels et informels Vulnérabilités de genre en matière de transport et problèmes de garde d'enfants/travaux ménagers ainsi que de marchés non adaptés aux femmes en raison du manque d'infrastructures WASH...
Êtes-vous membre d'une coopérative/ organisation agricole? Quels sont les principaux avantages de cette relation?			L'adhésion est-elle une "condition préalable" à la participation à la chaîne d'approvisionnement?
Partie II: Qu'est-ce qui peut ne pas bien fonctionner?			
En termes généraux, quelles sont les principales sources de risques auxquelles vous êtes confrontées? Origine des intrants/production, ventes/commercialisation des produits?	Pensez-vous que les hommes et les femmes dans la même situation que vous font face à des risques différents? Si ce n'est le cas, pourquoi?		Étude de la nature du risque contre les facteurs de risque spécifiques ayant un impact sur le niveau de l'exploitation agricole, par ex.: météo, prix, environnement, normes du travail, logistique, niveau opérationnel
Quels sont les impacts négatifs directs pouvant résulter de ces risques?	Ces impacts sont-ils différents parce que vous êtes un homme ou une femme? Si ce n'est le cas, pourquoi?		
En résumé, quelles sont les trois principales sources de risque qui touchent le plus votre entreprise?			Classement des «domaines» à risques potentiels
Quelle est la fréquence de ces risques?			Souvent/rarement, saisonnier, annuel
Comment décririez-vous la gravité potentielle de l'impact et les pertes attendues résultant de risques majeurs?			Perte attendue – minimale, faible, moyenne, élevée, très élevée
Dans l'ensemble, les conditions sous-jacentes de la chaîne d'approvisionnement, et votre position en particulier, s'est-elle détériorée/améliorée ces dernières années? Avez-vous conservé des éléments pouvant l'attester?			Vérifier les éléments probants qui peuvent attester d'une situation et faire des demandes (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie III: Relation avec les autres participants de la chaîne d'approvisionnement?			
Passez-vous des accords réguliers pour vos approvisionnement en intrants? Avec qui? Ces accords sont-ils fiables?	Passez-vous principalement ces accords avec des hommes ou des femmes, et cela fait-il une différence? Si c'est le cas, pourquoi?		Fourniture en temps opportun des intrants, facteurs de coût, problèmes logistiques. Formalité autour des accords
Passez-vous des accords de vente (contrat) fixes avec des transformateurs ou d'autres intermédiaires? À quelle fréquence sont-ils négociés?	Passez-vous principalement ces accords avec des hommes ou des femmes, et cela fait-il une différence? Si c'est le cas, pourquoi?		Formalité du contrat, durée des relations commerciales. Problèmes logistiques
Comment les exigences de transport sont-elles satisfaites? Les moyens de transport sont-ils satisfaisants?			Disponibilité, accessibilité, fiabilité
Quels mécanismes/interactions de rétroaction (le cas échéant) existent avec les commerçants et les détaillants?			Préoccupations communes liées à l'environnement, au travail et à l'innocuité des aliments
Quels effets d'entraînement les problèmes de production au niveau de l'exploitation ont-ils sur la chaîne d'approvisionnement au sens large? Quelles entités sont les plus impactées?	–		Impacts des déficits de production/ offre, contraintes de main-d'œuvre, etc.
Partie IV: Comment gérez-vous et répondez-vous aux problèmes?			
Que faites-vous pour résoudre les problèmes et parer à un risque? Depuis combien de temps ces actions sont-elles prévues?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Ex ante – investissements dans les infrastructures, la technologie, les pratiques de gestion, les instruments financiers, les dispositions organisationnelles
Que faites-vous pour résoudre les problèmes après la survenance d'un événement à risque?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Stratégies ex post – réallocation d'actifs, vente d'actifs, recherche d'emploi/migration, transferts, etc.
Quelle a été l'efficacité des mesures prises? Quelles mesures ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?			a. Ex-ante b. Ex-post
Qui prend généralement ces mesures?	Les hommes? Les femmes?		Décisions indépendantes, décisions des organisations d'agriculteurs, mécanismes formels ou informels (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quelles sont les interventions soutenues par les «agents» du secteur public (y compris les donateurs/ONG) pour gérer les problèmes?			Actions du secteur public ou actions basées sur le marché. Ex ante contre ex post
Quelle a été l'efficacité des interventions publiques? Lesquelles sont plus/moins efficaces?	Pensez-vous que ces sources sont bien adaptées à vos besoins? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Timing, ciblage, livraison Répond aux besoins?
Qu'est-ce que l'expérience récente montre au sujet de la capacité des agriculteurs à résister aux écarts majeurs, aux perturbations et aux catastrophes dans les chaînes d'approvisionnement?			Capacité à gérer les risques ou besoin de «partenaires» externes
Quelles sources d'information, le cas échéant, sont utilisées pour prévoir/évaluer la fréquence/l'ampleur/la gravité potentielle des problèmes?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Informations d'alerte précoce, suivi des prix, connaissances locales Lacunes dans les produits et la délivrance d'information
Comment décririez-vous l'accès global au crédit et à l'assurance? Quels sont les avantages/coûts du crédit et/ou de l'assurance?			Disponibilité, abordabilité du crédit et paiement en temps opportun/«équitable» de l'assurance
Partie V: Que pourrait-on faire à l'avenir et qui pourrait le faire?			
Quelles sont les principales leçons tirées des expériences passées en matière de gestion des risques?			Opportunités et contraintes
Quelles options pourraient être explorées pour gérer plus efficacement les problèmes de production? Par les agriculteurs? Par d'autres?	Diriez-vous que les hommes et les femmes ont les mêmes options? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		
Quelles sont les options potentielles perçues pour gérer les problèmes conjointement avec d'autres entités de la chaîne d'approvisionnement?			
Quels rôles les acteurs des secteurs privé et public pourraient-ils jouer, y compris les donateurs et les ONG?			

G.3. Directives pour les entretiens avec les intermédiaires de marché (annexe 4.3)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: Profil			
Nom de la compagnie			
Personne contact et titre			
Adresse et emplacement géographique			
Coordonnées			
Année de création			
Nombre d'employés		Permanent et temporaire (saisonnier)	
Partie I: Rôle dans la chaîne d'approvisionnement: Que faites-vous?			
Décrivez brièvement votre position et votre importance dans la chaîne d'approvisionnement?		Acheteur petit, moyen, important. Entité privée, ONG	
Achetez-vous en tant qu'agent pour le compte d'une autre entité (par ex. exportateur, transformateur) ou de votre propre chef?		Achat pour compte propre ou en tant qu'agent	
Quelle est l'importance du produit dans votre portefeuille global? Combien d'autres produits achetez-vous et échangez-vous?		Combinaison de produits, importance du produit de la chaîne d'approvisionnement	
Quels aspects saisonniers affectent les activités d'achat?		Variabilité saisonnière	
Décrivez les tendances d'achat au cours des 5 dernières années? En quoi les habitudes d'achat actuelles diffèrent-elles de celles qui avaient lieu avant?		Fichiers enregistrant les revenus de vente. Accords contractuels	
Chiffre d'affaires annuel moyen. Part des ventes locales par rapport au chiffre d'affaires à l'exportation?		Consultez également le rapport annuel	
Où ont lieu vos principales opérations, centres commerciaux et marchés?		Dimensions spatiales, répartitions géographiques	
Décrivez votre système de coordination de l'approvisionnement et des ventes de produits? De quelle flexibilité disposez-vous pour sélectionner les marchandises?		Par ex., achat sur commande spécifique, achat selon disponibilité	
(...)			

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Comment sont fixés les prix d'achat?			Selon le marché, négocié
Quels sont vos besoins en termes de volume d'achat?			Quantité par an, période (saisonnalité, continue). Taille de lot préférée/ minimale
Quels types de spécifications de qualité sont nécessaires, le cas échéant?			Attributs de qualité (couleur, humidité, impuretés), innocuité alimentaire. Aspects environnementaux
Quelle est votre capacité de stockage et de transport? Ces installations sont-elles adaptées aux activités de l'entreprise?			
Partie II: Quel problème pourrait survenir?			
Décrivez les risques typiques encourus au niveau de l'approvisionnement en produits?/le stockage, le transport?/ Les ventes, la commercialisation des marchandises aux transformateurs, aux commerçants?	Pensez-vous que les hommes et les femmes dans la même situation que vous font face à des risques différents? Si c'est le cas, pourquoi?		Enquête sur les facteurs de risque spécifiques affectant les transformateurs, par ex. prix, transport, qualité des aliments, environnement
Quels sont les impacts négatifs directs pouvant résulter de ces risques?	Ces impacts sont-ils différents parce que vous êtes un homme ou une femme? Si c'est le cas, pourquoi?		
Quelles sont les trois principales sources de risque qui pourraient toucher le plus votre entreprise?			Classement des domaines posant des problèmes potentiels
Quelle est la fréquence des risques identifiés?			Souvent/rarement, saisonnier, annuel. Impact temporel
Comment décrieriez-vous la gravité potentielle de l'impact et les pertes attendues résultant de risques majeurs?			Perte attendue – minimale, faible, moyenne, élevée, très élevée
Dans l'ensemble, les conditions sous-jacentes de la chaîne d'approvisionnement, et votre position en particulier, se sont-elles détériorées/ améliorées ces dernières années? Avez-vous conservé des éléments pouvant en attester?			Vérifier les éléments probants qui existent et poser des questions
			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie III: Relation avec les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement?			
Avez-vous des relations régulières avec les agriculteurs pour vos approvisionnements? Achetez-vous sur une base de prix au comptant ou de prix fixes?			Achats: nationaux (exploitation agricole propre, intermédiaires), internationaux. Formel ou informel
Avez-vous des relations commerciales régulières avec les transformateurs?			Aspects marketing. Formel ou informel
Décrivez les coûts et les options de transport qui existent et qui correspondent à vos besoins?			Accès au marché, etc.
Quels effets d'entraînement les problèmes d'acheteur ont-ils sur la chaîne d'approvisionnement au sens large?			
Dans quelle mesure les activités d'achat sont-elles affectées par les réglementations gouvernementales?			Restrictions au commerce, aux biens physiques, contrôles du riz
Partie IV: Comment gérez-vous et répondez-vous aux problèmes?			
Que faites-vous pour résoudre les problèmes avant un événement à risque? Depuis combien de temps les actions clés sont-elles en place?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Ex ante – contrats interconnectés, assurance
Que faites-vous pour résoudre les problèmes après la survenance d'un événement à risque?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Stratégies ex post
Qui agit généralement?	Hommes? Femmes?		Acheteurs, tiers
Quelle a été l'efficacité des interventions? Quelles actions ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?	Diriez-vous que certaines de ces actions sont plus efficaces pour certains groupes que pour d'autres?		a. Ex-ante b. Ex-post Comprendre les aspects d'inclusion sociale
Quelles sont les interventions des «agents» du secteur public (y compris les donateurs/ONG) pour gérer les problèmes?			(…)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Qui sont les principaux responsables des interventions ci-dessus?			Gouvernement, services de vulgarisation des ONG, etc.
Quelle a été l'efficacité des interventions publiques?	Diriez-vous qu'elles ont été tout aussi efficaces pour les hommes et les femmes?		Timing, ciblage, livraison
Qu'est-ce que l'expérience récente a montré sur la capacité des agriculteurs à résister aux écarts, perturbations et catastrophes majeurs dans la chaîne d'approvisionnement?	Les hommes et les femmes ont-ils des capacités différentes?		Capacité à gérer seul ou besoin de «partenaires externes» pour gérer
Quelles sources d'information, le cas échéant, sont utilisées pour évaluer l'ampleur/la gravité potentielle des problèmes?			Informations d'alerte précoce, suivi des prix, connaissances locales
Comment décririez-vous l'accès global au crédit et à l'assurance? Quels sont les avantages/coûts du crédit et/ou de l'assurance?	Diriez-vous que les hommes et les femmes peuvent y accéder de manière identique?		Disponibilité, abordabilité du crédit et paiement en temps opportun/«équitable» de l'assurance en accès financier
Partie V: Que pourrait-on faire à l'avenir et qui peut agir?			
Quelles sont les principales leçons tirées des expériences passées en matière de gestion des risques?			
Quelles options pourraient être explorées pour gérer plus efficacement les problèmes liés aux acheteurs? Par les acheteurs? Par d'autres?			Opportunités et contraintes
Quelles sont les options potentielles pour gérer les problèmes conjointement avec d'autres entités de la chaîne d'approvisionnement?			
Quels rôles les acteurs des secteurs privé et public pourraient-ils jouer, y compris les donateurs et les ONG?			

G.4. Directives pour les entrevues avec les transformateurs (annexe 4.4)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: Profil			
Nom de la compagnie			
Personne contact et titre			
Adresse et emplacement géographique			
Coordonnées			
Année de création			
Type de propriété			Pourcentage détenu par le gouvernement, société publique, particuliers/sociétés nationales, particuliers/sociétés étrangères, le grand public
Était auparavant une entreprise d'État			Si oui, lors de la privatisation
Nombre d'employés	Sexe des employés		Permanent (saisonnier)
Principales opérations et domaines d'approvisionnement/d'achat			
Description des principaux actifs			
			Peut-être disponible pour le rapport annuel
Partie I: Rôle dans la chaîne d'approvisionnement: Que faites-vous?			
Décrivez brièvement les étapes dont vous êtes chargés pour la transformation du produit dans la chaîne d'approvisionnement?			Forme et étapes de la transformation
Décrivez vos activités de production globales et l'importance relative du produit dans la chaîne d'approvisionnement pour votre entreprise. Comment cela a-t-il évolué ces dernières années?			Combinaison de produits. Si le transformateur est engagé dans d'autres secteurs
Décrivez les tendances de la transformation au cours des 5 dernières années par rapport au produit de la chaîne d'approvisionnement? Quels ont été les principaux produits et utilisations?			Niveaux de transformation de la production. Revenus de vente. Recherchez les documents. Vérifiez les impacts saisonniers
Part des produits transformés pour les marchés locaux, nationaux et d'exportation?			Consultez également le rapport annuel
Comment décririez-vous votre position sur le marché intérieur?			Dominant, majeur, important au niveau régional, relativement petit (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quels sont vos principaux marchés/ segments de marché cibles?			Différenciations des segments de marché en fonction des différentes qualités/normes de produits
Quels sont vos besoins en volume de récolte/matière première?			Quantité par an, période (saisonnalité, continue). Taille de lot préférée/minimale
Quels types de spécifications de qualité sont nécessaires pour les commerçants et les détaillants?			Attributs de qualité (couleur, humidité, impuretés), innocuité alimentaire. Environnement
Décrivez votre système de coordination de l'approvisionnement en intrants, de la production et des ventes? Quelle flexibilité avez-vous en termes de sélection de produits?			Par ex., produire, puis vendre; produire pour des commandes spécifiques; inventaire pour des commandes spécifiques; produire pour la saison/commandes annuelles, correspondance en temps réel
Comment sont fixés les prix d'achat?			Selon le marché, négocié
Partie II: Quel problème peut advenir? Selon quelle gravité?			
Quelles sont les principales sources de risques auxquelles vous êtes confrontés? Source des produits/ transformation/vente/commercialisation des marchandises?	Diriez-vous que ce sont les mêmes pour les hommes et pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Étudier les facteurs de risque spécifiques affectant les transformateurs, par ex. prix, transport, qualité des aliments, environnement
Quels sont les impacts négatifs directs pouvant résulter de ces risques?	Diriez-vous que ce sont les mêmes pour les hommes et pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		
Quelles sont les trois principales sources de risque qui concernent le plus votre entreprise?			Classement des problèmes potentiels
Parmi les risques identifiés, quelle est leur fréquence?			Souvent/rarement, saisonnier, annuel. Impact temporel
Comment décririez-vous la gravité potentielle de l'impact et les pertes attendues résultant de risques majeurs?			Perte attendue – minimale, faible, moyenne, élevée, très élevée
Dans l'ensemble, les conditions sous-jacentes de la chaîne d'approvisionnement, et votre position en particulier, se détériorent-elles/s'améliorent-elles ces dernières années? Avez-vous conservé des enregistrements pour suivre cela?			Vérifier les documents disponibles et faire des demandes
			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie III: Relation avec les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement?			
Avez-vous des relations régulières avec vos acheteurs? Achetez-vous sur une base de prix au comptant ou de prix fixes?	Quels sont vos acheteurs? S'agit-il principalement d'hommes ou de femmes?	Who do you mainly interact with, men or women, Does this play a role for your interactions?	Achats: nationaux (détection de l'exploitation agricole, intermédiaires), internationaux dans les relations
Avez-vous des relations régulières au niveau des activités de vente?			
Avez-vous fourni un soutien financier ou technique aux agriculteurs ou à d'autres intermédiaires pour renforcer l'approvisionnement?			Accords en matière de commercialisation
Décrivez les coûts de transport et les options de transport qui existent et dépendent à vos besoins?	Avez-vous des problèmes spécifiques à quitter votre lieu de vie/exploitation pour vous rendre au marché et y vendre ou acheter?		Accès au marché, etc. Vulnérabilités liées au genre en matière de transport et problèmes de garde d'enfants/de logement ainsi que de marchés non adaptés aux femmes en raison du manque d'infrastructures WASH...
Quels effets d'entraînement les problèmes d'agro-industrie ont-ils sur la chaîne d'approvisionnement au sens large?			
Partie IV: Gestion des problèmes et des capacités			
Que faites-vous pour résoudre les problèmes avant un événement à risque? Depuis combien de temps ces actions sont-elles en place?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Ex ante – assurance, récépissés d'entrepôt, informations d'alerte rapide
Que faites-vous pour résoudre les problèmes après la survenance d'un événement à risque?	Diriez-vous que les hommes et les femmes prennent les mêmes mesures? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Stratégies ex post
Qui est responsable de ces interventions?	Hommes? Femmes?		Agro-transformateurs, tiers
Quelle a été l'efficacité des interventions? Quelles actions ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?	Diriez-vous que certaines de ces actions sont plus efficaces pour certains groupes que pour d'autres?		c. Ex-ante d. Ex-post Comprendre les aspects de l'inclusion sociale
			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quelles sont les interventions des «agents» du secteur public (y compris les donateurs/ONG) pour gérer les problèmes?			
Qui sont les principaux responsables des interventions ci-dessus?			Gouvernement, services de vulgarisation des ONG, etc.
Quelle a été l'efficacité des interventions publiques?			Timing, ciblage, livraison
Qu'est-ce que l'expérience récente montre sur la capacité du transformateur à résister aux écarts, perturbations et catastrophes majeurs dans la chaîne d'approvisionnement?	Existe-t-il des différences entre les capacités des hommes et des femmes?		Capacité à gérer seul ou besoin de «partenaires externes»
Quelles sources d'information, le cas échéant, sont utilisées pour évaluer l'ampleur/la gravité potentielle des problèmes?			Informations d'alerte précoce, suivi des prix, connaissances locales
Comment décririez-vous l'accès global au crédit et à l'assurance? Quels sont les avantages/coûts du crédit et/ou de l'assurance?	Diriez-vous que les hommes et les femmes y ont accès de manière identique?		Disponibilité, accessibilité financière du crédit
Partie V: Que peut-on faire à l'avenir et qui peut le faire?			
Quelles actions permettraient de gérer plus efficacement les problèmes liés aux opérations?			Opportunités et contraintes
Quelles sont les options potentielles de gestion conjointe des problèmes avec les autres entités de la chaîne d'approvisionnement?			
Quels rôles les acteurs des secteurs privé et public pourraient-ils jouer?			

G.5. Directives pour les entretiens avec les commerçants (annexe 4.5)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: Profil			
Nom de la compagnie			
Personne contact et titre			
Adresse et emplacement géographique			
Coordonnées			
Année de création			
Nombre d'employés	Genre	Permanent et temporaire (saisonnier)	
Structure de la propriété		Public-privé	
Lien avec des entreprises internationales		Filiale, etc.	
Partie I: Rôle dans la chaîne d'approvisionnement: Que faites-vous?			
Décrivez brièvement vos fonctions commerciales et l'importance des cultures pour vos activités commerciales?		Combinaison de produits, importance du produit de la chaîne d'approvisionnement	
Comment décririez-vous votre position sur le marché intérieur?		Dominant, majeur, important au niveau régional, relativement petit	
Décrivez vos tendances d'achat et de trading au cours des 5 dernières années? En quoi les modèles actuels diffèrent-ils des anciens modèles?		Fichiers des revenus de ventes	
Chiffre d'affaires annuel moyen. Part des ventes locales par rapport au chiffre d'affaires à l'exportation?		Consultez également le rapport annuel	
Quelle est l'importance des aspects saisonniers pour les activités commerciales?		Variabilité saisonnière par rapport à la chaîne d'approvisionnement	
Où se trouvent vos principales opérations, centres commerciaux et marchés?	Avez-vous des problèmes spécifiques à quitter votre lieu de vie/exploitation pour vous rendre au marché et y vendre ou acheter?	Avez-vous des problèmes spécifiques à quitter votre lieu de vie/l'exploitation agricole pour vous rendre au marché et y vendre ou acheter?	
Quelles spécifications de qualité sont requises?		Attributs de qualité (couleur, humidité, impuretés), innocuité alimentaire. Aspects environnementaux	
Comment sont fixés les prix d'achat/prix de vente et les marges.		Selon le marché, négocié	
		(…)	

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quelle est votre capacité de stockage?	Avez-vous des problèmes spécifiques avec le stockage?		Adéquation des capacités
Quels sont vos besoins et accords en matière de transport?			Possédé, loué
Partie II: Quel problème pourrait survenir?			
Les conditions sous-jacentes se sont-elles détériorées ces dernières années? Avez-vous conservé des éléments pouvant en attester?			Vérifier les documents
Décrivez les risques typiques encourus au niveau de l'approvisionnement en produits?/du stockage, du transport?/ des ventes, de la commercialisation des marchandises aux transformateurs, aux commerçants?	Diriez-vous que ce sont les mêmes risques pour les hommes que pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Nature du risque ou facteurs de risque spécifiques affectant les transformateurs, par ex. le prix, le transport, la qualité des aliments, l'environnement
Quels sont les impacts négatifs directs pouvant résulter de ces risques?	Diriez-vous que ce sont les mêmes impacts pour les hommes que pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		
Quelles sont les trois principales sources de risque qui touchent le plus votre entreprise?			Classement des problèmes potentiels
Quelle est la fréquence des risques identifiés?			Souvent/rarement, saisonnier, annuel
Comment décririez-vous la gravité potentielle de l'impact et les pertes attendues résultant de risques majeurs?			Perte attendue – minimale, faible, moyenne, élevée, très élevée
Dans l'ensemble, les conditions sous-jacentes de la chaîne d'approvisionnement, et votre position en particulier, se sont-elles détériorées/ améliorées ces dernières années? Avez-vous conservé des éléments pouvant en attester?			Vérifiez les données disponibles et faire des demandes. Dans quelle mesure cela peut-il être attribué à certains risques
Partie III: Relation avec les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement?			
Avez-vous des relations régulières avec les transformateurs pour l'approvisionnement?	S'agit-il principalement d'hommes ou de femmes?		Achats: nationaux (détection de l'exploitation agricole, intermédiaires), internationaux
Avez-vous des relations commerciales régulières avec les détaillants?	S'agit-il principalement d'hommes ou de femmes?		Aspects marketing?
Décrivez les coûts de transport et les options de transport qui existent qui répondent à vos besoins?			Accès au marché, etc.
Quels effets d'entraînement les problèmes des commerçants ont-ils sur la chaîne d'approvisionnement au sens large?			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Dans quelle mesure les activités commerciales sont-elles affectées par les réglementations gouvernementales?			Restrictions du commerce, des biens physiques, contrôles du riz
Partie IV: Gestion des problèmes et des capacités			
Que fait-on pour résoudre les problèmes avant un événement à risque? Depuis combien de temps ces actions sont-elles en place?			Ex ante – contrats interdépendants, assurance
Que fait-on pour résoudre les problèmes après la survenance d'un événement à risque?			Stratégies ex post
Qui prend généralement ces mesures?			Commerçants, tiers
Quelle a été l'efficacité des interventions? Quelles actions ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?	Diriez-vous qu'ils ont été tout aussi efficaces pour les hommes que pour les femmes?		
Quelles interventions ont été soutenues par les agents publics (y compris donateurs/ONG) pour lutter contre les problèmes touchant la transformation?			
Qui conduit ces interventions?			Gouvernement, services de vulgarisation des ONG, etc.
Quelle a été l'efficacité des interventions publiques?			Timing, ciblage, livraison
Qu'est-ce que l'expérience récente a illustré sur les vulnérabilités et la résilience pour résister aux chocs majeurs? Aux perturbations mineures?	Existe-t-il des différences de capacités entre les hommes et les femmes?		Capacité à gérer seul ou besoin de «partenaires externes»
Quelles sources d'information, le cas échéant, sont utilisées pour évaluer l'ampleur/la gravité potentielle des problèmes?			Informations d'alerte précoce, suivi des prix, connaissances locales
Comment décririez-vous l'accès global au crédit et à l'assurance? Et le cas échéant, quels sont les principaux obstacles à l'obtention d'un crédit?	Diriez-vous que les hommes et les femmes ont les mêmes opportunités à cet égard?		Disponibilité, accessibilité financière du crédit
Partie V: Que pourrait-on faire à l'avenir et qui pourrait le faire?			
Quelles mesures pourraient être prises pour gérer plus efficacement les problèmes liés au commerce?			Opportunités et contraintes
Quelles sont les options potentielles perçues pour gérer les problèmes conjointement avec d'autres entités de la chaîne d'approvisionnement?			
Quels rôles les acteurs des secteurs privé et public pourraient-ils jouer?			

G.6. Directives officielles pour les entretiens avec le gouvernement (annexe 4.7)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: Profil			
Nom et titre du fonctionnaire			
Désignation		Par exemple. Ministère de l'agriculture, Conseil pour les cultures	
Province/District			
Partie I: Importance de la chaîne d'approvisionnement au niveau national et rôle du gouvernement en tant que fournisseur de services			
Quelle est l'importance du produit par rapport aux objectifs économiques nationaux?		Réduction de la pauvreté, croissance/emploi, devises	
Quelle est l'importance du produit en termes de revenus de l'État?			
Au niveau de l'emploi et du développement régional?		Entreprises publiques	
À quel niveau du secteur le secteur public intervient-il?		Par ex., subventions, extension de la recherche. Laboratoires	
Le cas échéant, quelles mesures directes le gouvernement a-t-il prises pour promouvoir la performance de la chaîne d'approvisionnement?		Le gouvernement a-t-il intégré le genre? Si oui, de quelle manière?	Par ex., prix, contrôles commerciaux, questions légales
Partie II: Perceptions des risques, pertes attendues des entités de la chaîne d'approvisionnement et du secteur public			
De manière générale, quels sont les principaux types de risques qui ont un impact sur la performance globale de la chaîne d'approvisionnement?			
Quels sont les principaux risques affectant les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement? Fournisseurs d'intrants/agriculteurs/transformateurs/commerçants et détaillants	Sont-ils identiques pour les hommes et les femmes?		Différenciation des risques entre les différentes entités de la chaîne d'approvisionnement et selon le genre
L'exposition au risque varie-t-elle selon les différentes régions et zones de production?		Priorité régionale	
Quels sont les trois principaux risques qui sont placés en priorité au sein du secteur public?	Sont-ils identiques pour les hommes et les femmes?		Classement des domaines posant des problèmes potentiels (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Quels sont les principaux impacts directs et pertes attendues qui préoccupent les participants de la chaîne d'approvisionnement du secteur public?	Sont-ils identiques pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Pertes attendues, par ex., effets sur la demande d'intrants, la production, les échanges
Quels sont les principales répercussions négatives pour les parties prenantes du secteur public et les prestataires de services de la chaîne d'approvisionnement?			Relations
Les conditions sous-jacentes se sont-elles détériorées/améliorées ces dernières années? Dans quelle mesure cela peut-il être attribué à l'évolution des facteurs de risque?			Pertes attendues, par ex. l'innocuité des aliments
Partie III: Priorités et approches en matière de gestion des risques			
Quelles sont les actions du secteur public pour faire face aux principaux risques avant qu'ils ne se produisent? Depuis combien de temps ces actions sont-elles prévues?			Ex ante: services de vulgarisation, assurance, politiques d'assistance
Quelles sont les actions du secteur public pour résoudre les problèmes après la survenance d'un événement à risque?			Stratégies ex post - mesures politiques à court terme, transferts
Quelle a été l'efficacité des mesures? Quelles mesures ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?	Est-ce identique pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Timing, ciblage, livraison
Quelles leçons, le cas échéant, ont été tirées de l'expérience concernant les services de vulgarisation fournis?			
Quelles alternatives de gestion des risques sont envisagées, le cas échéant, par exemple soutien aux instruments financiers, développement technologique, organisation et dispositions institutionnelles.			
Comment décririez-vous l'accès global au crédit et à l'assurance? Quelles sont les principales contraintes qui préoccupent le secteur public?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Disponibilité, capacité financière
Comment décririez-vous les possibilités globales de souscrire à une assurance? Et le cas échéant, quels sont les principaux obstacles?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?		Types d'assurance, prestataires
			(…)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie IV: Recommandations en termes de réponse à apporter			
<p>Quelles options pourraient être choisies par le secteur public pour améliorer les performances de la chaîne d'approvisionnement et gérer plus efficacement les risques?</p>			
<p>Quelles sont les contraintes en matière d'instruments de gestion des risques?</p>	<p>Quelles sont les contraintes de genre?</p>		
<p>Quelles sont les options potentielles de gestion conjointe des problèmes avec les différentes entités de la chaîne d'approvisionnement?</p>			
<p>Quels rôles les acteurs du secteur privé pourraient-ils jouer?</p>			

G.7. Directives pour les entretiens avec des spécialistes techniques (annexe 4.8)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: profil			
Nom de la compagnie			
Nom(s) et titre(s) de la personne interrogée			
Adresse et emplacement géographique			
Coordonnées			
Partie I: Nature/Incidence et gravité des problèmes particuliers			
Quels sont les problèmes auxquels sont confrontés les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement de ce produit?		Diriez-vous que la situation est la même pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?	
Quels acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont les plus touchés, par exemple, les fournisseurs d'intrants, agriculteurs, transformateurs, entreprises, commerçants, détaillants?		Diriez-vous que la situation est la même pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?	
Quelle est l'étendue des risques identifiés?			
Quel est le niveau/le modèle/la fréquence d'incidence?			
Quels acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont les plus touchés?			
Quelles sont les implications/dommages dus à ce problème: il affecte les rendements, la longévité des arbres; la qualité; quel est l'effet sur les ressources/ communautés avoisinantes; sur l'accès aux marchés/le commerce; sur les consommateurs?		Diriez-vous que la situation est la même pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?	
Quels indicateurs/données sont disponibles pour quantifier l'étendue du problème ou son impact négatif?		Des données ventilées par sexe et âge sont-elles disponibles?	
Comment démontrer que ces problèmes sont plus/moins répandus; plus/moins difficiles à gérer?			
			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie II: Gérer les problèmes et les risques			
Quelles mesures sont généralement prises par les agriculteurs/ les entreprises/les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour réduire les risques associés à ces problèmes? Pour atténuer autrement leur impact? Faire face aux impacts?	Diriez-vous que les hommes et les femmes agissent de la même manière? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		
Quelles sont les preuves de l'efficacité de ces mesures?			
Les agriculteurs/entreprises agissent-ils indépendamment ou font-ils appel à des services de soutien du secteur privé et/ ou du gouvernement. Décrivez la nature de ces services?	Diriez-vous que les hommes et les femmes agissent de la même manière? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		
Quelles mesures/programmes/politiques/ réglementations le gouvernement met-il en place pour résoudre ces problèmes?			
Quelles institutions sont impliquées? Quels niveaux de ressources y sont consacrés?			
Quelles capacités sont nécessaires pour mettre en œuvre ces mesures/appliquer les politiques?	Ont-ils la capacité d'intégrer le genre?		
Quels sont les programmes pertinents financés par des ressources extérieures dans ce domaine?			
Quels sont les indicateurs/données/ autres éléments probants disponibles sur l'efficacité et/ou les limites de ces interventions?			
Quelles leçons peut-on tirer de la mise en œuvre des programmes/politiques en cours?			
Quels sont les exemples de collaboration public-privé efficace dans la gestion des risques identifiés?		Existe-t-il des exemples de bonnes pratiques de programmation qui intègrent le genre?	
Quel est le rôle de la technologie et de l'innovation technique dans la gestion des risques?			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie III: Lacunes/opportunités/prospectives futures			
En combinant les mesures privées et gouvernementales, quelles lacunes subsistent en termes de gestion des risques identifiés?			
Quels sont les problèmes nouveaux ou émergents qui créeront probablement des difficultés à cette industrie au cours des prochaines années?			
Quelles opportunités existent pour mieux gérer les risques existants ou pour résoudre les problèmes émergents?			
Quelles seraient les prochaines étapes prioritaires (en ce qui concerne les réformes juridiques/ réglementaires; le renforcement des capacités, etc.)			

G.8. Institutions financières (annexe 4.9)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: Profil			
Nom de l'institution et coordonnées			
Nom(s) de la personne participant à l'entretien			
Année d'incorporation			
Type d'institution? Réglementée ou non réglementée?			Coopérative financière. Banque commerciale ou d'État, non réglementé: ONG, financier
Taille du portefeuille agricole			Coopérative, banque communautaire
Nombre de filiales			Portefeuille global, prêts non productifs bruts (%) emprunteurs
Nombre d'employés			
Partie I: Importance de la chaîne d'approvisionnement et rôle en tant que fournisseur de services à la chaîne d'approvisionnement			
Quelle est la taille des prêts accordés au secteur des produits de base/à la chaîne d'approvisionnement.			Part des prêts au secteur des produits de base, % des prêts agricoles
Quelles ont été les tendances en matière de prêts accordés au secteur au cours des cinq dernières années?			Vérifier les données financières
Quels sont les principaux types de prêts accordés au secteur?			Court terme, long terme, garantie
Quelle est la part approximative des prêts alloués aux différentes entités de la chaîne d'approvisionnement? Leurs normes explicites sont-elles suivies à cet égard, par exemple types de clients?		Les clients sont-ils principalement des femmes ou des hommes et pour quels produits?	Pourcentage de ventilation pour les intrants, les agriculteurs, les transformateurs, les commerçants et les détaillants
Quels sont les objectifs généraux du prêt?			Production végétale, équipement agricole, financement des récépissés d'entrepôt agroalimentaire, prêts ou prêts à terme, affacturage
(...)			

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie II: Perceptions des risques, pertes attendues des entités de la chaîne d'approvisionnement et des intermédiaires financiers			
Quels sont les principaux risques affectant les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement? Fournisseurs d'intrants/agriculteurs/transformateurs/commerçants et détaillants		Des mesures ont-elles été mises en place pour encourager les femmes à prendre un crédit?	Différenciation des risques entre les différentes entités de la chaîne d'approvisionnement
L'exposition au risque varie-t-elle selon les différentes régions et zones de production?			Priorité régionale
Globalement, quels sont les principaux types d'impacts des risques qui affectent la chaîne d'approvisionnement?			<i>Pertes attendues</i> , par ex. effets sur la demande d'intrants, la production et les relations commerciales
Quelles sont les principales répercussions pour les intermédiaires financiers?			Défaillances financières, baisse des demandes de prêt, incertitude, etc.
Les conditions sous-jacentes se sont-elles détériorées/améliorées ces dernières années? Dans quelle mesure cela peut-il être attribué à l'évolution des facteurs de risque?			Vérifiez les données compilées, par ex. prix, précipitations, tendances logistiques
Partie III: Gestion des problèmes et des capacités			
Quelles sont les exigences classiques en matière de prêt?			Taille minimale de la propriété, hypothèque du terrain, de la maison et des actifs; accord de paiement de prêt, l'emprunteur a une assurance vie/santé, l'emprunteur a une assurance pour ses actifs/sa récolte
Quels types de limites sont imposées en matière de prêts?			Limites de la concentration du secteur agricole, concentration géographique, interdiction de financer des activités spécifiques
Quelles autres politiques/pratiques sont suivies par l'institution pour gérer les risques?			Facilitation de l'assurance récolte/météo, couverture contre les fluctuations, notation des risques spécialisés, prêts en nature, fourniture/facilitation de conseils techniques
Des outils de transfert des risques sont-ils utilisés?			Utilisation de dérivés de crédit, titrisation
(...)			

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
<p>Quelle a été l'efficacité des actions? Quelles actions ont été les plus efficaces? Moins efficaces? Pourquoi?</p>		<p>Avez-vous réussi à inclure les femmes et les autres groupes vulnérables? Si c'est le cas, comment?</p>	
<p>Quelles alternatives en matière de gestion des risques sont envisagées?</p>			
<p>Partie IV: Recommandations en matière de réponse à apporter</p>			
<p>Quelles ont été les principales leçons tirées des activités précédentes de gestion des risques?</p>			
<p>Quelles options pourraient être choisies pour améliorer les performances de la chaîne d'approvisionnement et gérer plus efficacement les risques en matière de crédit?</p>			
<p>Quelles sont les principales contraintes en matière de prise en compte des instruments de gestion des risques financiers?</p>	<p>Existe-t-il des contraintes de genre?</p>		
<p>Quelles sont les options potentielles de gestion conjointe des problèmes avec les différentes entités de la chaîne d'approvisionnement?</p>			

G.9. Organisations agricoles (annexe 4.10)

Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Introduction: Profil			
Nom et titre du fonctionnaire			
Nom des organisations			
Nombre de membres	Sexe et âge		
Nombre de filiales			
Province(s)/district(s)			
Histoire de l'organisation		Année d'établissement, stabilité	
Partie I: Relation avec la chaîne d'approvisionnement			
Décrivez brièvement le rôle de l'organisation et le type d'activités réalisées.		Année d'établissement, aperçu des services: vulgarisation, assistance technique, aide au prêt	
Rôle dans l'approvisionnement en intrants? D'où proviennent les intrants achetés?		Types d'intrants et sources	
Rôle dans la vente/la commercialisation de matières premières?		Accords et relations contractuels	
Décrivez la répartition des membres dans votre organisation. Quelle est la représentativité nationale de l'organisation?	Sexe et âge		
Quelle est la part des petits exploitants agricoles dans le système de production? Comment se répartissent-ils au niveau spatial?	Sexe et âge		
Quelles sont les incitations à produire pour les petits exploitants? Quelles sont les alternatives?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?	Atténuation du risque de retour sur investissement	
(...)			

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie II: Perceptions des risques et pertes attendues des entités et organisations agricoles			
Décrire de manière globale, quels sont les principaux types de risques qui ont un impact sur la performance globale des agriculteurs? Et sur les petites, moyennes entreprises et entreprises de type agro-industriel?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Étudier les facteurs de risque spécifiques ayant un impact sur le niveau de l'exploitation, par ex.: météo, prix, environnement, normes du travail
Décrivez les risques typiques encourus en matière d'approvisionnement en intrants/production/ventes, et commercialisation des marchandises.	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Fréquence du risque – saisonnier, annuel, etc.
Les conditions sous-jacentes se sont-elles détériorées/améliorées ces dernières années? Avez-vous conservé des éléments probants pouvant l'attester?			Vérifiez toutes les données compilées sur les précipitations, les rendements, etc.
Comment les risques gagnent-ils d'autres régions et zones de production?			Répartition spatiale/aspects régionaux
Quels sont les trois principaux risques perçus du point de vue de l'organisation paysanne?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		
Quels sont les impacts directs qui peuvent être attendus/préoccupants pour les agriculteurs?	Diriez-vous que les hommes et les femmes sont impactés de la même manière? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Pertes attendues, c.-à-d. les effets sur la demande d'intrants, la production et les relations commerciales
Que se passe-t-il si l'organisation paysanne doit faire face à des risques?			Examinez les études ci-dessus (...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie III: Problèmes et capacités de gestion			
Que fait l'organisation agricole pour résoudre les problèmes avant que ne survienne un événement à risque? Depuis combien de temps ces actions sont-elles prévues?			Ex ante – Entreprise/moyens de subsistance, diversification des cultures
Que fait l'organisation agricole pour résoudre les problèmes après la survenance d'un événement à risque?			Stratégies ex post
Dans quelle mesure des actions ont-elles été entreprises conjointement avec des entités gouvernementales ou privées? Veuillez les décrire.			Modèles récents. Secteur public ou actions fondées sur le marché. Type d'instruments
Quelles actions distinctes ont été entreprises par d'autres acteurs?			Auto-interventions, responsables gouvernementaux, actions formelles ou informelles
Quelle a été l'efficacité de ces interventions? Quelles ont été les principales leçons tirées?			Timing, ciblage, livraison
Qu'est-ce que l'expérience récente montre à propos de la capacité d'un petit agriculteur à résister à des chocs majeurs? Ou à des perturbations mineures?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Capacité à résister aux chocs ou besoin de partenaires «externes»
Quelles sources d'information, le cas échéant, sont utilisées pour évaluer l'ampleur/la gravité potentielle des problèmes?	Diriez-vous que c'est la même chose pour les hommes et les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Informations d'alerte précoce, suivi des prix, connaissances locales
Comment décririez-vous l'accès global au crédit? Quels sont les principaux obstacles pour l'obtention d'un crédit?	Diriez-vous que c'est aussi facile pour les hommes que pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Disponibilité, accessibilité financière du crédit
Comment décririez-vous l'accès global à l'assurance? Le cas échéant, quels sont les principaux obstacles?	Diriez-vous que c'est aussi facile pour les hommes que pour les femmes? Si ce n'est pas le cas, comment et pourquoi?		Types d'assurance, prestataires
			(...)

(...) Questions initiales	Questions complémentaires	Questions supplémentaires à poser	Problèmes à examiner (comparer les réponses des hommes et des femmes)
Partie IV: Recommandations en matière de réponse à apporter			
Quelles leçons clés ont été tirées par l'organisation en matière de risques et de gestion des risques?		Avez-vous appris quelque chose sur les rôles assumés par les hommes et les femmes? Quels autres facteurs peuvent être centraux?	
Quelles options pourraient être choisies pour améliorer les performances de la chaîne d'approvisionnement et gérer les risques plus efficacement?		Pour les acteurs masculins et féminins.	
Quelles sont les contraintes à considérer en matière d'instruments de gestion des risques?	Existe-t-il des contraintes liées au genre?		
Quelles sont les options potentielles de gestion conjointe des problèmes avec les différentes entités de la chaîne d'approvisionnement?			
Quels rôles les acteurs du secteur privé pourraient-ils jouer?			

Outil H: Intégration du genre dans les outils de GRA: aperçu

L'outil h rassemble un échantillon d'outils généraux de GRA. Il définit, décrit les avantages et inconvénients de ces outils (principalement basés sur le manuel RC2 de la PARM, module 3) et propose quelques considérations sur le genre à intégrer lors de la proposition, la conception ou la mise en œuvre des différents outils.

Outils de la PARM* et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
Diversification des cultures	La diversification des cultures fait référence à l'ajout et/ou la substitution de nouvelles cultures (ou systèmes de culture) à un programme de production d'une exploitation agricole. La diversification peut généralement se faire en adoptant la rotation des cultures sur plusieurs saisons ou un système mixte/d'interculture au cours de la même saison.	Atténuer les pertes au niveau des récoltes dues aux mauvaises conditions météorologiques locales; réduire la variabilité des revenus en réduisant la dépendance à la monoculture et en fournissant différentes sources de revenus; contribue à la conservation des sols, des habitats pour la faune et à l'augmentation des populations d'insectes utiles.	Les cultures nouvelles/supplémentaires plantées peuvent nécessiter des investissements dans des équipements supplémentaires; cultiver sur plusieurs parcelles de terrain (surtout si elles sont géographiquement diverses) et cultiver plusieurs cultures (surtout si elles nécessitent de nouveaux capitaux) peut réduire les économies d'échelle, augmentant ainsi les coûts de production; si les rendements de deux ou plusieurs cultures plantées ont une forte corrélation positive, le risque global peut ne pas être réduit.	Cet outil a un potentiel élevé de connexion des petits exploitants agricoles à des chaînes d'approvisionnement qui leur conviennent, mais les conditions préalables (accès à plusieurs parcelles de terrain et à l'équipement et au capital) peuvent être difficiles à satisfaire pour les plus vulnérables, en particulier pour les femmes. Doit être basé sur une analyse approfondie; analyse de la chaîne de valeur qui intègre le genre, car les hommes et les femmes sont souvent actifs dans différentes chaînes de valeur ou à différents stades de la même chaîne de valeur. En outre, certaines questions fondamentales doivent être évaluées: <ul style="list-style-type: none"> • le gouvernement voit-il les différences de genre, les reflète-t-il et les prend-il en compte? • Qui travaille? Où et dans quelles conditions? • Comment les personnes gèrent-elles les risques liés au transport? • Quels rôles sont assumés tout au long de la chaîne de valeur et par qui? • Qui est impliqué dans la transformation? • Dans quelles conditions et avec quels besoins?
Rotation des cultures	La rotation des cultures est une forme de diversification des cultures. Il s'agit d'un système planifié de différents types de cultures en succession récurrente sur le même terrain. En termes de gestion des risques, la rotation des cultures permet d'atténuer les risques de maladies et les ravageurs. Elle peut également réduire les risques liés aux conditions météorologiques adverses, en particulier la sécheresse, par la plantation de diverses cultures sur l'exploitation chaque année.	Augmente la fertilité du sol et peut accroître le rendement des cultures; réduit l'érosion du sol; limite la concentration de ravageurs et de maladies.	Nécessite un matériel plus diversifié et davantage de main-d'œuvre; peut réduire les bénéfices économiques durant certaines périodes; nécessite plus de connaissances et de compétences; nécessite souvent d'investir dans du matériel spécialisé (par ex., un système d'irrigation); la diversification des cultures est obligatoire.	Les calendriers saisonniers des agriculteurs et agricultrices doivent être considérés par rapport à l'utilisation de cet outil. Le transfert de connaissances et de compétences doit être adapté aux besoins des hommes et des femmes, d'autant plus que les femmes ont souvent moins accès à l'information et aux formations et qu'elles ont donc moins de compétences, etc. Les agriculteurs vulnérables (en particulier les femmes) peuvent être désavantagés en raison de leur incapacité à investir dans des équipements spécialisés car ils manquent souvent de capitaux. (...)

*(voir Manuel RC2 du Module 3)

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
Culture intercalaire	La culture intercalaire est une forme de diversification des cultures. La culture intercalaire se réfère généralement à la culture de deux ou plusieurs cultures complémentaires simultanément sur le même champ. Elle se réfère également à la croissance de deux cultures ou plus sur le même champ avec la plantation de la deuxième culture après que la première culture est terminée de pousser.	Réduit les populations d'acariens; réduit les maladies des plantes; réduit l'érosion et protège la couche arable; attire des insectes plus bénéfiques, en particulier lorsque des cultures à fleurs font parties du système de culture.	Baisse potentielle du rendement global car les cultures n'ont pas les mêmes rythmes et capacités de production; il peut être (ou du moins il semble) difficile de gérer des cultures avec des pratiques de production différentes; les outils spécialisés peuvent être utilisés moins efficacement.	Au niveau du genre, cet outil se limite à examiner le contexte dans lequel l'outil est proposé, et s'il existe des écarts notables entre les cultures traditionnellement cultivées par les femmes et par les hommes, ou entre la qualité des intrants auxquels les deux ont accès. Dans ce cas, il peut être important de veiller à ce que les cultures complémentaires puissent être plantées sur le même champ sans provoquer de conflit entre les agriculteurs et les agricultrices, et que tous les agriculteurs ont accès à des intrants de qualité, ce qui n'est pas toujours le cas pour les femmes.
Gestion des ravageurs et des maladies	La meilleure pratique de gestion des risques pour l'atténuation des risques de destruction des cultures par les ravageurs et les maladies consiste à planifier, nettoyer et mettre en quarantaine et enfin appliquer une prophylaxie, comme la vaccination. Cela nécessite d'être organisé, cohérent et d'élaborer, de mettre en œuvre et de respecter un plan de gestion des risques rigoureux.	Les produits chimiques peuvent être sélectionnés dans un but spécifique, avec des méthodes/mélanges spécifiques pour lutter contre certains ravageurs et maladies; réduit le risque économique grâce à des pratiques de lutte antiparasitaire efficaces et peu coûteuses.	Lutte chimique: peut nuire à la santé des personnes et à l'environnement; la lutte biologique prend beaucoup de temps et nécessite des recherches approfondies et peut demander l'approbation des autorités; les contrôles mécaniques sont généralement à forte intensité de main-d'œuvre; ne convient pas à grande échelle.	Les femmes en âge de procréer, en particulier les femmes enceintes, ne doivent pas être en contact avec les produits chimiques utilisés. Dans des contextes où le niveau d'expertise technique et de sensibilisation aux risques pour la santé est peu développé, cet outil peut faire plus de mal que de bien. De nombreux contrôles, une expertise technique et un suivi sont nécessaires pour utiliser ce type d'outil, qui requiert beaucoup de temps et de ressources. Les femmes travaillant souvent dans les champs et étant les principales dispensatrices de soins au sein de la famille, elles ont de faibles compétences et peu accès aux connaissances, informations et services de vulgarisation, ainsi qu'aux intrants de qualité, etc., cet outil peut être trop exigeant en main-d'œuvre et trop technique pour être utilisé par les femmes qui sont déjà surchargées de travail et qui manquent de compétences nécessaires OU il doit être utilisé avec précaution pour prendre en compte le type de capacités requises.

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
Gestion de l'élevage	La gestion du bétail en tant qu'outil de gestion des risques implique d'intégrer un certain nombre de pratiques d'élevage, structurées en trois catégories, chacune ayant un certain nombre d'options de gestion des risques : <ul style="list-style-type: none"> • gestion des stocks; • gestion des maladies 	Renforcer la gestion globale de la production animale; accroître la sensibilisation et la vigilance des éleveurs à la relation entre les risques à la ferme et ceux liés à la chaîne de valeur – en particulier en ce qui concerne le risque de maladie.	Le niveau d'analyse détaillé requis prend du temps: les outils et méthodes peuvent être coûteux ou difficiles à mettre en œuvre, en particulier dans le cadre de petits systèmes de production.	Cet outil doit être utilisé en ayant bien conscience de la façon dont le genre influence les pratiques d'élevage et comment les chaînes de valeur sont structurées. Par exemple, les éleveurs de bétail qui pratiquent la transhumance au Sahel sont presque exclusivement des hommes (parmi lesquels des jeunes garçons en âge d'être scolarisés, il y a donc une composante d'âge ici aussi), mais la transformation et la vente des produits laitiers sont presque exclusivement effectuées par des femmes. Cet outil nécessitant plus de temps, d'expertise technique et de suivi et dont les coûts sont plus élevés, doit être utilisé en intégrant une forte dimension de genre. Considérant que les femmes travaillent souvent dans les champs et sont les principales dispensatrices de soins au sein de la famille, qu'elles disposent donc de moins de temps, qu'elles ont peu de compétences et un moindre accès aux connaissances, à l'information et aux services de vulgarisation, qu'elles utilisent des intrants de moindre qualité, et ont peu accès aux crédits, etc., cet outil peut être trop exigeant en main-d'œuvre et trop technique pour être utilisé par ceux qui disposent de peu de temps et de compétences OU il doit être utilisé avec précaution pour prendre en compte ce type de capacités requises (option encouragée).
Conservation des sols et de l'eau	La conservation des sols et de l'eau est un outil clé dans la gestion des risques agricoles. L'objectif de la conservation des sols est de garantir que la surface cultivable et la fertilité des sols soient conservées. Dans ce contexte, la conservation de l'eau a pour objectif d'atténuer le risque de variabilité météorologique (sécheresse, températures extrêmes, vents dommageables) et d'autres effets liés au changement climatique.	Réduit le ruissellement de l'eau et l'érosion du sol; conserve l'humidité du sol pour la croissance des plantes; augmente l'approvisionnement en eau souterraine.	Nécessite une grande quantité de travail et beaucoup de temps; la quantité de résidus de culture requise peut être supérieure à celle disponible; les barrières physiques (crêtes et couches de pailis) peuvent empêcher la réalisation des opérations sur le terrain – en particulier la plantation et la récolte.	Possibilité d'analyser et de valoriser les connaissances locales des hommes et des femmes afin de les rendre plus autonomes tout en leur fournissant les outils et les pratiques qui peuvent les aider nettement à poursuivre leurs activités et à accroître leurs moyens de subsistance à long terme. Intègre véritablement le genre dans de nombreux contextes; les femmes sont traditionnellement plus impliquées dans les techniques de conservation. De plus, comme cet outil demande une grande quantité de travail et de temps, il est important d'évaluer si les groupes qui vont l'utiliser sont capables d'effectuer le travail physique et ont le temps de le faire, ou de trouver des solutions pour ajuster les horaires à leurs besoins, etc. Le fait que les femmes aient la charge du foyer et des enfants et qu'elles peuvent avoir moins de temps à consacrer à cette méthode, doit être pris en considération.

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
Travail du sol réduit, modifié et minimal	Les systèmes de travail du sol réduit, modifié et minimal sont des stratégies de conservation dans le but de réduire la dégradation et l'érosion, protéger la qualité de l'eau et surtout conserver l'humidité du sol. Ces systèmes améliorent la qualité et le drainage du sol et contribuent à réduire la fréquence des maladies transmises par le sol. En tant que stratégie de gestion des risques, ils contribuent à atténuer le risque de sécheresse. L'idée est essentiellement de faire un semis direct sans retourner le sol.	Permet de contrôler l'érosion, la conservation de l'humidité du sol, réduit les coûts de carburant et de main-d'œuvre et renforce la structure et le bon état du sol.	Aucun ajout de résidus dans le sol; moins de décomposition de la matière organique et libération d'azote; taux de germination des graines plus faible, conduisant à des rendements inférieurs ou à la nécessité de replanter; dépendance accrue aux herbicides.	Il est généralement important de s'assurer que la technologie et les compétences nécessaires pour utiliser ces outils sont accessibles et utilisables par tous les groupes. Par exemple, certaines technologies sont trop difficiles à adopter, ou les explications doivent être adaptées à certains publics. Assurez-vous que ces exigences sont prises en considération.
Agriculture contractuelle	L'agriculture contractuelle transfère les risques des agriculteurs à l'autre partie contractante. Cela réduit les risques liés au prix/marketing et financiers, en particulier s'il est nécessaire de fournir un capital d'exploitation et d'investissement, et est lié au risque de production en relation à l'achat de semences de qualité/améliorées, d'engrais, de produits chimiques, etc.	Les intrants et les services de production sont souvent fournis par l'acheteur, généralement à crédit grâce aux avances de l'acheteur. Des services consultatifs, des informations et d'autres outils de gestion des risques peuvent être fournis par l'entrepreneur pour aider à améliorer la production. Introduit une nouvelle technologie; permet aux agriculteurs d'acquiescer de nouvelles compétences; le risque lié au prix pour les agriculteurs est souvent réduit car de nombreux contrats spécifient les prix à l'avance; l'agriculture contractuelle peut ouvrir de nouveaux marchés qui, autrement, ne seraient pas accessibles aux petits agriculteurs; encourage l'investissement du secteur privé dans l'agriculture.	Les agriculteurs sont confrontés aux risques du marché et aux risques de production associés aux nouvelles cultures et technologies; des problèmes de gestion ou de commercialisation inefficaces peuvent signifier que les quotas sont changés de sorte que toute la production sous contrat n'est pas achetée; les acheteurs peuvent ne pas être fiables ou exploiter une position de monopole; le système de quotas (s'il en existe un) peut être manipulé par l'acheteur (ou ses employés); les agriculteurs peuvent s'endetter en raison de problèmes de production et d'innovations excessives.	Comme le montre le programme Achat au service du progrès du PAM, cela peut être un outil utile, en particulier pour soutenir les agricultrices à produire à grande échelle. La perspective de pouvoir vendre toute leur production leur fait prendre des risques plus élevés/faire des investissements plus importants. Cela nécessite une analyse approfondie; une analyse des risques différenciée selon le sexe, car les femmes peuvent avoir moins accès à l'information, aux technologies, etc. pour s'assurer qu'elles tirent profit de l'outil. De plus, dans de nombreux contextes, les hommes disposent des équipements productifs en premier; ce qui signifie que les femmes plantent et récoltent plus tard et ont des rendements inférieurs et peuvent ne pas être en mesure de respecter les quotas. Ce système peut être un facteur d'autonomisation s'il est associé à des mesures qui visent à rendre les agriculteurs progressivement indépendants des contrats à terme, en les connectant directement au marché. Les nouvelles technologies et modalités de contrat, etc. doivent être claires et bien expliquées pour éviter les malentendus, les manœuvres des acheteurs ou les faibles rendements, etc.

(...)

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
Fixation des prix à terme	La tarification à terme est un outil de GRA utilisé pour se couvrir contre le risque d'augmentation des prix. C'est une pratique où l'acheteur et le producteur conviennent d'un prix, ou d'une limite du prix de vente des cultures ou du bétail avant la livraison.	Contrats de trésorerie à terme: relativement faciles à comprendre et à mettre en œuvre car les termes du contrat sont écrits; il y a une certaine flexibilité concernant les prix; les acheteurs peuvent étaler les remboursements en fonction des flux de trésorerie, etc.	Contrats de trésorerie à terme: pas très flexibles ni simples; cela nécessite d'investir du temps pour apprendre comment fonctionne le marché et la manière dont les prix locaux sont liés aux prix futurs; dans des marchés volatils, la prime peut être élevée.	Cet outil peut être utilisé dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'information, l'inclusion financière, pour les agriculteurs vulnérables et en particulier les agricultrices. Il peut offrir une plus grande sécurité à l'ensemble des commerçants, en particulier aux femmes qui sont souvent plus vulnérables aux chocs car elles ont des marges bénéficiaires plus faibles et ne sont pas en mesure de faire des investissements plus importants, etc. Il exige cependant que les commerçants reçoivent suffisamment d'informations sur les fluctuations du marché et aient des notions de finance. Étant donné le manque de données sur la situation des femmes, cela devrait être couplé à d'autres mesures afin de bénéficier réellement aux deux sexes.
Système de récépissé d'entrepôt	Un système de récépissé d'entrepôt est une innovation relativement nouvelle basée sur une variation des stratégies de stockage traditionnelles. Il a un potentiel important et a déjà été adopté dans plusieurs pays en développement.	Peut potentiellement fournir du crédit aux agriculteurs, producteurs et commerçants en donnant des garanties pour ces prêts; les produits sont stockés dans un environnement sécurisé; permet aux producteurs de profiter des fluctuations de prix et de vendre lorsque les conditions du marché deviennent favorables.	Risque d'inefficacité, de mauvaise gestion, de fraude, de défaillance ou de faillite d'une partie de l'entrepôt ou de l'IMF; il est difficile à mettre en œuvre si le réseau et l'état des IMF ne sont pas développés dans le pays; manque d'expertise pour les prestataires de services WFR pour gérer l'attaque des ravageurs ou d'autres dangers pour les cultures stockées dans l'entrepôt.	Il doit être adapté pour être plus convivial et pour servir aux agriculteurs vulnérables qui doivent être formés à son utilisation. Peut susciter la méfiance, en particulier de la part des femmes ou des agriculteurs plus âgés qui ont tendance à dépendre davantage des systèmes informels. Dans de nombreux contextes, pour que les femmes puissent contrôler l'utilisation des céréales stockées, elles doivent longuement négocier au sein du ménage et avoir des stratégies. Ces processus complexes peuvent être influencés par cet outil et il doit donc être précédé d'une analyse sociale approfondie du genre s'appliquant au stockage.
Assurance	En général, l'assurance est un outil de gestion des risques utilisé pour se couvrir en cas de perte éventuelle. L'assurance agricole peut être utilisée pour couvrir les pertes de toutes les activités agricoles. Il s'agit de l'un des outils de transfert de risques dans la GRA, les plus connus. Il ne se limite pas à l'assurance-récolte, il peut également s'appliquer au bétail, aux géniteurs, à la foresterie, à l'aquaculture et aux cultures en serre.	Peut permettre aux ménages, communautés, régions et même pays de transférer le risque; assure un niveau de trésorerie fiable; permet une plus grande flexibilité dans les plans de marketing conduisant à un niveau de revenu plus prévisible.	Cela peut être coûteux, en particulier pour les agriculteurs disposant de moins de ressources financières; son utilisation peut être coûteuse pour les assureurs, notamment lors de la souscription de petits portefeuilles; elle est complexe et nécessite que les agriculteurs/entrepreneurs aient un certain niveau d'étude ou la capacité de comprendre le concept d'assurance.	Comme l'a montré la discussion sur l'initiative R4 dans l'étude, les modèles hybrides combinant épargne, assurance indiciale, renforcement des capacités et création d'actifs productifs peuvent répondre aux besoins des petites agricultrices. Les femmes sont souvent considérées comme "non assurables" en raison de leur manque de garanties, mais dans ce cas, l'assurance basée sur un indice examine plutôt les conditions dans lesquelles elles pratiquent l'agriculture que leurs actifs. Les produits d'assurance sont complexes et posséder des notions de finance est indispensable. (...)

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
Crédit-bail	Lorsqu'il est confronté à différents types de risques, l'agriculteur/l'exploitant commercial a la possibilité de louer des actifs à d'autres agriculteurs ou exploitants d'entreprises. La location/le prêt d'actifs peut se faire sur une période et à un prix spécifiques. L'actif demeure la propriété légale du propriétaire.	Permet aux agriculteurs d'avoir accès/d'acheter des actifs productifs auxquels ils n'auraient pas pu accéder autrement; donne accès à un financement à moyen terme, particulièrement difficile à obtenir pour les agriculteurs; répartit le paiement des avoirs.	Le locataire n'est pas propriétaire de l'actif; dans certains cas, l'acompte requis peut être élevé ou cela peut entraîner des paiements plus élevés (par rapport aux prêts à terme) en raison de périodes de location plus courtes.	Il peut être plus utile d'examiner les actifs à plus long terme, en particulier pour les femmes. Cela peut être renforcé au niveau gouvernemental, par exemple en augmentant la propriété foncière (de nombreux Ministères de l'agriculture collaborent à la conception de politiques et à des réformes pour l'encourager): 1. Se référer à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), dont la plupart des pays sont signataires; 2. Aborder les lois concernant les droits de propriété; 3. Négociation locale par les femmes; 4. Négociation locale avec les dirigeants. Action collective; 5. Titres fonciers.
Outils d'adaptation aux risques destinés aux personnes et ménages	Les outils utilisés par les individus et les ménages pour s'adapter aux risques sont une composante importante de la GRA, en particulier pour les individus et les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. De plus, certains risques, tels que les risques liés à la météorologie et aux ravageurs et maladies, affectent souvent une zone géographique substantielle en même temps. Ainsi, bon nombre de stratégies d'adaptation informelles, quelle que soit la norme culturelle, ne sont pas suffisantes car de nombreux, sinon tous les ménages de la zone touchée, ont été impactés de manière identique et subissent des pertes.	Aider ceux qui sont victimes d'événements défavorables pour régulariser leur consommation ou à survivre à ces événements; créer une forme d'auto-assurance pour supporter et récupérer d'une perte substantielle; de nombreux outils sont intégrés dans les structures sociales et reflètent la cohésion d'une communauté dans laquelle la plupart, sinon la totalité, des membres doivent trouver des réponses aux mêmes problèmes.	Ils ont tendance à être basés sur la consommation; ils ne sont pas axés sur l'investissement; ils mettent plus de pression sur les actifs humains et sociaux; leur capacité à fournir une aide est limitée.	Il s'agit d'un outil de GRA lié spécifiquement au genre. Les femmes étant souvent le plus associées à la consommation alimentaire de base et des ménages, ce sont elles qui en ressentent le plus les désagréments. Les femmes ont tendance à manger moins pour pouvoir nourrir le reste de leur famille, ce qui affecte gravement leur sécurité alimentaire. Une certaine forme d'analyse au niveau des ménages peut être nécessaire pour comprendre et voir les effets de ces outils sur les différents membres du ménage agricole. La malnutrition entraîne une mauvaise santé et de faibles niveaux de productivité, ce qui peut avoir un impact supplémentaire sur l'exploitation. Il est alors important de bien l'analyser.

(...)

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
<p>Outils communautaires de résistance aux chocs</p>	<p>Certains outils sont similaires, voire liés aux outils que les individus et les ménages pourraient adopter. La principale différence est la nature collective de l'outil, et que, par conception, la décision de créer, d'adopter et de mettre en œuvre l'outil est une entreprise collective.</p> <p>La plupart d'entre eux sont intégrés dans les réseaux sociaux, dont certains sont implicites par le biais de pratiques socioculturelles de longue date, et dont certains sont nouvellement créés à la suite de changements dans la société, la technologie (technologie des communications spécialement), les économies et politiques; et dépendent du contexte.</p>	<p>Les actions du groupe donnent confiance à leurs membres les plus vulnérables; les économies d'échelle en termes de prestation de services (achat groupé d'intrants, commercialisation de multiples produits et collecte et diffusion d'informations); l'organisation des agriculteurs améliore le pouvoir de négociation avec les acheteurs et les commerçants.</p>	<p>Conflit potentiel de groupe et faible durabilité; possibilité de mauvaise gestion; nécessité d'une bonne gestion financière et communication entre les membres.</p>	<p>Bien que ces dispositions puissent potentiellement améliorer la gestion des risques, elles sont également affectées par les différences entre les sexes, les réseaux de femmes ayant généralement moins de capitaux à mettre en commun. Quelques mesures peuvent être prises pour que l'outil intègre le genre:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager et revaloriser les systèmes de protection sociale et le rôle crucial des femmes au sein de ces derniers, 2. Fournir une formation et des cours en langues locales dans les centres citoyens; les rendre accessibles aux agricultrices, etc. <p>Cependant, les systèmes d'aide communautaires ont également la capacité de permettre des transformations en faveur des femmes: elles peuvent mettre en commun leurs ressources, les femmes préférant nettement recevoir l'aide de leur communauté ou de leur famille plutôt que d'autres sources plus officielles. Par conséquent, cet outil peut être plus facile à utiliser s'il cible les groupes de femmes vulnérables. Ces réseaux existent peut-être déjà et peuvent être développés.</p>
<p>Réserves publiques de céréales alimentaires</p>	<p>De nombreux pays en développement ont établi des réserves publiques de céréales alimentaires pour tenter de contrôler les fluctuations défavorables des prix et atténuer les effets négatifs sur les agriculteurs et consommateurs à faible revenu. L'objectif des réserves publiques de céréales alimentaires étant de réduire le prix et le risque pour certains produits agricoles sélectionnés (sur le marché), et en général d'améliorer la résilience des agriculteurs, cette pratique constitue un outil potentiel de GRA.</p>	<p>Du point de vue des agriculteurs, le principal avantage de l'outil de réserve alimentaire est la protection contre l'effondrement du marché – c'est-à-dire que le gouvernement, par ses achats, se substitue au marché.</p>	<p>Le stockage des aliments a un coût élevé, notamment en termes d'approvisionnement (acheter cher et vendre à bas prix), de transport et de distribution et peut être imprévisible. S'ils sont suffisamment importants, les coûts du soutien aux programmes de réserves alimentaires peuvent détourner des financements indispensables à l'investissement public dans la productivité agricole et les infrastructures rurales et décourager l'investissement privé dans le secteur céréalier.</p>	<p>Nécessité de déterminer les différences qui existent en termes de propriété d'actifs et d'accès aux crédits entre les hommes et les femmes lorsqu'un outil coûteux est proposé.</p>

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
<p>Programmes de secours en cas de catastrophe</p>	<p>Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) définit la catastrophe comme «une perturbation grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant des pertes et des impacts humains, matériels, économiques ou environnementaux généralisés, qui dépasse les capacités de résilience de la communauté ou de la société affectée en utilisant ses propres ressources.»</p>	<p>Aide les agriculteurs et les opérateurs commerciaux à faire face à un risque assumé, des activités de préparation telles que la construction d'infrastructures qui aideront à atténuer les dommages; veiller à ce que les pratiques agricoles rendent les terres moins vulnérables aux risques naturels.</p>	<p>Les parties prenantes locales sont souvent difficiles à atteindre en temps opportun et avec l'aide appropriée; très coûteux et nécessite souvent plus que ce qui est prévu dans les budgets publics en raison des contraintes budgétaires.</p>	<p>Très grande pertinence en termes de genre car il s'agit d'une approche communautaire où les hommes et les femmes participent à différentes étapes et de différentes manières, et qui offrent également des opportunités pour autonomiser les femmes et les jeunes par leur implication et leur leadership (si cela est encouragé). Il existe de nombreuses orientations sur la RRC qui intègrent le genre et qui doivent être prises en considération. Les femmes sont également souvent les premières bénéficiaires des secours en cas de catastrophe, élément fondamental à prendre en compte.</p>
<p>Options</p>	<p>Une option possible serait de pouvoir sans toutefois y être obligé, acheter ou vendre une certaine quantité d'un actif sous-jacent à un prix spécifique et à une date précise. Une option est donc essentiellement un contrat à terme sans risque. Si le prix de la marchandise tombe en dessous d'un seuil convenu, l'agriculteur peut exercer son droit de vendre le produit au prix supérieur stipulé dans l'option. Cependant, les options, comme les contrats à terme, sont généralement négociés et un agriculteur devra simplement vendre ses options de vente à d'autres acteurs de l'échange. L'agriculteur pourra alors vendre ses produits en utilisant les canaux commerciaux habituels.</p>	<p>Les revenus générés par la vente des options permettraient de se protéger contre les fluctuations négatives des prix de la marchandise sous-jacente. Un autre avantage est que, parce que le titulaire d'une option n'est pas obligé de vendre, un événement défavorable qui réduit la production d'un agriculteur ne l'obligera pas à racheter des produits à des prix du marché gonflés pour satisfaire aux conditions d'un contrat à terme, par exemple.</p>	<p>Le coût des primes sur options, s'il est suffisamment élevé, peut retirer tous les bénéfices générés par la stabilisation des prix.</p>	<p>Cet outil peut être utilisé dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'information, l'inclusion financière, pour les agriculteurs vulnérables et en particulier les femmes. Il peut offrir une plus grande sécurité à l'ensemble des commerçants, en particulier aux femmes qui sont souvent plus vulnérables aux chocs du fait de leurs marges bénéficiaires plus faibles, et ne sont pas en mesure de faire des investissements plus importants, etc. Cela exige cependant que les commerçants reçoivent suffisamment d'informations sur les fluctuations du marché et aient des connaissances en matière de finance. Étant donné le manque d'information plus flagrant au niveau des femmes, cela devrait être associé à d'autres mesures afin de bénéficier réellement aux deux sexes.</p>

(...)

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
<p>Information pertinente accessible en temps opportun</p>	<p>L'information est un outil clé de la GRA. Les agriculteurs ont besoin d'accéder à l'information, en temps réel. Ils doivent la comprendre et pouvoir l'utiliser en fonction de leurs besoins. Par exemple, sur les conditions météo, les marchés, les prix et les tendances, les ravageurs et les maladies et ils ont besoin de ces informations dans un format qui leur convienne (pas trop technique, dans une langue maîtrisée, etc.) et soit accessible. Certains agriculteurs peuvent ne pas avoir accès à l'un ou plusieurs de ces canaux d'information: radio, télévision, téléphones portables ou médias sociaux ou prestataires de services étendus/de vulgarisation. Le support d'information choisi est fortement corrélé à l'efficacité. Les systèmes d'alerte précoce sont un outil de GRA très efficace et important, pour informer et détecter les sécheresses, les infestations de ravageurs, etc., en temps opportun pour que les agriculteurs s'organisent, puissent atténuer ou éviter les risques en mettant en œuvre d'autres outils de GRA par exemple.</p> <p>Cependant, ces systèmes doivent être conçus et ne pas forcément être plus coûteux.</p>	<p>Mais il doit s'articuler sous différentes formes de TIC (téléphones cellulaires, agents de vulgarisation, radio, etc.). L'information existe généralement, il s'agit plutôt de l'adapter et de la diffuser. Devrait améliorer l'accès des agriculteurs aux pratiques d'atténuation des risques et aux informations de type météorologique et climatique; réduire les risques identifiés et renforcer leur participation aux chaînes de valeur des produits de base.</p>	<p>Il n'y a pas de réels inconvénients à recevoir des informations. La plus grosse difficulté réside dans la capacité des agriculteurs à décrypter les informations, à pallier au manque d'information disponible ou à connaître le canal à travers lequel elles sont diffusées. Les informations peuvent également ne pas être actualisées ou ne pas exister dans la langue souhaitée ou être délivrées dans un format qui n'est pas facile à utiliser.</p>	<p>Large éventail d'actions à entreprendre, commençant par des enquêtes sur ce qui fonctionne le mieux pour les hommes et pour les femmes, qui canalisent les types d'informations dont ils/elles ont besoin et qu'ils/elles préfèrent, encourageant le gouvernement et d'autres partenaires à ventiler les données informatives, etc.</p> <p>Toutes les informations sont accessibles dans les langues locales, ainsi que les supports visuels accessibles aux nombreuses femmes qui ne savent ni lire ni écrire. L'infographie et la communication visuelle via des applications pourraient aider à atteindre les femmes qui ont un niveau d'étude plus faible.</p> <p>Les services de vulgarisation sont souvent dominés par les hommes et n'atteignent pas les agricultrices et les agriculteurs de manière identique en raison des barrières sociales et d'autres difficultés. Les femmes se trouvent donc moins informées et soutenues. La solution peut être de former des femmes qui assument les services de vulgarisation et qui reçoivent une aide spécifique pour assumer ce rôle.</p>

(...)

(...) Outils de la PARM et autres outils de GRA	Définition/arguments en faveur de l'outil	Avantages	Inconvénients	Aspects liés au genre
<p>Participation améliorée des petits exploitants dans les associations et rôle accru dans l'encadrement d'associations</p>		<p>Sert les intérêts stratégiques d'autonomisation et d'intégration horizontale de la chaîne de valeur. Les femmes ne peuvent souvent jouer un plus grand rôle dans les marchés formels et les chaînes d'approvisionnement qu'en participant à des organisations agricoles (associations d'épargne et de crédit de façon alternée). Cela leur permet de mutualiser les investissements, de bénéficier de conditions plus favorables pour la commercialisation, de réduire les risques, d'augmenter le capital social et des organisations, de renforcer la participation aux processus de prise de décision et faire mieux accepter le plaidoyer et l'organisation sociale.</p>		<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre à la disposition des hommes, des femmes, des garçons et des filles des informations sur la manière d'adhérer à des associations professionnelles par le biais des services communautaires/locaux (agences de développement local, etc.). 2. Soutenir les réseaux de soutien aux agricultrices. 3. Faire que les femmes puissent participer à des associations mixtes.
<p>Mesures de protection sociale</p>	<p>La protection sociale est une solution importante pour une approche plus inclusive de la GRA. Les mesures de protection sociale sont des moyens fondamentaux d'offrir une assistance au-delà du soulagement des chocs à court terme.</p>	<p>Formel, à travers des agences gouvernementales, à long terme, multidimensionnel, sans besoin réel de temps ni de main-d'œuvre et basé sur de nombreux facteurs qui permettent un soutien plus holistique à certains égards.</p>	<p>Cela doit répondre à diverses exigences afin de recevoir certaines «prestations», qui dépendent généralement des politiques et autorités pas toujours justes, efficaces ni efficientes, etc.</p>	<p>Protection sociale adaptative: nécessite une analyse genrée approfondie qui, généralement,</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. place la protection sociale dans un cadre de gestion des risques pour les chocs idiosyncratiques et covariants; 2. identifie la nécessité de renforcer la collecte et l'analyse des données sur la pauvreté et la vulnérabilité, notamment par le biais de systèmes d'alerte précoce et de ciblage; 3. met l'accent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle; 4. identifie les transferts sociaux comme un instrument de choix pour atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables; et 5. souligne l'importance de l'action multisectorielle et l'évolution vers des systèmes de protection sociale intégrés et cohérents.

Outil I: Liste de contrôle à utiliser dans le cadre de la formation genrée sur la GRA

Les formateurs devront:

1. Avoir une expérience en matière d'évaluation des besoins dans une perspective genrée, et lors de la conception, la mise en œuvre et les formations sur le genre.
2. Avoir une bonne connaissance des théories et des concepts genre, et une connaissance approfondie et actualisée du genre dans le cadre de la GRA.
3. Utiliser des compétences/pédagogie qui intègrent le genre.
4. Mettre en relation les connaissances sur le genre avec la pratique de la formation.
5. Utiliser un langage qui intègre le genre et le matériel s'y référant.
6. Avoir une stratégie pour défier la résistance et les préjugés des participants concernant le genre, en réfléchissant à leur propre pratique.
7. Enfin, assurer autant que possible l'équilibre en termes de genre dans les équipes de formateurs et parmi les participants.
8. Élaborer un plan de renforcement des capacités qui intègre le genre.

Outil J: Liste de contrôle pour la cartographie des principales parties prenantes sur le genre dans le cadre de la GRA

Élaborée à partir des documents d'orientation du PAM, qui peuvent être directement transférés dans la GRA à l'aide de la boîte à outils du PAM sur le genre - Guide sur l'analyse des parties prenantes.

<https://docs.wfp.org/api/documents/02cb728b1dab4c5f98a747afa7c17ce5/download/>

L'analyse des parties prenantes est l'identification et l'analyse systématique des différents individus et groupes qui ont un intérêt, peuvent influencer et/ou être impactés par les activités et les programmes développés dans le cadre de la GRA de manière positive ou négative. Dans la GRA, l'accent est mis sur les «parties prenantes» de la chaîne d'approvisionnement qui sont: les fournisseurs d'intrants, les prestataires de services, les petits agriculteurs, les agriculteurs de taille moyenne et industriels, les intermédiaires financiers, les commerçants, les transformateurs, les exportateurs, le gouvernement.

L'analyse des parties prenantes à partir du genre examine consciemment les engagements, les capacités et les efforts des femmes et des hommes (et des filles et garçons), ainsi que des organisations, dans l'intégration du genre et de la promotion de l'égalité de genre, et de l'autonomisation des femmes.

L'analyse des parties prenantes implique de:

- identifier les acteurs de la GRA;
- identifier les intérêts (besoins, préoccupations, priorités, etc.), l'influence (degré de pouvoir) et les capacités des principales parties prenantes;
- comprendre les relations entre les différentes parties prenantes, qui peuvent être coopératives ou conflictuelles;
- identifier comment chaque partie prenante sera impactée par la GRA;
- utiliser l'analyse pour orienter la programmation.

Intérêt: les besoins, les préoccupations et les priorités des parties prenantes sont au cœur de l'outil.

Influence: c'est capacité à affecter de manière significative (positive ou négative) la mise en œuvre et les résultats de l'outil.

1. Identifier les parties prenantes et leurs représentants

- Lister les parties prenantes les plus importantes et secondaires dans le processus de GRA, en indiquant qui elles représentent.
- Vérifier que toutes les parties prenantes clés sont répertoriées, y compris aux niveaux micro, méso et macro.
- La liste des parties prenantes comprend-elle des individus et des groupes qui soutiennent l'outil et d'autres non?
- Comment une analyse genrée a-t-elle été utilisée pour identifier les différentes parties prenantes?
- Quelle est la composition des parties prenantes répertoriées en termes de genre? Les membres des groupes de parties prenantes qui participent au processus de GRA sont-ils principalement des hommes ou des femmes?
- De nouvelles parties prenantes sont-elles susceptibles d'émerger au cours du processus de GRA?
- Les parties prenantes sont-elles composées uniquement de groupes de femmes ou groupes d'hommes? Les organisations de défense des droits des femmes sont-elles répertoriées?
- Les leaders femmes et hommes sont-ils répertoriés?

2. Identifier les intérêts et les influences de chaque partie prenante

- Identifier les intérêts de chaque partie prenante en prêtant attention à la personne qu'elle représente (par ex. femmes rurales, propriétaires fonciers, jeunes, personnes handicapées, petits exploitants agricoles hommes, chefs religieux).
- Des informations sur les intérêts et l'influence d'une partie prenante peuvent être obtenues, par exemple, à partir de leurs documents officiels et communications, listes de membres, budgets, entretiens, discussions de groupe, références et couverture médiatique.
- À partir des diverses sources d'information, les intérêts et l'influence peuvent être identifiés en demandant:
- Pourquoi la partie prenante (par ex. une ONG) a-t-elle été créée? Quelle est sa vision et son mandat?
- Qui sont les membres de la partie prenante? Qui représente la partie prenante? (femmes? hommes? filles? garçons d'âges particuliers, incapacité, appartenance ethnique, religion, sexualité, situation économique, etc.?)
- Qu'est-ce que la partie prenante a fait auparavant et quelles activités/résultats futurs sont prévus?
- Qui sont les donateurs, bailleurs de fonds et alliés des parties prenantes? Quelles sont les attentes des parties prenantes à l'égard du processus de GRA?
- La partie prenante est-elle susceptible de bénéficier de l'outil? Comment?
- Quelles ressources la partie prenante engagera-t-elle (ou n'engagera pas) dans le processus de GRA?
- Quels sont les autres intérêts de la partie prenante qui peuvent entrer en conflit avec le processus de GRA?
- Les intérêts de chaque partie prenante ont-ils été identifiés? Ne pas oublier qu'une partie prenante a généralement plus d'un intérêt à défendre.
- Quels efforts ont été déployés pour identifier les intérêts cachés?
- Si une partie prenante a plusieurs intérêts, lequel est dominant? Par exemple, les questions relatives à l'égalité de genre figurent-elles en haut ou en bas de la liste des priorités des parties prenantes? Les intérêts d'un groupe de membres ont-ils la priorité sur ceux des autres membres?
- Si une partie prenante est une coalition de groupes, qui parle au nom de qui? L'opinion collective représente-t-elle de manière identique les intérêts des femmes et des hommes?
- Les parties prenantes répertoriées représentent-elles les intérêts des diverses femmes? Hommes? Filles? Garçons? Si ce n'est pas le cas, qui parle au nom des femmes, des hommes, des filles et/ou des garçons qui ne sont pas organisés ou qui n'ont pas de moyens d'atteindre les décideurs?
- Existe-t-il des différences entre les parties prenantes qui opèrent aux niveaux micro, méso et macro en termes de représentation des intérêts spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons?
- Quelles parties prenantes peuvent avoir une influence significative (positive ou négative) sur l'outil? S'agit-il de femmes, d'hommes, de filles ou de garçons?
- Le niveau d'engagement de chaque partie prenante en faveur de l'égalité de genre a-t-il été déterminé?

3. Identify the relationships between the stakeholders

Identifier les relations qui existent entre les différentes parties prenantes.

Les relations peuvent être coopératives ou conflictuelles. Il peut y avoir une collaboration active entre certaines parties prenantes ou de la concurrence.

Vérifier:

- Comment les parties prenantes se considèrent-elles? Fonctionnent-elles indépendamment? Interagissent-elles?
- Existe-t-il des coalitions ou des groupes d'alliés parmi les parties prenantes? Si oui, qu'est-ce qui rassemble les parties prenantes (par ex., intérêt partagé, donateur commun, site)?
- Quelles sont les dynamiques de pouvoir entre les différentes parties prenantes? Qui domine? Le pouvoir diffère-t-il selon le genre? Comment?
- Y a-t-il un conflit d'intérêts entre les parties prenantes?
- L'outil pourrait-il conduire à des conflits entre les parties prenantes? Quelles parties prenantes? Comment? Que peut-on faire pour éviter les conflits entre les parties prenantes?

4. Identifier comment l'outil de GRA affectera chacune des parties prenantes

- Analyser comment le processus de GRA affectera les différentes parties prenantes de manière positive ou négative.
- Examiner séparément l'impact potentiel de l'outil sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons; identifier qui en tire le plus de profit et qui, individu ou entité, n'en retire aucun bénéfice.

5. Identifier les différentes capacités de chaque partie prenante en relation avec la mise en œuvre des outils et les résultats. Indiquer les rôles potentiels de chaque partie prenante dans l'outil

- Vérifier: Considérer chaque question en tenant compte de l'égalité de genre et de l'autonomisation. Quelles sont les connaissances, compétences, expériences, influence, ressources, etc. de chaque partie prenante en matière de genre? N'oubliez pas que les femmes, comme les hommes, ont de multiples capacités; elles ne sont pas seulement vulnérables.
- Existe-t-il des différences de capacités et d'influence entre les parties prenantes aux niveaux micro, méso et macro? Quelles sont les implications des différences de capacités et d'influence sur la mise en œuvre et les résultats des outils, y compris en ce qui concerne l'égalité de genre? Quelles parties prenantes ont le plus d'influence sur le processus de GRA? Qui et quels intérêts représentent-ils?
- Quelles parties prenantes influencent positivement l'outil en termes d'égalité de genre?
- Quelles capacités les parties prenantes ont-elles pour s'opposer et résister (influencer négativement) l'outil, y compris les résultats en matière d'égalité de genre?
- Est-ce prudent pour les parties prenantes de montrer leurs intérêts et d'exposer leurs besoins?

6. Utiliser l'analyse des parties prenantes

Utiliser les résultats de l'analyse des parties prenantes pour:

- Identifier les principales parties prenantes qui devraient être impliquées dans l'outil et/ou qui seront directement impactées (par ex., espèces, nourriture, bénéficiaires de coupons).
- Déterminer la nature et l'étendue de la participation de chaque partie prenante à l'outil, les capacités que les parties prenantes clés peuvent apporter à améliorer l'outil et identifier les alliances possibles.
- Porter une attention particulière aux parties prenantes ayant une forte influence. Les parties prenantes influentes représentent-elles les intérêts des femmes, des hommes, des filles et des garçons?

Outil K: Liste de contrôle pour le suivi et l'évaluation de la GRA qui intègrent le genre

Le suivi devrait être un **processus inclusif et collaboratif** impliquant les partenaires – gouvernements, organisations de la société civile, prestataires de services, etc. et les femmes et les hommes (et les filles et les garçons) dans les communautés.

Les processus inclusifs et participatifs sont importants car le suivi est à la fois un processus politique et technique. Les intérêts et l'influence diffèrent selon les parties prenantes.

1. Utiliser des indicateurs qui intègrent le genre

Quels sont les indicateurs qui intègrent le genre?

Un indicateur est **une mesure du changement**. Un indicateur révèle les progrès réalisés pour atteindre nos objectifs. Les indicateurs de genre nous permettent de détecter les progrès – ou non – pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons, et vers la réalisation de l'égalité de genre.

Les indicateurs genrés ne sont PAS uniquement des indicateurs ventilés par sexe. Un indicateur de genre implique la collecte de données et d'informations ventilées par sexe ET de mesurer le niveau d'égalité d'accès aux outils de GRA qui existent.

Il est très important de prendre en considération la disponibilité et l'accessibilité des données lors de la formulation des indicateurs. Cependant, le manque de données n'est pas une raison suffisante pour exclure un indicateur. En effet, le manque de données, ou le manque de données ventilées par sexe, donne en soi une information. Il indique qu'il pourrait y avoir des inégalités entre différents groupes de personnes, telles que les femmes et les hommes, dans une communauté spécifique, et que remédier au manque de données pourrait aider à réduire les inégalités.

Vérification de la qualité des indicateurs

- Les différentes parties prenantes acteurs de l'outil ont-ils été impliqués dans la formulation des indicateurs? Les indicateurs mesurent-ils les progrès et les problèmes liés à l'outil?
- Tous les indicateurs liés aux personnes sont-ils ventilés par sexe et par âge?
- Existe-t-il à la fois des indicateurs qualitatifs (par ex. perceptions, opinions, observations, jugements) et quantitatifs (par ex., nombre, pourcentages, proportions)?
- Les indicateurs sont-ils faciles à comprendre?
- Les indicateurs sont-ils spécifiques et clairement définis?
- Existe-t-il un nombre suffisant mais non excessif d'indicateurs? (Environ six par type d'indicateur – processus, extrant, résultat.)
- Les indicateurs sont-ils techniquement solides?
- Les indicateurs sont-ils pertinents dans différents contextes? (le cas échéant)
- Les indicateurs mesurent-ils l'impact, y compris sur l'égalité de genre?
- Les indicateurs saisissent-ils l'impact de l'outil sur la situation des femmes et des hommes, des filles et des garçons et les relations de genre?

2. Élaborer un plan de suivi

En consultation avec les principales parties prenantes, rédiger un plan de suivi simple et pratique qui précise:

- Qui sera responsable du suivi de l'outil – S'assurer qu'au moins certaines des personnes impliquées ont de solides compétences en matière de genre.
- Sources de données et d'informations – Pour les indicateurs quantitatifs: données secondaires, enregistrements ou bases de données d'informations ou enquêtes, questionnaires, entretiens ou tests. Pour les indicateurs qualitatifs: observations, examens de documents, groupes de discussion, entretiens, enquêtes d'attitude, évaluations participatives, recherche sur le terrain, réunions communautaires.
- Méthodologie – Indiquer les mesures pour garantir que le suivi est participatif et inclusif et la façon dont la méthodologie intègre le genre (par ex., formation des enquêteurs à l'analyse genrée).

3. Recueillir des données et des informations

- Toutes les données sont-elles ventilées par sexe et par âge?
- Des données et informations ont-elles été collectées auprès des femmes et des hommes?
- Des données et informations genrées pertinentes ont-elles été collectées?
- Les enquêteurs disposent-ils de capacités suffisantes pour collecter des données genrées et mener une analyse participative?
- Si les connaissances et les compétences en matière de genre sont faibles, quelles opportunités de renforcement des capacités seront nécessaires?

4. Analyser les données et informations

Général

- Comment l'outil affecte-t-il les femmes? Les hommes? Les filles? Les garçons? S'il y a des différences, quelles sont-elles et pourquoi existent-elles?
- Qui profite de l'outil? Comment? Quels avantages l'outil apporte-t-il à la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons?
- Les femmes (hommes, filles, garçons) soutiennent-elles l'outil? Pourquoi?
- Quelles sont les opinions (positives et négatives) des femmes, des hommes, des filles et des garçons impliqués et/ou qui bénéficient de l'outil?

Liste de contrôle sur le genre et le suivi pour les résultats possibles du processus PARM

- Les femmes aimeraient-elles voir l'outil évoluer? Si oui, comment pourrait-il être amélioré? Pourquoi? Et les hommes?
- Les progrès en termes de genre sont-ils notables?
- Quels sont les impacts à long terme possibles de l'outil sur l'égalité de genre?
- L'outil a-t-il eu des effets indésirables en matière de genre? Par exemple, augmentation de la charge de travail, incidents avec violence, répercussions?
- Les femmes peuvent-elles participer davantage aux forums publics et aux organes de décision (comités de distribution alimentaire, autorités locales) où elles étaient auparavant privées de leurs droits?
- Le statut social/la position des femmes ont-ils changés? Des hommes? De quelle manière? Pourquoi?
- Un plus grand nombre d'organisations féminines ont-elles été créées ou développées grâce au processus de GRA?
- L'accès et le contrôle des femmes sur les actifs naturels et économiques (terres, finances du ménage, autres actifs) ont-ils augmenté?
- L'outil a-t-il contribué à réduire la violence à l'égard des femmes et/ou des filles? Ou bien, l'outil a-t-il contribué à la violence contre les femmes et les filles ou aux femmes et aux filles qui craignent la violence?
- La mise en œuvre de l'outil nuit-elle aux femmes, aux hommes, aux filles et/ou aux garçons? Y a-t-il des femmes, des hommes, des filles ou des garçons pour lesquels l'utilisation de l'outil pourrait être préjudiciable? Que peut-on faire pour réduire et éliminer les risques de préjudice?
- L'outil a-t-il contribué à changer les stéréotypes genrés oppressifs?
- L'outil a-t-il contribué à changer les attitudes discriminatoires à l'égard des femmes?
- Les femmes sont-elles habilitées à agir comme agents de changement?
- Les femmes sentent-elles qu'elles ont gagné en degré d'autonomie? Les hommes? Les filles? Les garçons? Comment? Pourquoi? Pourquoi ce n'est pas le cas?
- Comment l'outil peut-il être amélioré afin de rendre les femmes plus autonomes (ou les hommes, les filles, les garçons)?
- L'estime et la confiance en soi des femmes pour participer aux organisations et institutions ont-elles augmentées?
- Les femmes peuvent-elles exercer leur capacité de leadership?

5. Communiquer et utiliser les données et informations

- Ventiler toutes les données et informations par sexe et par âge.
- Décrire le type et l'importance de la participation des femmes et des hommes (filles et garçons).
- Décrire les impacts (positifs et négatifs) de l'outil dans la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons.
- Décrire les effets involontaires d'utiliser l'outil (positifs et négatifs).
- Indiquer comment l'outil intègre le genre.
- Proposer des recommandations pour renforcer le processus de GRA, notamment en ce qui concerne l'égalité de genre.
- Renforcer les éléments du processus de GRA qui en font un processus inclusif, participatif et habilitant.
- Réviser les éléments du processus de GRA pour lesquels le suivi a montré qu'ils ne sont pas économiques ni efficaces, efficaces ou équitables ou qu'ils causent des dommages involontaires.

Gérer les risques pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs



**Platform
for Agricultural
Risk Management**

**International Fund
for Agricultural Development (IFAD)**

 Via Paolo di Dono 44 - 00142 Rome (Italy)

 parm@ifad.org
 www.p4arm.org
 [@parminfo](https://twitter.com/parminfo)